



HAL
open science

La communauté afro-américaine et la politique antidrogue du président Reagan

Maeva Manfredi

► **To cite this version:**

Maeva Manfredi. La communauté afro-américaine et la politique antidrogue du président Reagan. Sciences de l'Homme et Société. 2019. dumas-02274943

HAL Id: dumas-02274943

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02274943>

Submitted on 30 Aug 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ DE CAEN BASSE NORMANDIE
U.F.R. LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES
DÉPARTEMENT D'ÉTUDES ANGLOPHONES

***THE AFRICAN AMERICAN COMMUNITY AND THE ANTIDRUG
POLICY DURING THE REAGAN ERA***

***LA COMMUNAUTÉ AFRO-AMÉRICAINNE ET LA POLITIQUE
ANTIDROGUE DU PRÉSIDENT REAGAN***

Travail d'Études et de Recherches présenté
pour l'obtention du Master 2 (Études Culturelles) par
Maeva MANFREDI

Sous la direction de M. Taoufik Djebali

Année universitaire 2018-2019

Abstract

In the early 1980s, crack cocaine appeared in the drug market. Not only did it provide enormous benefits for gang members, as most of them were drug dealers but it was also considered as particularly addictive. Since crack is a cheaper form of cocaine, its use was widespread among the marginalized people, including the African American underclass. The pervasiveness of crack and the growing national concern incited Ronald Reagan to launch a war on drugs so as to control social deviance, which is a part of the delinquent subculture. This initiative has taken many forms from the militarization of police to mass incarceration. However, as crack is said to be mostly used and sold by the African American underclass, the war on drugs had a particular effect on them.

Key words

African Americans – Reagan – Underclass – Deviance – Delinquency – Gangs – Crack – Traffic – Drug use – Ghettos – Police – New York

Résumé

Le crack, une version moins chère que la cocaïne, fait son entrée sur le marché de la drogue au début des années 1980. Elle est l'une des ressources principales des gangs et prend une place considérable dans les ghettos américains. De plus, elle est aussi principalement consommée par les individus les plus marginalisés, dont l'*underclass* afro-américaine. Ce mémoire a alors pour but d'étudier la lutte antidrogue lancée par le président Ronald Reagan. Ce dernier va mener une guerre particulièrement punitive afin de contrôler la déviance sociale inhérente à la sous-culture de la délinquance. Cette guerre contre la drogue est alors rythmée par la militarisation de la police et marque également le début de l'incarcération de masse, des mesures qui touchent particulièrement l'*underclass* afro-américaine.

Mots-clefs

Afro-Américains – Reagan – *Underclass* – Déviance – Délinquance – Gangs – Crack – Trafic – Consommation – Ghettos – Police – New York

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de mémoire, Taoufik Djebali, d'avoir accepté de suivre mon projet. Je retiendrai principalement sa patience face à mes innombrables questions, toutes les lectures conseillées, ainsi que ses enseignements tout au long de ce travail.

Je remercie également l'ensemble des enseignants du Master pour leurs conseils avisés et leurs encouragements quant à la suite de mes études.

Enfin, je remercie ma famille, plus particulièrement ma mère et ma sœur qui n'ont jamais cessé de m'encourager. Puis, j'ai une pensée pour mes amis et camarades de promotion qui m'ont apporté un soutien indéfectible, et sans qui cette aventure n'aurait pas été aussi riche en émotions.

MANFREDI Maeva

La communauté afro-américaine et
la politique antidrogue du président Reagan

Table des matières

Introduction.....	1
Partie 1. Marginalisation de la communauté afro-américaine.....	6
Chapitre 1. La ghettoïsation de la population afro-américaine.....	7
1. La « Grande Migration » et ses causes.....	7
2. Vers une ségrégation résidentielle ?.....	9
3. Le ghetto noir : une ségrégation toujours présente.....	13
Chapitre 2. Déviance et Anomie : Culture du crime dans le ghetto.....	19
1. Théories de la délinquance.....	19
2. Culture du crime : Qu'est-ce qu'une sous-culture délinquante ?.....	23
Chapitre 3. La présence du crack dans les ghettos.....	30
1. Trafic de drogue : gangs et violence.....	30
2. Historique de l'arrivée du crack dans les ghettos.....	35
Partie 2. Le crack au coeur de l'agenda politique de Reagan.....	40
Chapitre 1. L'émergence d'une crainte envers le crack.....	41
1. Médiation du crack.....	41
2. Les influences dans la lutte contre la drogue.....	48
Chapitre 2. La réplique administrative contre le crack.....	56
1. Vers une politique autoritaire et punitive ?.....	56
2. Application de cette politique.....	63
Partie 3. Étude de cas : la ville de New York.....	72
Chapitre 1. L'épidémie de crack à New York : une véritable plaie pour les habitants.....	73
1. La situation sociale dans les ghettos de New York au début des années 1980.....	73
2. Un Climat d'insécurité.....	78
Chapitre 2. D'une coalition contre le crack à la création d'unités spéciales.....	86
1. La mobilisation des résidents.....	86
2. La création d'unités spéciales dans la police de New York.....	91
3. Des résultats en demie-teinte.....	96
Conclusion générale.....	103
Bibliographie.....	108
Annexes.....	122

Introduction

En 1980, alors que les élections présidentielles américaines opposent le candidat démocrate Jimmy Carter et le candidat républicain Ronald Reagan, ce dernier l'emporte avec un peu plus de 50 % des votes¹. Ces élections sont marquées par le grand retour du mouvement conservateur, un retour qui intervient après les années 1970 durant lesquelles ont eu lieu de nombreux bouleversements sociaux, économiques et politiques. Par exemple, le mouvement féministe a davantage d'influence dans la sphère politique avec la légalisation de l'avortement en 1973 suite à l'arrêt *Roe v. Wade*², bien loin des idées conservatrices. En 1974, les Américains connaissent également une déception considérable lors du *Watergate*, une affaire sur fond d'espionnage et de détournement d'argent pour le financement de la campagne présidentielle de Richard Nixon. Ce dernier donne alors sa démission en raison d'une pression médiatique et populaire conséquente, ce qui va marquer le début d'une certaine méfiance envers les hommes politiques³. De plus, les États-Unis connaissent également une autre déconvenue avec la fin de la guerre du Vietnam en 1975. Alors que l'anticommunisme prend une place importante dans l'identité américaine, la fin de la guerre est considérée comme un échec. Enfin, en 1973 et en 1979, deux chocs pétroliers conduisent à une crise économique qui va toucher de nombreux Américains. C'est donc au lendemain d'une décennie difficile que l'élection de Ronald Reagan intervient. En effet, Reagan a principalement construit sa campagne autour de nombreux arguments du *New Right*, en s'opposant notamment à l'héritage d'une société libérée, née de la contre-culture des années 1960. Le *New Right* se prévaut principalement des idées conservatrices, notamment l'opposition à l'avortement, l'homosexualité, la discrimination positive, et les taxes financières pour les personnes les plus aisées⁴. Ronald Reagan introduit également sa campagne présidentielle autour de la valorisation d'un libéralisme économique qui s'oppose à

1 Guillaume Parmentier. *Les États-Unis : Choc et changements*. Paris : Odile Jacob. 2004. p. 58.

2 Harry A. Blackmun, Supreme Court Of The United States. *U.S. Reports: Roe v. Wade, 410 U.S. 113*. 1972. Periodical. Disponible sur <loc.gov/item/usrep410113/>. Consulté le 20 mai 2019.

3 James A. Stimson. *Public Opinion in America: Moods, Cycles, and Swings*. Boulder, Colorado: Westview Press. 1991. p. 107.

4 Rosalind Pollack Petchesky. « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right ». *Feminist Studies*. Vol. 7. No. 2. Été 1981. p. 208.

l'idéologie de la *Great Society*¹. Cette dernière, mise en place par le président Lyndon B. Johnson dans les années 1960 est en effet souvent considérée comme l'une des principales causes de la *stagflation* des années 1970². La politique de laissez-faire prônée par Reagan consiste notamment à inciter les individus défavorisés à ne plus dépendre des aides sociales. Pour affirmer cette tendance, il prendra même l'exemple d'une femme noire, surnommée la « *Welfare Queen* », qui selon lui, profitait allègrement du système social car elle ne travaillait pas, mais avait tout de même les moyens de se trouver au volant d'une Cadillac³.

Or, le *Reaganomics*, nom donné à la politique économique du président, va avoir un impact particulièrement négatif sur la population afro-américaine, principalement pour ceux qui sont concernés par la ghettoïsation : « *[Reaganomics] affected the poor, many of whom are Black, more negatively than the economically better-off*⁴ ». La ghettoïsation est un terme qui semble être lié à la question raciale, laquelle subsiste aux États-Unis depuis de nombreuses années. En effet, il s'agit d'un phénomène social qui a commencé à émerger de manière presque symptomatique suite à la « Grande Migration » des Afro-Américains du Sud des États-Unis. Peu après l'abolition de l'esclavage, les lois de Jim Crow ont un impact important sur la population noire du Sud qui va alors procéder à un exode rural en direction du Nord des États-Unis. Cette population s'installe de manière presque définitive dans des lieux autrefois considérés comme transitoires. La disposition géographique de ces lieux, que l'on considère comme des enclaves d'immigration, est principalement isolée du reste de la ville, ce qui va conduire à un isolement considérable. Par ailleurs, ce flux migratoire fait face à un mouvement de protestation de la part des Euro-Américains, qui ne souhaitent pas voir la population noire dans leurs quartiers. Par conséquent, les Noirs Américains se regroupent dans des logements de fortune situés dans les quartiers reculés du centre-ville, et la population ne cesse d'y augmenter. Si en 1870, 80 % des Afro-Américains vivent au Sud des États-Unis,

-
- 1 Christopher Jencks. *Rethinking Social Policy: Race, Poverty and the Underclass*. Cambridge: Harvard University Press. 1992. p. 3. et Marvin E. Gettleman et David Mermelstein. *The Failures of American Liberalism After the Great Society*. New York: Random House. 1971. pp. 182-183.
 - 2 James S. Olson. « Stagflation ». *Historical Dictionary of the 1970s*. Santa Barbara, Californie: Greenwood. 1999. p. 322. La *stagflation* définit le phénomène selon lequel il y a à la fois une hausse du chômage et une forte inflation des prix.
 - 3 Ronald Reagan. « Radio Commentary on the Welfare Queen ». October 1976. *Soundcloud*. Disponible sur <soundcloud.com/slate-articles/ronald-reagan-radio-commentary>. Consulté le 15 avril 2018.
 - 4 Maurice A. St. Pierre. « Reaganomics and its Implications for African-American Family Life ». *Journal of Black Studies*. Vol. 21. No. 3. 1991. p. 338.

la tendance s'inverse complètement un siècle plus tard. En effet, en 1970, 80 % de la population afro-américaine vit dans le Nord des États-Unis¹. Ainsi, une forme de ségrégation résidentielle va alors se développer tout au long du XX^e siècle. Cet isolement de la population noire favorise le phénomène selon lequel les individus les plus pauvres se trouvent confinés dans des ghettos, des espaces urbains écartés, où la part des habitants qui se trouvent sous le seuil de pauvreté dépasse les 40 %². Dans un contexte aussi délétère, le *Reaganomics* va donc avoir un impact négatif sur de nombreuses familles. Cependant, l'objectif de la politique de Reagan consiste également à mettre un terme à la déviance sociale qui sévit dans ces lieux, en particulier en ce qui concerne les gangs et la manière dont ils assurent leurs revenus : le trafic de drogue. En effet, entre 1970 et 1980, les gangs, pour la plupart construits autour d'une frustration commune face aux normes culturelles dominantes³, prennent une place considérable sur le marché de la drogue. Alors que la marijuana et l'héroïne sont particulièrement consommées pendant les années 1970, la tendance est peu à peu remplacée par la cocaïne : « *[Cocaine was] glamorized by the media into the 1980s and viewed as the white-collar man's drug*⁴ ». Au début des années 1980, la cocaïne est principalement importée des Bahamas, mais elle devient vite de plus en plus chère à obtenir⁵. Puis, c'est autour des cartels colombiens de Medellín et de Cali de prendre part à l'exportation de la cocaïne. Très vite, pas moins de 70 % de la cocaïne présente sur le sol américain provient de Colombie⁶. Cependant, il s'agit toujours d'une substance dont le prix est élevé. Pour pallier à ce problème, des trafiquants de drogue entreprennent de créer et de vendre une version moins chère de la cocaïne, que l'on appelle le crack⁷. Du fait de son prix attractif, le crack est particulièrement populaire dans les lieux défavorisés. Or, alors que le phénomène prend une vaste ampleur, au milieu des années 1980 deux jeunes athlètes meurent d'une overdose de

1 Douglas S. Massey et Nancy A. Denton. *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*. Cambridge : Harvard University Press. 1993. p.18.

2 Loïc Wacquant et William J. Wilson. « Cost of Racial and Class Exclusion in the Inner City ». *Annals of The American Academy of Political and Social Science*. Vol. 501. Janvier 1989. p. 17.

3 Charles E. Silberman. *Crisis in Black and White*. New York: Vintage Book. 1964. p. 47.

4 « Cocaine ». *Crime Museum*. 2017. Disponible sur: <crimemuseum.org/crime-library/drugs/cocaine/>. Consulté le 30 mai 2018.

5 « History, 1985 - 1990 ». *Drug Enforcement Administration*. Disponible sur <dea.gov/sites/default/files/2018-07/1985-1990%20p%2058-67custom2.pdf>. Consulté le 4 avril 2018. p. 58.

6 Bruce M. Bagley. « Colombia and the War on Drugs ». *Foreign Affairs*. Vol. 67. Automne 1988. p. 70.

7 « Cocaine ». National Institute on Drug Abuse. 13 juillet 2018. Disponible sur <drugabuse.gov/publications/drugfacts/cocaine/>. Consulté le 21 avril 2019.

cocaïne¹. Leur mort provoque un émoi national et en réponse à cette problématique, le Congrès publie l'*Anti Drug Abuse Act of 1986*. Cette loi établit une peine minimale de cinq ans pour possession de 5 grammes de crack et la même sentence pour possession de 500 grammes de cocaïne². Puis, c'est au tour de l'*Anti Drug Abuse Act of 1988* d'être instauré. Cette loi impose que le crack soit la seule drogue pour laquelle une peine de prison est obligatoire dès la première consommation ou possession de cette substance³. Ces lois constituent alors une réponse à l'inquiétude nationale et ont pour but de mettre un terme à la prolifération du crack aux États-Unis. Les Américains sont en effet de plus en plus inquiets quant à la présence de cette drogue dans les quartiers populaires. Non seulement de nombreux cas de violences sont médiatisés, principalement le fait d'individus sous l'influence du crack, mais la hausse des crimes à cette même période, crimes associés la plupart du temps aux gangs, ne font qu'amplifier cette crainte. Le crack est associé dans l'imaginaire à un comportement violent, le plus souvent du fait d'un homme noir, considéré comme incontrôlable⁴. Par ailleurs, la présence des gangs n'est pas un phénomène nouveau, mais le trafic de crack semble créer une hausse des guerres de territoire relatives aux lieux de vente, ce qui rend d'autant plus difficile le quotidien des habitants. Ainsi, dans une perspective de mettre fin à la présence du crack dans les ghettos et de contrôler la déviance sociale qui subsiste à travers la sous-culture délinquante, l'administration Reagan introduit des mesures particulièrement punitives. Leur application a donc un impact au niveau national, mais aussi au niveau local, par exemple dans la ville de New York. Cette ville est l'une des plus peuplées des États-Unis, et se compose de plusieurs ghettos particulièrement connus, tels que Harlem, ou encore des quartiers du Bronx et de Brooklyn. En 1980, environ un New-Yorkais sur cinq est touché par le chômage⁵ et dans les quartiers les plus pauvres, certains ghettos ne comptent pas moins de 47,2 % de leur population sous le seuil de la pauvreté, ce qui représente un

1 Voir Judith Cummings. « Drugs Tied to Rogers's Death ». *The New York Times*. 29 juin 1986. Voir également « University Mourns Len Bias ». *The New York Times*. 20 juin 1986.

2 U.S. 99th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1986 ». *Public Law 99-570*. H.R. 5484. Washington D.C. Government Printing Office. 27 Oct. 1986. Sec. 1002. 100 STAT. 3207-3. « Controlled Substances Act Penalties ».

3 U.S. 100th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1988 ». *Public Law 100-690*. H.R. 5210. Washington D.C. Government Printing Office. 18 Nov. 1988. Sec. 637. 102 STAT. 4370. « Serious Crack Possession Offenses ».

4 Arthur Benavie. *Drugs America's Holy War*. New York : Routledge. 2009. p. 130.

5 Mark Levitan et Susan S. Wieler. « Poverty in New York City, 1969 – 99: The Influence of Demographic Change, Income Growth and Income Inequality ». *FRBNY Economic Policy Review*. Juillet 2008. p. 14.

nombre considérable¹. Par conséquent, l'économie souterraine est en plein essor, de même que la présence du crack dans certains quartiers, tant en termes de vente qu'en ce qui concerne la consommation. Ainsi, alors que les lois fédérales favorisent la militarisation de la police, cela conduit également à des opérations de grande envergure dans certains quartiers dont le succès est souligné par la police de New York. Les années 1980 représentent alors le début d'une guerre contre la drogue, plus précisément contre le crack. Nous pouvons alors nous demander de quelle manière la guerre contre la drogue mise en place par Ronald Reagan a eu un impact considérable sur la déviance sociale au sein de la communauté afro-américaine. Dans un premier temps, la question de la marginalisation de la communauté noire sera analysée, plus particulièrement dans un objectif de mieux appréhender la déviance sociale qui y est parfois associée. Enfin, la politique antidrogue de Reagan sera examinée de manière à prendre en compte à la fois la rhétorique utilisée, mais aussi les acteurs extérieurs, comme par exemple l'émergence de la *moral panic*, qui vont avoir un impact sur le type de politique utilisée par l'administration. Enfin, la ville de New York sera le sujet d'un cas d'étude, afin de découvrir l'ampleur du trafic de crack, l'efficacité des opérations policières, mais aussi l'impact à l'échelle locale de la politique antidrogue.

1 Stephen Eide. « Poverty and Progress in New York I: Conditions in New York City's Poorest Neighborhoods ». *Civic Report*. No 88. New York: Center for State and Local Leadership at the Manhattan Institute. Rapport. Juin 2014. p. 3.

Partie 1. Marginalisation de la communauté afro-américaine

La marginalisation de la communauté afro-américaine au Nord des États-Unis est principalement liée à l'héritage de l'esclavage et à des années de ségrégation raciale. En effet, l'influence des lois de Jim Crow a poussé de nombreux Afro-Américains à quitter le Sud et à s'installer dans le Nord, exode que l'on associe à la Grande Migration. Cet exode rural s'est accompagné de difficultés, notamment en termes d'intégration. Ainsi, la plupart des Afro-Américains s'installent dans des quartiers autrefois utilisés comme des lieux de transition pour les immigrants européens. Cette installation définitive, suivie d'un certain nombre de discriminations, fait prospérer une certaine ségrégation résidentielle. Cette dernière contribue à une hausse de la population dans un même lieu. De plus, les progrès technologiques et les crises économiques ont conduit à un changement de la nature des emplois, lesquels demandent davantage de compétences professionnelles. Par conséquent, dans un environnement hostile, où les opportunités d'emploi semblent manquer, et où la pauvreté s'installe, on assiste à l'émergence de ce que l'on appelle l'*underclass*¹. Ainsi, la communauté afro-américaine est peu à peu marginalisée, ce qui conduit à une ghettoïsation de plus en plus importante. Or, cette marginalisation peut parfois conduire à une tendance, consistant à s'opposer à la culture dominante. Apparaît alors la sous-culture délinquante, celle qui favorise l'émergence d'une économie parallèle mais aussi incite les plus jeunes à intégrer des gangs, dans l'optique de créer une cohésion établie soit par frustration commune, soit par simple objectif d'opposition à la norme établie. Cette marginalisation s'accompagne de comportements que l'on considère non-conformes à la société, comme la délinquance mais aussi la consommation de drogue. Au début des années 1980, la marijuana et l'héroïne sont remplacées par la cocaïne et le crack, une version moins chère en plein essor dans les quartiers défavorisés. Les consommateurs de crack se font alors de plus en plus nombreux, de même que le trafic de drogue, qui prend une place considérable dans le quotidien des membres de gangs établis dans les ghettos.

1 Voir William Julius Wilson. *The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy*. Chicago: University of Chicago Press. 1990 ; Ken Auletta. *The Underclass*. New York: Random House. 1982.

Chapitre 1. La ghettoïsation de la population afro-américaine

La communauté afro-américaine, majoritairement installée dans le Sud des États-Unis jusqu'au XX^e siècle, va peu à peu procéder à un exode rural vers le Nord pour différentes raisons. D'abord, il s'agit de fuir l'influence des lois de Jim Crow instaurées après l'abolition de l'esclavage, mais aussi de pouvoir bénéficier de nouvelles opportunités sur le marché du travail. Or, cet exode de la communauté noire va se heurter à ce que l'on appelle la ségrégation résidentielle, laquelle va participer à l'émergence d'une forte marginalisation.

1. La « Grande Migration » et ses causes

1.1. L'influence des lois de Jim Crow au sud des États-Unis

Après la guerre de Sécession aux États-Unis, opposant les confédérés aux unionistes, l'esclavage est aboli le 18 décembre 1865. Puis, arrive alors la Reconstruction, période durant laquelle les États confédérés sont réadmis au sein de l'Union. Or, dans les États du Sud, l'homme noir, désormais libéré du joug de l'esclavage, demande davantage de prérogatives et d'indépendance vis-à-vis de l'homme blanc. Ce faisant, ils font face à une opposition violente des blancs du Sud. En effet, ces derniers se sont trouvés devant une difficulté majeure puisque l'économie des États du Sud reposait principalement sur l'esclavage par le biais de l'agriculture. Ainsi, il fallait assurer la protection de l'économie locale, tout en veillant à s'assurer un statut supérieur à celui des Afro-Américains, considérés comme « inferior, rootless and vile¹ ». Par conséquent, à la fin de la Reconstruction, dès 1877, le Sud voit naître une politique de ségrégation raciale fondée sur la suprématie blanche. Ces lois, que l'on appelle communément les lois de Jim Crow, nommées ainsi à la suite du minstrel Jim Crow. Il s'agit d'un personnage caricatural, raciste, qui symbolisait l'asservissement de l'homme noir à l'homme blanc. Jusqu'en 1900, dans la plupart des États du Sud, la ségrégation s'applique dans les trains. Par exemple, les Afro-Américains étaient obligés de voyager dans des wagons différents des blancs. Puis, à partir de 1900 cette interdiction s'est étendue dans la plupart des

1 Loïc Wacquant. « From Slavery to Mass Incarceration: Rethinking the 'Race Question' in the US ». *New Left Review*. Vol. 13. 2002. p. 46.

espaces publics tels que les parcs, les théâtres, ou encore les restaurants¹. Ce n'est qu'en 1965 que ces lois ségrégationnistes seront abolies, lors de la ratification le 2 juillet 1964 du *Civil Rights Act* par le président démocrate Lyndon B. Johnson. Toutefois, dans le Sud des États-Unis, les conditions de vie des Afro-Américains dans les zones rurales sont difficiles, mais pas seulement à cause de l'influence des lois de Jim Crow. En effet, dès le début du XX^e siècle, c'est le début de l'industrialisation : de ce fait, les métiers de l'agriculture se modernisent peu à peu, et les employés, principalement afro-américains, sont alors progressivement remplacés par des machines². Les plantations de coton ne produisent plus de manière aussi efficace qu'auparavant, que ce soit à cause à la concurrence du Nouveau Mexique³ ou encore à cause des récoltes qui subissent les aléas météorologiques⁴. La situation économique est alors difficile, à tel point que les Blancs les plus pauvres occupent des emplois autrefois destinés aux Noirs tels que barbiers, serveurs, etc.⁵, ce qui rend les conditions de vie de ces derniers d'autant plus difficiles qu'ils sont à la fois sous le joug des lois de Jim Crow et affectés par la situation économique.

1.2. Le Nord des États-Unis : une terre attractive

Au nord des États-Unis, on assiste à une véritable expansion de l'industrie notamment grâce à la Première Guerre mondiale⁶. Ainsi, les Africains Américains visent à obtenir de meilleures conditions de vie et des opportunités de carrière plus attrayantes en migrant vers le nord des États-Unis⁷. Une certaine propagande dans les journaux voit le jour, principalement pour insister sur l'attractivité du nord. Les motivations d'immigration sont parfois différentes : pour les hommes afro-américains, il s'agit alors de pouvoir trouver du travail afin de subvenir aux besoins de leurs familles, mais pour beaucoup de femmes, il existe une forme de ressentiment envers la ruralité des États du sud, notamment parce que cela les forçait à

1 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 24.

2 Otto Kerner et al. *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*. The National Advisory Commission on Civil Disorders. Washington D.C. Government Printing Office. Rapport. Mars 1968. p. 6.

3 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 28.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*

6 Wacquant. « From Slavery to Mass Incarceration... ». *op.cit.* p. 47.

7 August Meier et Elliott M. Rudwick. *From Plantation to Ghetto*. New York: Hill and Wang. 1976. p. 233.

travailler dans les champs, par manque d'autres opportunités¹. Cependant, alors que les Africains Américains sont de plus en plus nombreux dans le nord des États-Unis, des mesures semblables aux lois de Jim Crow sont prises. Par exemple, alors que les étudiants noirs étaient autrefois acceptés au sein de tous les départements de l'université de New York, ils sont peu à peu exclus de certains d'entre eux pour être alors regroupés dans un seul et unique département. L'interdiction de fréquenter les restaurants, les bars, les théâtres apparaît également. De même, la presse américaine du nord des États-Unis qui s'intéressait jusqu'alors aux crimes commis par les Noirs, a fini par de moins en moins mentionner la communauté sauf pour divertir les lecteurs². Ainsi, les Afro-Américains sont de plus en plus exclus de la société. Toutefois, malgré ces difficultés majeures, l'attrait pour le nord urbain de l'Amérique continue jusqu'aux années 1940 et 1950, grâce à la Seconde Guerre mondiale. Les Afro-Américains vivant au Sud sont parfois même recrutés par des agents venus des grandes villes du nord des États-Unis, notamment pour tout ce qui touche à l'industrie automobile. Les femmes, quant à elles, sont le plus souvent embauchées en tant que domestiques³. De fait, on assiste à une migration très importante de la population afro-américaine, puisqu'en 1870, 80 % de la communauté vit au Sud des États-Unis, contre 20 % en 1970⁴. La situation géographique de la communauté est alors bouleversée et cela laisse place à des difficultés importantes d'intégration dans le nord des États-Unis, plus particulièrement si l'on prend en compte l'histoire du pays et des Afro-Américains.

2. Vers une ségrégation résidentielle ?

2.1. L'arrivée des Afro-Américains au nord des États-Unis.

L'exode massif des Afro-Américains en direction du nord va soulever de nombreux problèmes. En effet, ces derniers sont rapidement embauchés dans les usines du nord, notamment parce qu'ils avaient peu ou pas de connaissances en ce qui concerne les conditions de travail acceptables⁵. Les Américains blancs, de classe moyenne, devinrent très hostiles

1 Jacqueline Jones. *America's Underclasses from the Civil War to the Present*. New York: Basic Books. 1992. p. 211.

2 Silberman. *Crisis in Black and White*. *op.cit.* p. 105.

3 *Ibid.* p. 29.

4 Massey et Denton. *American Apartheid...* *op.cit.* p. 18.

5 *Ibid.* p. 28.

envers la communauté noire. En effet, beaucoup d'entre eux assimilent cette communauté à la pauvreté et à la criminalité¹. Puis, ils ont le sentiment que l'embauche des Afro-Américains pourrait avoir un impact sur leurs opportunités de carrière². Concernant le logement, certains habitants de banlieues majoritairement blanches, refusent également de partager le quartier avec des familles noires et décident de les exclure. Par exemple, certains propriétaires refusent de louer leur maison aux gens de couleur³. Dans d'autres cas, ce sont des tentatives d'assassinats puisque des bombes sont placées dans les maisons habitées par des Africains Américains⁴. La Cour Suprême ne déclarera ce type de contrats illégaux qu'en 1948 à la suite du cas *Shelley v. Kraemer*⁵. Ainsi, pour beaucoup de migrants noirs américains, l'arrivée au nord des États-Unis s'est accompagnée d'une désillusion. Comme dans le cas des précédents flux migratoires, les Africains Américains sont principalement logés dans les endroits les plus pauvres de la ville et ce ne sont d'ailleurs pas les seuls, puisque les Portoricains vont également vivre dans ce type de quartier⁶. Cependant, aucun autre groupe ethnique que celui des Afro-Américains n'aura autant de difficulté à s'intégrer dans la ville. En effet, ces espaces de vie, que l'on appelle les enclaves d'immigrations, ou les *shums*, n'ont jamais été très hétérogènes jusqu'à l'arrivée des Afro-Américains.

2.2. La ghettoïsation au nord des États-Unis

Le terme de ghetto connaît plusieurs définitions. Il s'agit d'un terme souvent associé à la population afro-américaine. Il peut être également associé à la pauvreté. Toutefois, au sens strictement géographique et économique du terme, le ghetto est défini comme un lieu enclavé au sein des *inner-cities*⁷, dans lequel on compte plus de 40 % de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté⁸. Mais d'un point de vue social, le ghetto peut se diviser également en groupes ethniques. Par ailleurs Loïc Wacquant, rappelle que :

1 *Ibid.* p. 30.

2 *Ibid.*

3 Meier et Rudwick. *From Plantation to Ghetto. op.cit.* pp. 236-237.

4 Massey et Denton. *American Apartheid... op.cit.* p. 35.

5 *Ibid.* p. 36.

6 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 33.

7 Ce terme se réfère aux quartiers résidentiels pauvres qui se situent en centre-ville ou proches du centre-ville, mais cela ne se définit pas de la même manière que la banlieue en France, qui se trouve davantage excentrée.

8 Wacquant et Wilson. « Cost of Racial and Class Exclusion in the Inner City ». *op.cit.* p. 17.

Aux origines, à la fin du XIXe siècle, [le ghetto] désignait les concentrations résidentielles de juifs européens dans les ports du front atlantique et il se distinguait clairement du taudis (*slum*) comme zone de détérioration de l'habitat et creuset de pathologies sociales¹.

On parlait alors d'une concentration géographique en fonction d'une ethnie, d'une religion ou d'une culture en commun, mais dont l'environnement était délétère. Puis, le terme de « ghetto » a évolué pour : « Englober tous les districts du coeur des villes (*inner city*) dans lesquels s'amassaient les nouveaux arrivants « exotiques », immigrés originaires du Sud-Est de l'Europe et Afro-Américains fuyant le régime de terrorisme racial du Sud étasunien² ». Cependant, les immigrés européens n'ont pas connu la même exclusion sociale que les Afro-Américains. Ils ont en effet pu bénéficier d'une « dispersion résidentielle fluide³ », c'est-à-dire que beaucoup d'entre eux ont eu la possibilité de quitter les quartiers les plus pauvres, notamment pour être relogés dans des quartiers mixtes ou majoritairement blancs. Ce n'est pas le cas des Afro-Américains. De plus, il convient de noter que la plupart des immigrés européens n'étaient pas nécessairement contraints de vivre dans ce type de quartier aux conditions de vie délétères. Pour la plupart des immigrés européens, la situation était alors provisoire, et en moins d'une ou deux générations, le lieu était déserté par le groupe ethnique en question⁴. Mais bien que ces lieux de vie étaient des espaces transitoires, ils sont devenus un lieu d'installation permanente pour une grande partie de la communauté afro-américaine⁵.

On peut alors se demander pourquoi les ghettos ne changent pas dans leur construction. Au début des années 1930, un programme est lancé pour augmenter le taux d'emploi dans le secteur du bâtiment. C'est le *Home Owners' Loan Corporation*. Cependant, ce type de programme fonctionne sur la base d'un échelonnement et d'un classement des quartiers. Les quartiers les mieux notés bénéficient de subventions afin d'être rénovés ou améliorés. Les ghettos noirs, eux, se trouvent toujours mal notés et par conséquent ne bénéficient pas de fonds⁶. D'autres programmes tels que le *Federal Housing Administration Loan* créé en 1937, ou la *Veterans Administration* en 1944, participent à favoriser la construction de maisons pour

1 Loïc Wacquant. « Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique ». *Réseau Canopé, Idées Économiques et Sociales*. Vol. 1. No 167. 2012. p. 15.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Silberman. *Crisis in Black and White*. *op.cit.* p. 43.

5 Massey et Denton. *American Apartheid...* *op.cit.* p. 33.

6 *Ibid.* pp. 51-52.

les « *single-family homes* » tandis que les familles africaines américaines, comprenant souvent plusieurs générations au sein d'une même famille, étaient laissées pour compte¹. De même, on incitait les Américains à ne pas construire près d'un ghetto, ce qui a participé à former une certaine ségrégation résidentielle². En empêchant tout contact ou tout progrès au sein du ghetto, les habitants de ce même ghetto se trouvent alors séparés du reste de la population. Après la Deuxième Guerre mondiale, un nouveau flux migratoire survient, mais la population blanche campe sur ses positions et refuse l'accès aux familles afro-américaines dans leur quartier. Les nouveaux arrivants se retrouvent donc eux aussi dans ces ghettos, qui deviennent alors peu à peu surpeuplés³. En outre, alors que les contrats interdisant la location aux Afro-Américains deviennent illégaux grâce au *Fair Housing Act* en 1968⁴, cela n'empêche pas pour autant la ségrégation résidentielle. En effet, la discrimination se fait de manière plus pernicieuse. Par exemple, les agents immobiliers vont rendre l'acquisition d'un bien immobilier plus difficile pour une famille noire que pour une famille blanche, par le biais de multiples techniques. Par conséquent, si les ghettos sont surpeuplés, c'est en grande partie parce que les blancs ne sont pas en faveur des quartiers mixtes : en 1942, 84 % des Américains blancs sont en faveur d'une ségrégation résidentielle⁵ et refusent ainsi de partager leur quartier. En revanche, les Afro-Américains ne sont pas hostiles à l'idée de s'installer près des blancs, notamment parce que cela s'inscrit dans une forme d'idéal d'intégration⁶. Cependant, pour la plupart des Africains Américains, la peur de l'exclusion s'exprime, et l'installation dans un quartier blanc se fait souvent de manière groupée. Si une ou deux familles afro-américaines s'installent dans un quartier blanc, les autres feront de même. Cela va avoir un effet pervers puisque ce quartier deviendra alors moins demandé par la classe moyenne blanche⁷ qui ira même jusqu'à quitter la résidence en question⁸. On assiste donc à un cercle vicieux. Pour August Meier et Elliott M. Rudwick, c'est principalement cette forme de

1 *Ibid.* p. 53.

2 *Ibid.* p. 56.

3 *Ibid.* p. 43.

4 U.S. 90th Congress. « The Fair Housing Act ». *Public Law 90-284*. Washington DC. Government Printing Office. 82. STAT. 73. 11 avril 1968.

5 Gordon W. Allport. *The Nature of Prejudice*. New York: Doubleday Anchor. 1958. p. 74.

6 *Ibid.* p. 90.

7 *Ibid.* pp. 95-96.

8 Elijah Anderson. « The Iconic Ghetto ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 642. Juillet 2012. p. 10.

rejet qui va conduire à la formation d'une cohésion au sein de la communauté afro-américaine:

Motivated by pride, habit, and the need for mutual protection for rejection, Negroes found a refuge within their own community. Furthermore, the institutional structure of the black community – the churches, clubs, fraternal orders – were centered in the ghettos, thus discouraging many from moving into distant white neighborhoods¹.

Cette cohésion dans la communauté tend à créer une forme d'organisation sociale, une sorte de culture au sein du ghetto. Or, cette culture se perpétue principalement parmi les Afro-Américains les plus pauvres. Ainsi, on peut s'interroger sur les raisons d'un tel phénomène, quant à savoir s'il s'agit d'une question raciale ou de classe sociale.

3. Le ghetto noir : une ségrégation toujours présente

3.1. La ghettoïisation : Un problème racial ou un problème de classe sociale ?

Comme nous l'avons vu, les autres groupes ethniques ne souffrent pas autant de la ségrégation résidentielle que les Afro-Américains. En revanche, il existe aussi un autre problème inhérent à cette ségrégation, c'est celui de la classe sociale. Comme le remarque Charles E. Silberman, dans les années 1940 à 1960, les inégalités raciales et de classes reposent essentiellement sur les qualifications professionnelles. En effet, après un exode vers le nord urbain, les Afro-Américains n'étaient pas préparés à ce que de nouvelles techniques industrielles les remplacent. De même, les qualifications demandées deviennent plus élevées. Il ne s'agit plus de savoir disposer des pièces dans une usine, il faut aussi avoir des compétences managériales ou commerciales. Par conséquent, le taux de chômage augmente au sein de la communauté afro-américaine la moins qualifiée². Leurs opportunités sur le marché du travail disparaissent peu à peu. Pour le sociologue William Julius Wilson, on assiste alors à l'émergence de l'*underclass*. Il définit les individus y appartenant comme suivant :

Individuals who lack training and skills and either experience long-term unemployment or are not members of the labor force, individuals who are engaged in street crime and

1 Meier et Rudwick. *From Plantation to Ghetto. op.cit.* p. 237.

2 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 40.

*other forms of aberrant behavior, and families that experience long-term spells of poverty and/or welfare dependency*¹.

Ainsi, il introduit la problématique de l'emploi, notamment vis-à-vis des compétences exigées. Il souligne également les difficultés inhérentes à la *welfare dependency* qui se caractérise par un manque d'autonomie vis-à-vis des aides sociales.

En effet, en 1932, alors que le pays fait face à la Grande Dépression, le président Roosevelt considère que le gouvernement doit intervenir dans la politique sociale et se lance dans une sorte de guerre contre la pauvreté. Cette politique est mieux connue sous le nom de *New Deal*. Il s'agit d'abandonner le principe de non-interventionnisme². Le *Social Security Act* voit le jour en 1935³, et des réformes telles que le *National Labor Relations Act* ou encore *l'Aid to Dependent Children*⁴ y sont incluses. Toutefois Vanessa D. Johnson ou encore Frances Fox Piven soulignent que ces nouvelles lois instaurées par le gouvernement de Roosevelt dépendent des votes du Sud des États-Unis et, pour que ces lois puissent bénéficier de ce soutien, une partie de la population noire américaine en a été indirectement exclue⁵. Ainsi, si le *National Labor Relations Act* protège les salariés, il n'inclut pas les petites entreprises spécialisées dans le domaine de l'agriculture, ou encore du service à domicile. Or, à cette époque, bon nombre d'Afro-Américains travaillent dans ces secteurs et se retrouvent alors exclus de cette protection⁶. De la même manière, *l'Aid to Dependent Children* dépend de critères d'éligibilité qui changent selon les États. Ainsi, dans certains États, surtout dans le Sud des États-Unis, certaines femmes afro-américaines n'avaient pas le droit à ces aides. Par exemple, si une offre d'emploi était disponible dans les environs, cette aide leur était refusée puisque l'on considérait qu'elles pouvaient travailler⁷. Mais dans la construction familiale

-
- 1 William Julius Wilson. *The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy*. Chicago: University of Chicago Press. 1990. p. 8.
 - 2 Marvin E. Gettleman et David Mermelstein. *The Failures of American Liberalism after the Great Society*. New York: Random House. 1971. p. 4.
 - 3 Anthony J. Badger. *The New Deal: The Depression Years, 1933 – 1940*. New York : The Noonday Press. 1989. p. 190.
 - 4 *Ibid.* p. 229. Il s'agit d'une aide mise en place pour aider les familles matriarcales, le plus souvent des femmes veuves à la tête du foyer.
 - 5 Vanessa D. Johnson. « Impact of Race and Welfare Reform on African American Single Mothers' Access to Higher Education ». *Journal of Black Studies*. Vol. 40. No. 6. Juillet 2010. p. 1044.
 - 6 Frances Fox Piven. « Marginalization and American Politics ». *Revue LISA/LISA e-journal [Online]. Media, Culture, History, Culture and Society*. p. 8.
 - 7 Joe Soss et al. *Disciplining the Poor: Neoliberal Paternalism and the Persistent Power of Race*. Chicago: University of Chicago Press. 2011. p. 87.

matriarcale que l'on impute aux Afro-Américains, il était difficile pour ces femmes de travailler et d'être également responsables de leurs enfants. De même, pour s'assurer qu'aucun homme ne vivait dans le foyer, lequel étant considéré comme pouvant subvenir aux besoins de la famille, des visites surprises étaient mises en place à n'importe quel moment, y compris la nuit¹. Par conséquent, la partie la plus pauvre de la communauté afro-américaine ne bénéficie pas réellement des aides de l'État, ce qui conduit à une pauvreté grandissante au sein de la communauté.

Une vingtaine d'années plus tard, alors que l'économie est prospère, le président Johnson lance ce que l'on appelle la *Great Society*. Il s'agit d'une suite de programmes qui vise à supprimer la pauvreté, mais aussi les inégalités raciales. En effet, contrairement à la politique du *New Deal*, qui avait été lancée à la suite d'une situation économique désastreuse, et qui se focalisait sur la sécurité économique, le programme du président Johnson vise davantage à s'appuyer sur l'importance de l'opportunité². Il ne s'agit donc pas seulement de donner une aide financière aux personnes en marge de la société, mais aussi de proposer de nouvelles opportunités économiques, ce qui se situe davantage dans une optique de guerre contre la pauvreté et non d'une guerre contre les pauvres. Ainsi, l'*Economic Opportunity Act* est lancé en 1964. Le président Johnson déclare dans son introduction : « *It is, therefore, the policy of the United States to eliminate the paradox of poverty in the midst of plenty in this Nation by opening to everyone the opportunity for education and training, the opportunity to work, and the opportunity to live in decency and dignity*³ ». Par conséquent, la volonté du président Johnson est claire : il s'agit d'éradiquer la pauvreté en offrant des opportunités à tout individu quel qu'il soit⁴. Dans cette perspective et sous l'influence du mouvement civil en faveur de l'égalité des droits pour les noirs américains dans les années 1960, Lyndon B. Johnson signe le *Civil Rights Act* le 2 juillet 1964⁵. Il s'agit alors d'abolir les lois de Jim Crow et d'interdire toute forme de discrimination raciale. Puis, le 28 septembre 1965, le président

1 Robert Castel. « La 'guerre à la pauvreté' aux États-Unis : le statut de l'indigence dans une société d'abondance ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. Vol. 19. Janvier 1978. p. 55.

2 Jencks. *Rethinking Social Policy...* *op.cit.* p. 3.

3 U.S. 88th Congress. « Economic Opportunity Act of 1964 ». *Public Law 88-452*. Washington D.C. Government Printing Office. 78. STAT. 20 août 1964.

4 Gettleman et Mermelstein. *The Failures of American Liberalism after the Great Society*. *op.cit.* p. 182.

5 U.S. 88th Congress. « Civil Rights Act of 1964 ». *Public Law 88-352*. Washington D.C. Government Printing Official. 78. STAT. 241. 2 juillet 1964.

Johnson publie l'*Executive Order 11246*¹, dans lequel il insiste sur l'importance de la discrimination positive. Cette dernière consiste par exemple à favoriser un employé issu d'une minorité habituellement discriminée. Cela peut alors concerner les Afro-Américains, les Hispaniques, mais aussi les femmes ou les personnes issues des quartiers défavorisés. La discrimination positive est mise en place afin de faciliter l'égalité des chances. Cependant, un rapport est publié par Otto Kerner en 1967. Deux critiques majeures sont prononcées contre le principe du *Welfare State*. D'abord, on considère que les aides sociales ne touchent pas toutes les personnes concernées, et qu'ainsi il y a une forme d'inégalité. Les familles les plus pauvres ne sont parfois pas bénéficiaires de ces aides, ce qui conduit à un déséquilibre social. Enfin, le rapport remarque que pour ceux qui bénéficient des aides sociales, une certaine dépendance s'est installée pour les raisons suivantes : « *The system provides assistance well below the minimum necessary for a decent level of existence, and imposes restrictions that encourage continued dependency on welfare and undermine self-respect*² ». Ainsi, durant les années 1960, les Afro-Américains les plus démunis et les moins qualifiés se sont retrouvés dépendants de cette aide puisque marginalisés. Cette marginalisation sociale s'est accompagnée d'une marginalisation géographique. Cependant, selon Loïc Wacquant, un ghetto n'est pas seulement le fait de la pauvreté, de la ségrégation spatiale, ou d'un environnement délétère. Il s'agit d'un ensemble de propriétés réunies qui sont les suivantes : « (1) une homogénéité ethnique croissante ; (2) un enveloppement de plus en plus complet de la population cible ; (3) un accroissement de la densité organisationnelle ; (4) ; la production et l'adoption d'une identité collective; (5) des frontières imperméables³ ». On assiste donc bel et bien à la recrudescence de ghettos noirs dans les années 1960, puisque les ghettos regroupent plus particulièrement la communauté afro-américaine. De plus, la population ne cesse d'augmenter, tandis que la ségrégation résidentielle rend difficile les interactions entre les habitants du ghetto et les autres Américains. Enfin, un tel isolement conduit inévitablement à une forme de culture du ghetto, dans laquelle chaque habitant peut se retrouver et partager les mêmes valeurs.

1 Lyndon B. Johnson. *Executive Order 11246. Equal Employment Opportunity*. 30. F.R. 12319. Washington D.C. Government Printing Official. 28 septembre 1965.

2 Kerner et al. *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*. *op.cit.* p.12.

3 Wacquant. « Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique ». *op.cit.* p. 23

3.2. Les conséquences de la ghettoïisation au sein des familles afro-américaines

Ainsi, la partie la plus pauvre de la communauté afro-américaine est aussi la plus touchée par la ghettoïisation. Cependant, on peut s'interroger sur les conséquences d'une telle marginalisation, tant au niveau structurel qu'au niveau économique. En effet, d'après le rapport Moynihan, publié en 1965¹, il est constaté que cette partie de la communauté partage les mêmes valeurs et le même style de vie, notamment la *welfare dependency* qu'évoquera également le rapport Kerner deux ans plus tard. Or, le rapport Moynihan met en avant le manque d'éducation scolaire, puisque de nombreux enfants de la communauté se trouvent en situation de décrochage ou d'échec scolaire. Le rapport évoque aussi la désorganisation familiale. En effet, durant les années 1980, Charles Murray relève dans son livre, *Losing Ground*, que les familles afro-américaines sont construites majoritairement sur un modèle matriarcal et non nucléaire. Le père est souvent absent, et la famille fonctionne alors autour de la mère, ou de la grand-mère si l'on prend en compte la structure multi-générationnelle de certaines familles afro-américaine. Charles Murray considère notamment que la possibilité de bénéficier des aides sociales offre l'opportunité à certains hommes de quitter le foyer familial sans que cela n'ait de conséquences dramatiques, puisque l'épouse pourra alors bénéficier de certaines aides. Selon ce raisonnement, les femmes ont la possibilité d'avoir des enfants sans avoir de conjoint régulier ou d'époux². Le rapport Moynihan suggère que la dislocation familiale est liée à l'éducation, puisque les femmes afro-américaines font davantage d'études que les hommes³, et que cette dislocation tend à créer une dépendance aux aides sociales⁴, mais aussi à perpétuer ce que l'on appelle la culture de la pauvreté (« *culture-of-poverty*⁵ »). Il s'agit de considérer que cette pauvreté se perpétue sur plusieurs générations, plus particulièrement à cause de la dépendance aux aides sociales, du chômage, ou encore de l'éducation. Cela suppose alors que ce mode de vie se transforme en une forme de culture, laquelle renforce un sentiment de résignation aux générations suivantes, et *de facto* un

1 Daniel Moynihan. *The Negro Family: The Case for National Action*. Office of Policy Planning and Research, United States. Department of Labor. 1965.

2 Voir Charles Murray. *Losing Ground*. New York: Basic Books. 1984.

3 Moynihan. *The Negro Family... op.cit.* p. 31.

4 *Ibid.* p. 12.

5 La culture de la pauvreté est un concept qui fut d'abord développé par : Oscar Lewis. *Five Families: Mexican Studies in the Culture of Poverty*. New York: Basic Books. 1959.

manque d'ambition, voire un comportement non adapté aux normes sociales. Pour Daniel Moynihan, la famille est l'élément déclencheur de cette culture de la pauvreté :

Nonetheless, at the center of the tangle of pathology, is the weakness of the family structure. Once or twice removed, it will be found to be the principal source of most of the aberrant, inadequate, or anti-social behavior that did not establish, but now serves to perpetuate the cycle of poverty and deprivation¹.

Ainsi, le rapport insiste sur le fait que la dislocation familiale est considérée comme étant la cause principale de la pauvreté et de la ghettoïsation qui semblent s'étendre sur plusieurs générations au sein des familles afro-américaines. Or, d'autres s'opposent à cette idée. Pour Kenneth B. Clark par exemple, la ghettoïsation repose bel et bien sur un problème racial et non sur le simple fait de l'éducation. Il déclare par ailleurs que « *The dark ghetto's invisible walls have been erected by the white society, by those who have power, both to confine those who have no power and to perpetuate their powerlessness²* ». Les Afro-Américains se trouvent ainsi dans un contexte défavorable, qui est à la fois construit par la société blanche et l'héritage de l'esclavage, et qui semble s'appliquer dans tous les secteurs : emploi, accès à l'éducation, accès au logement, évolution dans l'échelle sociale. Ces facteurs ne sont pas sans conséquence, puisqu'au travers d'une ségrégation résidentielle basée principalement sur un critère racial, l'*underclass* afro-américaine évolue dans un environnement délétère et la criminalité tend à être plus présente. Or, cette criminalité répond à une structure bien précise, à une forme de culture du crime et de la délinquance.

1 Moynihan. *The Negro Family... op.cit.* p. 30.

2 Kenneth B. Clark. *Dark Ghettos: Dilemma of Social Power*. New York: Harper & Row. 1965. p. 11.

Chapitre 2. Déviance et Anomie : Culture du crime dans le ghetto

Dans un environnement où l'*underclass* prend une part considérable, on voit apparaître l'émergence d'une sous-culture qui se construit en opposition à la norme sociale dominante. Cette sous-culture s'établit le plus souvent en réaction à une frustration commune, mais elle conduit également à une hausse des comportements déviants plus ou moins tolérés dans la société. On assiste également à travers la sous-culture délinquante à une sorte de valorisation de certains aspects de la délinquance, notamment à travers l'adhésion à un gang.

1. Théories de la délinquance

1.1. Le crime dans la société : frustration et déviance

L'étude de la délinquance au sein de certains ghettos noirs aux États-Unis ne doit pas s'observer uniquement d'un point de vue judiciaire. En effet, le crime a été longtemps théorisé et il est considéré comme la base de toute société. C'est l'argument de Durkheim qui considère que « le crime ne s'observe pas seulement dans la plupart des sociétés de telle ou telle espèce, mais dans toutes les sociétés de tous les types¹ ». Le crime permet également, selon lui, d'accompagner une évolution de la société, puisque chaque crime engendre une réponse, laquelle donne une « évolution normale de la morale et du droit² ». Cette première pierre posée à l'édifice de la sociologie du crime permet donc d'intégrer l'idée que le crime existe au sein de toute société. Par conséquent, il est impossible d'attribuer la totalité des crimes à une société, ou à un groupe ethnique spécifique. Durkheim va alors introduire le concept d'anomie. Il s'agit de décrire une situation qui n'est pas dans les normes, qui n'est pas acceptée socialement, comme le suicide par exemple³. Robert K. Merton va alors développer ce concept dans son étude de la déviance. Il considère que ce sont certaines structures sociales qui vont pousser un individu à adopter un comportement marginal et à violer les normes sociales⁴. Dans le cas des Afro-Américains, on peut alors considérer que

1 Emile Durkheim. *Les règles de la méthodologie sociologique*. Paris: Presses Universitaires de France. 1894. p. 65.

2 *Ibid.* p. 70.

3 Voir Emile Durkheim. *De la division du travail*. Paris: Presses Universitaires de France. 1893. Et *Le suicide*. Paris: Félix Alcan. 1897.

4 Robert K. Merton. « Social Structure and Anomie ». *American Sociological Review*. Vol. 3. No. 5. 1938. p. 672.

l'environnement peut être un élément social déclencheur d'une conduite marginale. En effet, l'une des explications les plus largement utilisées pour expliquer le taux de crime au sein du ghetto noir est celle de la frustration. Alors que les Africains Américains les plus pauvres vivent dans un climat d'insécurité, de violence et appartiennent à l'*underclass*, ils font face à la frustration de ne pas pouvoir atteindre leurs objectifs. Robert K. Merton considère que la plupart des individus ont l'intention d'atteindre un but, qu'il soit moral, économique, ou encore familial¹. C'est, selon lui, l'essence même de la plupart des sociétés. Toutefois, dans le cas des jeunes afro-américains qui vivent au sein des ghettos, les possibilités et opportunités d'atteindre leurs objectifs sont limitées. Charles E. Silberman par exemple, note que la plupart des Africains Américains résidant dans les ghettos, ont les mêmes aspirations que les Euro-Américains de classe moyenne. « *They, too, value financial success ; they, too, want their children to be educated ; they, too, are shamed of illegitimacy*² ». Cependant, ils ne parviennent pas à compléter ces aspirations, probablement, à cause du fait que « *their poverty – intellectual and cultural as well as financial – gets in the way* ». Ils font donc face à des contraintes extérieures³. De la même manière, nous l'avons vu, la ségrégation résidentielle fait partie des facteurs liés à cette frustration. En effet, les Afro-Américains sont exclus d'une partie de la société et vivent dans un environnement hostile, peu propice aux opportunités. C'est de cette manière qu'une forme de frustration naît au sein des Africains Américains défavorisés, car ils ont les mêmes valeurs que la famille américaine de classe moyenne, mais ne peuvent s'y conformer. Pour certains sociologues, c'est d'ailleurs cette même société blanche qui a conduit les Afro-Américains à vivre dans un système de frustration. C'est ce que Kenneth B. Clark souligne lorsqu'il explique que s'il y a moins de crimes parmi les individus de la classe moyenne blanche, c'est parce que ces derniers souffrent moins de frustration⁴. Par conséquent, cette dernière va se développer dans la mesure où dans certains cas, soit les individus abandonnent leurs objectifs et se trouvent donc marginalisés, soit ils les atteignent par des moyens illégaux. En revanche, Robert K. Merton ne limite pas l'explication de la déviance à la seule problématique de la pauvreté : « *Fraud, corruption, vice, crime, in short, the entire catalogue of proscribed behavior becomes increasingly common when the*

1 *Ibid.* p. 673.

2 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 47.

3 *Ibid.*

4 Clark. *Dark Ghettos... op.cit.* pp. 107-108

*emphasis on the culturally-induced success-goal becomes divorced from a coordinated institutional emphasis*¹ ». Il s'agit davantage d'une rupture de l'équilibre entre les moyens disponibles pour atteindre un but, les satisfactions offertes par le but atteint, et les contraintes sociales. Pour Robert K. Merton, lorsqu'atteindre un but surpasse la question éthique et institutionnelle, il y a un risque de comportement déviant : « *The lack of high integration between the means-and-end elements of the cultural pattern and the particular class structure combine to favor a heightened frequency of anti social conduct in such groups*² ». Ainsi, lorsque l'individu n'a peu ou pas fait d'études, et possède peu de ressources financières, il manque de moyens pour atteindre son objectif. Ces contraintes liées à l'environnement ou à la classe sociale peuvent dans certains cas, conduire à un comportement non-acceptable socialement. En effet, certains sociologues, comme Joseph Richardson et Christopher St Vil considèrent que : « *Structural violence occurs when economic and political structures systematically deprive certain segments of society. When economic deprivation occurs, the need for well-being is not satisfied, resulting in deficits in human growth and development*³ ». Ce qu'ils appellent la « *structural violence* » détermine le système par lequel les Afro-Américains ont entre autres, des difficultés à trouver un emploi, et donc d'obtenir de nouvelles opportunités. On a donc la relation de cause à effet suivante : « *For marginalized populations, lack of power or oppression can lead to social decay, alienation, loss of cultural identity, and internally directed hostility*⁴ ». Ainsi, on peut comprendre alors que le système instauré par la société tend à marginaliser la communauté afro-américaine. Ce faisant, la partie la plus pauvre de cette communauté se trouve dans une situation de frustration, laquelle peut inciter à des comportements déviants.

1.2. Le comportement déviant et la consommation de drogue

Ainsi, en ce qui concerne les individus qui sont exclus de la société, on considère qu'ils en sont le produit, mais qu'ils n'en font pas partie : « *People are in the society but not*

1 Merton. « Social Structure and Anomie ». *op.cit.* pp. 675-676.

2 *Ibid.* p. 679.

3 Joseph Richardson et Christopher St. Vil. « Putting in Work: Black Male Youth Joblessness, Violence, Crime, and the Code of the Street ». *Spectrum: A Journal on Black Men*. Vol. 3. No. 2. Printemps 2015. p. 79.

4 Susan E. James et al. « The Violent Matrix: A Study of Structural, Interpersonal, and Intrapersonal Violence among a Sample of Poor Women ». *American Journal of Community Psychology*. Vol. 31. No 1-2. Mars 2003. pp. 129-141.

*of it*¹ ». Cette exclusion soulève des interrogations quant au comportement déviant. De quel type est-il ? Non seulement il existe des comportements déviants qui vont être compatibles avec la criminalité, mais il y a aussi la question de la consommation de drogue. En effet, il y a une différence entre le trafic de drogue et la consommation. Le trafic de drogue lui, se réfère au concept d'« *utilitarianism* » puisque le trafic rapporte de l'argent au vendeur, au producteur, etc. Il y a là toute une économie parallèle. Si l'on considère que la frustration produit un phénomène de comportement déviant, on peut en effet considérer qu'il s'agit d'un moyen illégal d'atteindre un but, principalement celui de la richesse. On retrouve également la question de l'acceptation au sein d'un gang par exemple mais nous développerons cette problématique plus loin. En ce qui concerne la consommation de drogue, la théorie mertonienne ne peut entièrement expliquer cette tendance, sans quoi toute personne défavorisée et/ou frustrée serait susceptible d'être concernée. Il faut aussi chercher à comprendre pourquoi dans un même contexte socioéconomique, certaines personnes vont avoir un comportement déviant et d'autres non. D'abord, il y a la question des conséquences. En effet, Howard S. Becker suggère que : « *the "normal" person, when he discovers a deviant impulse in himself, is able to check that impulse by thinking of the manifold consequences acting on it would produce for him*² ». D'après lui, plus une personne a des choses à perdre, moins elle risque de s'essayer à un comportement déviant. Il s'agit ainsi d'un comportement qui n'est pas compulsif, il y a une réflexion au préalable, contrairement à ce qui est généralement assimilé à la prise de drogue : « la déchéance, compulsivité, irresponsabilité, animalité³ ». En effet, Trevor Bennett remarque dans une étude sociologique, sur 135 individus, que dans la plupart des cas, le consommateur a commencé cet usage avec un ami. Il n'y a rien de compulsif dans ce type de consommation puisque, dans la plupart des cas, cette décision d'essayer la drogue a été prise au préalable et est le fruit d'une décision réfléchie. Si la plupart des consommateurs ne souhaitent pas arrêter, bien que qu'ils en soient capables, c'est parce qu'ils ne veulent pas arrêter de ressentir les bienfaits de la drogue qu'ils consomment. Ce n'est que dans certaines nouvelles situations, telles que le mariage, que

1 Merton. « Social Structure and Anomie ». *op.cit.* p. 677.

2 Howard S. Becker. *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York : MacMillan. 1966 p. 27.

3 Henri Bergeron. *Sociologie de la drogue*. Paris : La Découverte. 2009. p. 11

l'abstinence devient attrayante¹. Ces observations font ainsi écho à ce qu'Howard S. Becker avait souligné, que le statut de consommateur de drogue, de « toxicomane », ne se résumait pas à la prise de drogue, mais à apprendre à consommer puis, à « faire siennes les significations culturelles attachées à la consommation des opiacés² ». On constate alors qu'il existe bel et bien une différence dans le type de déviance entre ceux qui consomment de la drogue, et ceux qui la vendent. En ce qui concerne les individus qui vendent de la drogue, ils semblent pour la plupart initiés à un code bien précis, lequel est dicté par la sous-culture délinquante.

2. Culture du crime : Qu'est-ce qu'une sous-culture délinquante ?

2.1. La sous-culture délinquante : définition

Le terme a principalement été développé par Albert K. Cohen dans son livre *Delinquent Boys*. Dans une perspective d'analyse sociologique de la culture des jeunes délinquants au sein du ghetto, il a entrepris de suggérer l'existence d'une sous-culture délinquante. En effet, au sein d'une culture dominante, il existe différentes sous-cultures, lesquelles se forment autour d'un certain nombre de normes auxquels chacun adhère. Dans le cas de la sous-culture délinquante, il s'agit en général, d'une forme de réponse en opposition à la culture globale dominante. Ainsi la sous-culture délinquante se définit comme suivant :

The delinquent subculture, we suggest, is a way of dealing with the problems of adjustment we have described. These problems are chiefly status problems: certain children are denied status in the respectable society because they cannot meet the criteria of the respectable status system. The delinquent subculture deals with these problems by providing criteria of status which these children can meet³.

La question principale est celle des problèmes à résoudre, qui est d'ailleurs le propre de l'humain⁴. Ici, la problématique est celle du statut et du critère de respectabilité. Il s'agit d'une difficulté majeure dans le cas des habitants du ghetto, puisque c'est un contexte socio-économique et une société entière qui deviennent un obstacle à l'accès aux critères désirés de

1 Voir Trevor Bennett. « A Decision-Making Approach to Opioid Addiction » dans D.B. Cornish et R.V. Clarke. *The Reasoning Criminal. Rational Choice Perspective on Offending*. New York : Springer-Verlag. 1968.

2 Becker. *Outsiders... op.cit.* pp. 46-58.

3 Albert K. Cohen. *Delinquent Boys: The Culture of the Gang*. Glencoe, Écosse: The Free Press. 1961. p. 121.

4 *Ibid.* p. 51.

respectabilité et de reconnaissance¹. Joseph Richardson et Christopher St. Vil, inspirés par les travaux d'Elijah Anderson², considèrent que la violence est « *the result of alienation and marginalization from mainstream labor opportunities*³ » et que par conséquent, cela mène à une sous-culture favorisant la violence et l'illégalité : « *the inclination to violence springs from the circumstances of life among poor Black men, particularly the lack of jobs, in general, and those that pay a living wage*⁴ ». De ce fait, c'est en étant exclus de la société puisqu'incapables de résoudre cette question, que certains individus se regroupent afin de partager les mêmes normes, en opposition à la norme dominante. Ainsi, dans un contexte socio-économique défavorable, beaucoup de jeunes du ghetto noir visent à adhérer à de nouvelles normes, considérées comme déviantes vis-à-vis de la norme dominante. Il s'agit alors d'être intégré dans une sous-culture afin d'appartenir à un groupe. Il y a cette idée de cohésion autour de normes opposées à celles de la culture dominante. Cependant, si le fait d'appartenir à un groupe au sein de la sous-culture délinquante, à une organisation, un gang par exemple, apporte une satisfaction à travers la reconnaissance des uns envers les autres, cela ne permet pas pour autant d'expliquer le type de sous-culture dont il s'agit⁵.

La sous-culture délinquante se construit alors en creux de la culture dominante, et s'y oppose. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il existe des crimes dits « *non-utilitarian* » dans le but de s'opposer à la classe moyenne. Par exemple, dans le cas de certains vols, la plupart ne sont pas effectués dans une perspective de résoudre un problème ou une frustration. Ils sont davantage dans une optique d'affranchissement des normes et valeurs de la classe moyenne, parmi lesquelles on retrouve la propriété⁶. En revanche, comme le souligne Albert K. Cohen, le fait d'être dans la culture délinquante n'apporte pas une solution au problème de statut et de respectabilité, puisque cette solution n'offre que le respect de la part des autres membres de cette sous-culture⁷. La sous-culture délinquante, comme le soulignent Joseph Richardson et Christopher St. Vil, possède ses propres règles et son propre code: « *The*

1 *Ibid.* p. 130.

2 Elijah Anderson. *Code of the Streets: Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*. New York: Norton. 1999.

3 Richardson et St. Vil. « Putting in Work... ». *op.cit.* pp. 72-73.

4 *Ibid.*

5 Cohen. *Delinquent Boys... op.cit.* p. 150.

6 *Ibid.* p. 134.

7 *Ibid.* p. 136.

cultural adaptation to endemic joblessness, persistent racial discrimination, and societal rejection has produced informal rules or a code among poor inner-city African Americans¹ ».

Ce « *Code of the streets* » a été théorisé par Elijah Anderson :

At the heart of this code [of the street] is a set of prescriptions and proscriptions or informal rules, of behavior organized around a desperate search for respect that governs public social relations, especially violence, among so many residents, particularly young men and women².

Il s'agit donc d'adhérer à un code, à un certain nombre de règles pour parvenir à obtenir le respects des pairs. Ce code a commencé à émerger à partir du moment où la police a cessé d'avoir de l'influence dans ces quartiers, et où les règles ont alors été créées par les membres de cette sous-culture³. On note aussi que la violence et les bagarres ont un impact social important au sein de cette sous-culture pour apprendre à se faire respecter et à s'affirmer en tant que personne, en tant qu'individu. Il s'agit d'une réaction collective à la frustration.

2.2. La différence cultivée dans la désorganisation sociale

L'environnement dans lequel évoluent les Afro-Américains est en effet perçu comme propice aux désillusions, et de ce fait, peut constituer un facteur d'explication quant à la proportion de crimes au sein du ghetto. Kenneth B. Clark souligne que les individus qui naissent dans le ghetto, grandissent dans un milieu défavorisé et dans un contexte familial souvent désorganisé et instable. Par conséquent, l'environnement extérieur a davantage de risques d'influencer et d'attirer les jeunes afro-américains dans une culture de l'illégalité⁴ : « *The desperate quest of many children and youth of the dark ghettos for a way of life of purpose and worth is indicated by the zest and dedication with which many adopt the styles of the delinquent or marginal subcultures⁵ ».* Dans un contexte de frustration, comme le souligne Robert K. Merton, il peut être difficile de trouver un attrait pour un emploi avec un salaire bas, dont l'accès est semé d'obstacles, lorsque l'on se trouve face à des opportunités illégales, mais accessibles et qui offrent un salaire élevé⁶. On constate par ailleurs que les aspirations

1 Richardson et St. Vil. « Putting in Work... ». *op.cit.* p. 91.

2 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* pp. 9-10.

3 *Ibid.* pp. 33-34.

4 Clark. *Delinquent Boys...* *op.cit.* p. 81.

5 *Ibid.* p. 97.

6 Merton. « Social Structure and Anomie ». *op.cit.* p. 679.

des jeunes vivant dans le ghetto ne sont pas si différentes de celles des jeunes appartenant à la classe moyenne. En effet, pour la plupart des jeunes afro-américains issus de l'*underclass*, les valeurs et normes de la classe moyenne sont intériorisées, c'est-à-dire qu'elles sont assimilées, mais non acquises par manque de moyens. Cette frustration implique alors une différence sociale quant à la réaction : « *the corner boy culture temporizes with middle-class morality; the full-fledged delinquent subculture does not*¹ ». En revanche, on ne peut pas considérer que seule la pauvreté est un facteur qui pousse les individus à adopter un comportement délinquant, on peut seulement y voir une forme d'association. Il s'agit en effet de considérer la totalité des facteurs, lesquels sont la pauvreté, le manque d'opportunités, et l'ensemble des valeurs communes partagées au sein d'une sous-culture².

Ces valeurs communes forment une sorte de bloc en opposition à la culture dominante. Pourtant, elles sont également un obstacle quant à une éventuelle évolution sociale. En effet, dans son ouvrage *En quête de respect : le crack à New York*³, Philippe Bourgois remarque que lorsque certains individus désirent arrêter le commerce illégal, ils sont souvent freinés par la différence culturelle. Ainsi, il note que certaines personnes qu'il a interrogées ont un ressentiment fort envers la population blanche. Par exemple, l'un d'eux, Primo, se voit refuser de répondre au téléphone au sein de l'entreprise dans laquelle il travaille, car son accent portoricain est trop présent. De la même manière, il ne comprend pas toujours les directives que son employeuse lui impose, et, humilié, il décide de quitter cet emploi légal pour retourner dans la revente illégale de crack⁴. Il s'oppose donc à toute aliénation possible et refuse de se conformer. Par ailleurs, Elijah Anderson note que pour les jeunes afro-américains, le fait de parler le *Black English* est également un moyen de rejeter la culture blanche, et donc de cultiver une différence culturelle⁵. Cependant, comme Philippe Bourgois le souligne : « Bien qu'elle soit le produit d'une quête personnelle de la dignité, d'un rejet du racisme et de

1 Cohen. *Delinquent Boys...* *op.cit.* p. 130.

2 Merton. « Social Structure and Anomie ». *op.cit.* p. 681

3 Philippe Bourgois. *En quête de respect : le crack à New York*. Paris : Seuil. 2001. Traduction de *In Search of Respect*. Cambridge : Cambridge University Press. 1995. Il propose une approche ethnologique de la situation de New York, plus précisément dans le East Harlem, durant les années 1980 et 1990. Il base son étude sur une partie de la communauté portoricaine. Cependant, les stigmates négatifs associés à la communauté portoricaine peuvent être mis en relation avec ceux de la communauté afro-américaine, notamment en ce qui concerne le code de la rue, qu'il soit vestimentaire, comportemental ou linguistique.

4 *Ibid.* pp. 178-180.

5 Anderson. « The Iconic Ghetto ». *op.cit.* p.18.

l'assujettissement, la culture de la rue devient finalement un agent actif de la dégradation de la personne et de la ruine de la collectivité¹ ». La culture de la rue devient alors un obstacle. Ce même phénomène se répète en ce qui concerne les tenues vestimentaires. Primo, inquiet de ne pas savoir quelle tenue adéquate porter, puisqu'il ne possède pas les codes de la culture dominante, préfère ne pas se rendre à un stage organisé pour obtenir un emploi². Cette problématique est la même pour les Afro-Américains. Lorsqu'ils portent des vêtements larges, ou un sweat-shirt, ils sont associés à la culture de la rue, du ghetto, et par conséquent de la violence qui y règne³. Ces symboles de la rue donnent une image parfois biaisée de la communauté afro-américaine, et peuvent même jusqu'à leur donner des difficultés sur le marché du travail⁴. Il y a donc une forme de repli sur soi qui stigmatise les habitants du ghetto.

2.3. Le rôle des parents et du milieu scolaire

La propension à la délinquance dans un milieu défavorisé est donc le fait d'un ensemble de facteurs, et non pas le fait d'un seul facteur isolé. Kenneth B. Clark considère que :

Neither instability nor crime can be controlled by police vigilance or by reliance on the alleged deterring forces of legal punishment, for the individual crimes are to be understood more as symptoms of the contagious sickness of the community itself than as the result of inherent criminal or deliberate viciousness⁵.

Le bouleversement de la communauté, c'est principalement la désorganisation sociale, qu'elle soit liée au modèle familial bouleversé, à la délinquance omniprésente, ou même à la pauvreté. Pour lui, le crime est un symptôme de cette désorganisation. Celle-ci trouve donc sa source dans l'assujettissement ou plutôt le refus de cette dernière⁶, mais aussi parce que l'on considère que la communauté afro-américaine possède une organisation propre. En effet, Elijah Anderson rappelle que selon W. E. B. Dubois, la communauté se distingue en quatre catégories :

1 Bourgois. *En quête de respect... op.cit.* p. 37.

2 *Ibid.* p. 197.

3 Anderson. « The Iconic Ghetto ». *op.cit.* p. 16.

4 Anderson. *Code of the Streets... op.cit.* pp. 112-113.

5 Clark. *Dark Ghettos... op.cit.* p. 81.

6 Richardson et St. Vil. « Putting in Work... ». *op.cit.* p. 73.

The first were the well-to-do; the second, the hardworking, decent laborers who were getting by fairly well; the third, the "worthy poor", those who were working or trying to work but barely making ends meet; and the fourth, the "submerged tenth", those who were in effect beneath the surface of economic viability¹.

C'est dans la désorganisation sociale qui touche plus particulièrement la dernière catégorie, qu'apparaît plus fréquemment la problématique de la délinquance². Du fait de cette désorganisation au sein de l'*underclass*, l'influence du quartier est très importante. En effet, c'est ce quartier qui va créer un environnement dans lequel le jeune noir va tenter de se construire en tant que personne. Le code de la rue devient un élément de construction : « *it becomes part of their working conception of the world, so that by the time they reach adulthood, it has emerged as an important element of public social order³* ». Un autre type de hiérarchie apparaît, proposé par le code de la rue et de manière intrinsèque, ce que l'on appelle la « *peer pressure* », la pression des autres. Cette organisation n'est pas nécessairement bien accueillie puisqu'elle n'est pas considérée comme compatible avec les normes de la culture dominante. Toutefois, bien que ce code de la rue soit omniprésent dans les quartiers les plus pauvres, cela ne signifie pas que le comportement délinquant est encouragé par tous les habitants⁴. En effet, de nombreuses familles s'efforcent de copier le modèle des familles qu'ils considèrent « décentes », le plus souvent celles issues de la classe moyenne. Cependant, avec la désorganisation sociale causée par les inégalités, certaines familles ont davantage tendance à appliquer et à croire le code de la rue⁵, ou ne parviennent pas à s'imposer contre cette influence. Le rôle des parents est intéressant dans ce contexte de désorganisation sociale, puisque ce sont eux qui sociabilisent les enfants. Lorsqu'ils ne le font peu ou pas, ou alors dans un environnement déjà touché par la délinquance, la rue devient un facteur d'influence sur les aspirations de ces enfants. Comme le remarque Elijah Anderson, « *the child is confronted with the local hierarchy based on toughness and the premium placed on being a good fighter⁶* ». Par ailleurs, on considère que les relations sociales se font plus facilement et de manière plus spontanée au sein de l'*underclass*. Pour les classes moyennes,

1 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p.108. Anderson résume ainsi les recherches effectuées par : W. E. B. Dubois. *The Philadelphia Negro*. Oxford : Oxford University Press. 1899.

2 Richardson et St. Vil. « Putting in Work... ». *op.cit.* p. 73.

3 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p. 68.

4 Cohen. *Delinquent Boys...* *op.cit.* pp. 33-34.

5 *Ibid.* p. 45.

6 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p. 67.

les relations sociales sont plus réfléchies, comme une forme d'intérêt mutuel entre les deux individus socialisés¹. De même, Kenneth B. Clark remarque que l'éducation punitive est plus présente au sein de la classe ouvrière, et que l'enfant est de ce fait, moins dépendant affectivement de sa famille. D'après Hugues Lagrange, la désorganisation sociale implique que de nombreux parents n'apprennent plus les valeurs de la culture dominante à leurs enfants, de manière à ce qu'ils parviennent mieux à s'adapter à la culture de la rue². C'est auprès de son entourage, de ses pairs, que l'enfant va continuer à se construire et à pratiquer des activités. L'influence de la sphère familiale est alors amoindrie³. Elijah Anderson note également que certaines femmes ne jouent leur rôle de mère que de manière périodique, plus particulièrement lorsqu'elles sont dépendantes du crack. Il note alors que les enfants sont parfois retrouvés par les voisins, abandonnés et mal-nourris. Ces enfants évoluent alors dans un contexte où le schéma familial est renversé, désorganisé, ce qui aboutit alors à un instinct de survie inhérent au code de la rue : « *you cannot take survival itself, let alone respect for granted ; you have to fight for your place in the world* »⁴. L'école est également un facteur témoin de la désorganisation sociale. En effet, l'enseignant est souvent issu de la classe moyenne, et il partage les mêmes valeurs que les élèves issus de cette même classe. Par conséquent, Kenneth B. Clark considère que l'enseignant sera plus enclin à récompenser les élèves calmes et disciplinés, ce que les enfants issus de l'*underclass* ne parviennent pas nécessairement à faire par manque d'entraînement⁵. Là encore, une différence de traitement se fait entre l'enfant issu de l'*underclass* et l'enfant issu de la classe moyenne, et ce schéma semble se répéter dans la plupart des facteurs observés. Ainsi, c'est dans un environnement délétère, où le milieu scolaire semble davantage diviser et marquer les différences entre les jeunes issus de la classe moyenne et ceux issus de l'*underclass*, que l'on peut considérer que certains jeunes se retrouvent sans autre modèle que le code de la rue. La sous-culture délinquante semble donc être partie prenante dans un tel milieu.

1 Clark. *Delinquent Boys... op.cit.* p. 98.

2 Hugues Lagrange. *La civilité à l'épreuve : Crime et sentiment d'insécurité*. Paris: Presses universitaires de France. 1995. p. 211.

3 Clark. *Delinquent Boys... op.cit.* p. 101.

4 Anderson. *Code of the Streets... op.cit.* p. 49.

5 Clark. *Delinquent Boys... op.cit.* p. 119.

Chapitre 3. La présence du crack dans les ghettos

Les gangs, dont on a observé la construction, génèrent des revenus à travers différentes activités illégales. Parmi elles, on trouve les cambriolages, les vols à l'étalage, mais aussi le trafic d'armes et le trafic de drogue. Ainsi, alors que les gangs se spécialisaient le plus souvent dans la vente de marijuana et d'héroïne, l'arrivée de la cocaïne et du crack va amplifier ce phénomène.

1. Trafic de drogue : gangs et violence

1.1. Influence des gangs au sein du ghetto : leur construction

Alors que le crack est apparu au début des années 1980 aux États-Unis, il est l'une des sources de revenus les plus importantes pour les gangs au sein des ghettos. Les gangs sont une organisation à part au coeur même du ghetto, et représentent une hiérarchie au sein de la sous-culture délinquante. Pour Frederic M. Thrasher, les gangs sont un « *spontaneous effort of boys to create a society for themselves where non adequate to their needs exists*¹ ». Ils forment alors une cohésion en marge de la société, dans laquelle ils partagent des intérêts communs dans différents domaines tels que : « *in corporate action, in hunting, capture, conflict, fight and escape*² ». Les gangs naissent comme une forme de réponse face à des menaces extérieures et intérieures inhérentes à la désorganisation sociale, comme l'isolement spatial et culturel, le manque d'opportunités sur le marché du travail, ou encore le manque d'éducation³. Les gangs sont souvent isolés de la culture dominante, notamment parce que les membres du gang eux-mêmes ne parviennent pas à s'intégrer de manière légale dans la société, dans le marché du travail par exemple⁴. La difficulté majeure dans l'intégration, outre le fait de la volonté, c'est aussi parce que les membres sont parfois perçus comme violents et menaçants pour la société. Ils sont stigmatisés de cette manière par les individus qui ne font pas partie d'un gang, et qui ne font pas nécessairement partie de cette culture délinquante. Ainsi,

1 Frederic M. Thrasher. *The Gang: A Study of 1,313 Gangs in Chicago*. Chicago: University of Chicago Press. 1963. p. 37.

2 *Ibid.*

3 Scott H. Decker et Barrik Van Winkle. *Life in the Gang: Family, Friends and Violence*. Cambridge: Cambridge University Press. 1996. pp. 20-21 et pp. 261-262.

4 *Ibid.* p. 23

l'adhésion à un gang revêt plusieurs intérêts, et quelques uns d'entre eux ont été recensés par Scott H. Decker et Barrik Van Winkle : « 1) *protection*, 2) *the prompting of friends and/or relatives*, 3) *the desire to make money through drug sales*, and 4) *the status associated with being a gang member*¹ ». Ces facteurs sont classés dans un ordre d'importance, et on peut remarquer que le besoin de protection est le facteur primordial. En effet, dans un contexte de violence, la solidarité parmi les membres d'un gang peut offrir une protection importante, et peut pousser un individu non-membre à vouloir se rapprocher d'une bande. Là encore, cette protection intervient dans une situation où le code de la rue domine, et où la violence est le quotidien. Le deuxième facteur est intéressant, parce qu'il s'agit de comprendre l'influence de la famille et des amis dans l'entourage d'un futur membre. Celui-ci est parfois poussé par les autres à intégrer un gang pour diverses raisons, le plus souvent pour les facteurs cités précédemment. Ces deux raisons font partie de ce que l'on appelle une série de « *pulls*² », les individus sont poussés à devenir membres, du fait de l'attractivité fantasmée d'un gang. Les deux autres facteurs cités sont associés à la « contrainte », au piège. Le fait de vouloir vendre de la drogue est encouragé par l'illusion de la richesse comme le remarque Kenneth B. Clark : « *For many ghetto young people, narcotics offer a life of glamour and escape, or the illusion of personal importance or even success*³ ». En effet, il s'agit d'un marché illégal, mais comme le souligne Elijah Anderson, il est également le marché le plus lucratif et le plus accessible dans les ghettos, en particulier parce qu'il s'agit d'une économie parallèle, et par conséquent qui ne va pas impacter le droit à l'aide sociale⁴. L'attrait financier incite les revendeurs à garder cette fonction et à y être piégés. En effet, vendre de la drogue est perçu pour beaucoup de jeunes, comme plus intéressant et lucratif qu'être serveur dans la restauration rapide⁵. Enfin, il y a la question du statut que l'on associe au membre d'un gang. Pour beaucoup d'individus, devenir membre c'est obtenir le respect des autres, et parfois même inspirer la peur pour ainsi acquérir une certaine tranquillité à travers la réputation⁶.

1 *Ibid.* p. 67.

2 *Ibid.*

3 Clark. *Delinquent Boys... op.cit.* p. 91.

4 Anderson. *Code of the Streets... op.cit.* p. 111.

5 *Ibid.* p.114.

6 Bourgois. *En quête de respect.. op.cit.* pp. 55-60.

Le gang n'a cependant pas nécessairement une structure immuable. En effet, d'après Frederic M. Thrasher, il y a trois étapes dans la construction d'un gang. À sa création, il s'agit d'une bande organisée, avec un système hiérarchique faible. Les chances de survie du gang dans sa phase initiale sont faibles. La seconde étape s'effectue en général à travers les conflits avec d'autres gangs. Enfin, la dernière étape consiste en une démarche de normalisation, les individus deviennent alors légitimes dans la société. Si les membres du gang n'atteignent pas cette dernière étape, alors le gang se spécialise dans les activités illégales¹. Le conflit ainsi que la pérennisation dans la construction d'un gang – à vocation criminelle – sont des éléments primordiaux. En effet, il faut se faire une réputation, mais surtout se faire respecter. Le respect est une notion importante dans le code de la rue. Elijah Anderson souligne que :

To run away would likely leave one's self-esteem in tatters, while inviting further disrespect. Therefore, people often feel constrained, not only to stand up and at least attempt to resist during an assault but also to "pay back" – to seek revenge – after a successful assault on their person².

La violence est une « judicieuse stratégie de relations publiques et un investissement à long terme³ », car elle permet de poser les limites d'un territoire⁴, ou encore d'éviter d'être volé par d'autres gangs. On parle alors de « contagion⁵ ». D'après Colin Loftin, trois conditions sont requises pour parler de contagion : « 1) a spatial concentration of assaultive violence, 2) a reciprocal nature to assaultive violence and, 3) escalation in assaultive violence⁶ ». Ces conditions sont souvent remplies lorsque l'on a affaire à des guerres de gangs. La dynamique de territoire est évidemment importante lorsqu'il s'agit du trafic de drogue, puisque plusieurs gang existent au sein d'un même quartier.

1.2. Le trafic de drogue: un moyen de gagner le respect des autres individus

La vente de drogue constitue l'un des apports financiers les plus importants pour un gang, avec le trafic d'armes. Elle permet également de favoriser les « *opportunities for*

1 Voir Thrasher. *The Gang... op.cit.*

2 Anderson. *Code of the Streets... op.cit.* p. 76.

3 Bourgois. *En quête de respect... op.cit.* p. 57.

4 Decker et Van Winkle. *Life in the Gang... op.cit.* p. 5

5 Colin Loftin. « Assaultive Violence as a Contagious Social Process ». *Bulletin of the New York Academy of Medicine*. Vol. 62. No. 5. Juin 1986. pp. 550-553.

6 *Ibid.*

*increased interaction with older, more respected gang members*¹ », notamment dans la question de la revente et la gestion du territoire établi. Cependant, bien que ces activités se pérennisent grâce aux bénéfiques², elles peuvent également causer l'arrivée d'autres gangs qui souhaitent profiter d'un marché fructueux : « *Gangs are not merely reactive but they are actually founded in reaction of other gangs*³ ». Non seulement il s'agit d'une réaction collective due à la désorganisation sociale, mais la formation d'un gang se fait également en réaction à la présence d'autres gangs. En effet, le marché de la drogue est réputé pour être particulièrement lucratif, et si un gang génère des revenus importants, cela peut participer à la création d'autres gangs, dont les membres sont attirés par les opportunités économiques. Le trafic de drogue dans le ghetto possède un fonctionnement propre. Ainsi, les reventes se font pour la plupart dans des endroits discrets dans la rue. De même, le trafic fonctionne comme une véritable entreprise dans une économie parallèle. Il y a un système de hiérarchie : les chefs de gangs ne vendent pas eux-mêmes mais délèguent ces activités à d'autres individus. Les membres qui participent à la vente de drogue travaillent en général par paire ou par trois au sein de leur propre quartier. Le plus souvent, pour éviter les arrestations en flagrant délit, les vendeurs ne transportent pas les drogues sur eux⁴. De la même manière qu'une entreprise, les membres les plus actifs du gang se trouvent parfois récompensés avec des avantages : le paiement des frais d'avocat en cas d'arrestation, une prime pour les fêtes et les vacances, ou encore des cadeaux pour leur famille⁵. Cependant, il convient de nuancer l'attrait financier pour la vente de drogue. En effet, outre la dangerosité du milieu dans lequel les vendeurs évoluent, ils n'ont pas nécessairement des revenus très importants. Les vendeurs ne se trouvent pas en haut de l'échelle hiérarchique du gang mais plutôt en bas. De plus, les vendeurs sont le plus souvent payés à la pièce, ce qui signifie que lorsqu'ils sont arrêtés puis placés en garde à vue, ou lorsqu'il n'y a pas de client, les vendeurs ne reçoivent aucun salaire⁶. Ce sont les chefs de gang qui ont les revenus les plus élevés. Ainsi, cela s'avère être bien différent de la vision fantasmée que peuvent avoir certains jeunes, en particulier lorsque

1 Decker et Van Winkle. *Life in the Gang...* op.cit. p. 153.

2 *Ibid.* p. 6.

3 *Ibid.* p. 24.

4 *Ibid.* p. 170.

5 Bourgois. *En quête de respect...* op.cit. p. 121.

6 *Ibid.* p. 129.

c'est cette perspective de carrière illégale qui est la principale motivation pour intégrer un gang.

1.3. Les gangs et la population locale

La présence des gangs dans les quartiers les plus pauvres n'est pas sans conséquence. En effet, si certains vendeurs de drogues jouent les Robin des Bois et offrent une part de leurs bénéfices à des associations locales¹, cela n'atténue pas le sentiment d'insécurité qui règne dans le quartier. Pour beaucoup d'habitants du ghetto, ce sont principalement les jeunes qui sont responsables de la violence, plus particulièrement parce qu'ils deviennent membres de gangs. Les femmes noires et les femmes blanches qui résident dans le ghetto craignent parfois pour la vie de leurs enfants, qu'ils soient impliqués ou non dans le trafic, notamment à cause des guerres de gangs². Cependant, les parents ne se manifestent pas en opposition aux bandes organisées car ils sont pour la plupart effrayés, ou alors ils bénéficient d'un intérêt financier³. De plus, dans certains cas, l'appartenance à un gang est presque une fierté familiale, une tradition qui offre un sentiment de respectabilité pour la famille⁴. En revanche, les problèmes soulevés par la présence du trafic de drogue sont essentiellement liés à la violence voire aux meurtres comme le souligne *The New York Times* :

*Seeking to eliminate rivals, discourage informers and keep law-abiding residents from complaining about open drug sales on city streets, investigators say, the gangs have committed roughly one in every three killings since 1983 in the area north of 96th Street*⁵.

En effet, comme nous l'avons vu, les gangs se disputent parfois un même territoire, ce qui aboutit à une violence entre gangs, mais aussi à un fort risque de victimes collatérales. De même, dans un contexte de violence, il y a une forme de méfiance qui se crée, notamment de la part du vendeur de drogue. Ce dernier porte alors souvent une arme sur lui face à la menace soit du client sous l'influence de stupéfiants, soit de bandes rivales qui seraient susceptibles

1 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p. 121.

2 Voir Lois Weis. « Race, Gender, and Critique: African-American Women, White Women, and Domestic Violence in the 1980s and 1990s ». *Signs* Vol. 27. No. 1. 2001. pp. 139-169.

3 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p.133.

4 Body-Gendrot. « Les nouvelles formes de la violence urbaine aux États-Unis ». *op.cit.* p. 6.

5 Selwyn Raab. « Brutal Drug Gangs Wage War of Terror in Upper Manhattan ». *The New York Times*, 15 mars 1988.

d'empiéter sur son territoire de vente¹. Dans un tel climat d'insécurité, il y a une prolifération d'armes à feu, que ce soit par les dealers, mais aussi par la population locale qui souhaite se protéger². Ainsi, mettre un terme au marché noir et aux crimes qui sont inhérents à ce phénomène devient une préoccupation centrale. Par conséquent, lorsqu'au début des années 1980, la cocaïne devient particulièrement populaire, le président Ronald Reagan déclare la guerre à la drogue et *de facto* à la criminalité liée à la drogue.

2. Historique de l'arrivée du crack dans les ghettos

2.1. La cocaïne aux États-Unis

Aux États-Unis, la drogue fait l'objet d'une classification bien précise depuis le *Federal Controlled Substances Act* de 1970³. Les drogues sont classées selon leur dangerosité, le risque d'addiction, et les bienfaits médicaux qu'elles peuvent apporter. Par exemple, dans la première catégorie, on trouve les drogues de synthèse qui n'offrent à priori aucun bienfait médical, mais qui s'avèrent être addictives et parfois dangereuses, comme la marijuana, l'héroïne, ou le LSD. C'est dans la deuxième catégorie que se trouve la cocaïne. Elle est considérée à risque du fait de l'addiction qu'elle peut causer, mais on lui prête des vertus médicales au même titre que la morphine ou les méthamphétamines. Toutefois, son accès est réglementé, ce qui la rend illégale sur le marché noir ainsi que pour une utilisation récréative⁴. Or, à partir des années 1970 et 1980, la cocaïne devient fortement populaire aux États-Unis et remplace peu à peu la tendance de l'héroïne. La cocaïne s'avère également être plus facile à transporter que la marijuana du fait de sa taille et de sa valeur au kilo. En outre, à l'époque, la marijuana est la cible principale des politiques antidrogue puisqu'elle constitue la drogue la plus consommée aux États-Unis⁵. Ainsi, la cocaïne est d'abord importée des Bahamas, mais elle devient de plus en plus chère à obtenir pour les Américains⁶. D'autres pays vont prendre part au marché de la cocaïne. En effet, alors que la cocaïne continue d'être une drogue

1 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p. 118.

2 *Ibid.* p. 119.

3 U.S. 91st Congress. « Comprehensive Drug Abuse Prevention and Control Act of 1970 ». *Public Law 91-513*. Washington DC. Government Printing Office. 84. STAT. 27 octobre 1970.

4 Benavie. *Drugs America's Holy War.* *op.cit.* p. 8.

5 Bourgois. *En quête de respect...* *op.cit.* p. 111

6 « History 1985 - 1990 ». *Drug Enforcement Administration*. Disponible sur <dea.gov/sites/default/files/2018-07/1985-1990%20p%2058-67custom2.pdf>. Consulté le 4 avril 2018. p. 58.

difficile à se procurer du fait de son prix élevé, les cartels colombiens s'y intéressent de près. Après un trafic de marijuana particulièrement fructueux en Colombie, et dans le but de multiplier les revenus, quelques hommes décident de se lancer dans le trafic de cocaïne en 1974. Cette association va donner naissance au cartel de Medellín¹. La Colombie bénéficie d'un avantage indéniable pour être l'un des principaux pays exportateurs de cocaïne : sa situation géographique. Elle se situe effectivement à la fois sur l'océan Pacifique et l'océan Atlantique, et se trouve face aux États-Unis². Ainsi, les transactions sont plus difficiles à contrôler pour les douanes américaines, d'autant plus qu'elles ont lieu aussi bien par les voies maritimes que par les voies aériennes. Les cargaisons sont alors bien plus simples à acheminer.

Par conséquent, le cartel de Medellín, rapidement rejoint par le cartel de Cali, prend conscience des opportunités financières qu'apporte la cocaïne sur le marché américain de la drogue. Ainsi, les chefs de cartel décident d'étendre leur trafic et font transporter de la cocaïne dans tous les États-Unis. Très vite, près de 70 % à 80 % de la cocaïne présente sur le sol américain est colombienne³. La drogue rapporte alors 2 à 4 millions de dollars par an pour les cartels⁴. D'ailleurs pour eux, il ne s'agit plus seulement de vendre des quantités astronomiques de cocaïne, mais cela devient un véritable business, dans lequel de nombreuses entreprises colombiennes sont mises à contribution pour blanchir l'argent obtenu. Certains narco-trafiquants ont une fortune considérable. Par exemple, Carlos Lehder blanchit en 1984 jusqu'à 270 millions de dollars et la fortune de Pablo Escobar est estimée à plus de 1 milliard de dollars en 1986⁵. Ron Chesebriuk souligne qu'environ 15 000 tonnes de cocaïne sont acheminées chaque année aux États-Unis, ce qui justifie alors l'opportunité immense que présente cette drogue pour les cartels⁶. Cependant, la Colombie n'est pas le seul pays exportateur de cocaïne. Le Mexique par exemple, s'empare également du marché. En effet, en 1984 le chef de cartel mexicain Gallardo se reconvertisse dans la cocaïne après avoir eu des

1 Alain Delpirou et Eduardo Mackenzie. *Les cartels criminels : cocaïne et héroïne : une industrie lourde en Amérique Latine*. Paris: Presses Universitaires de France. 2000. p. 46.

2 *Ibid.* p. 44

3 Bagley. « Colombia and the War on Drugs ». *op.cit.* p. 70.

4 *Ibid.*

5 Delpirou et Mackenzie. *Les cartels criminels...* *op.cit.* p. 48.

6 Ron Chesebriuk. *Hard Target: The United-States War against International Drug Trafficking, 1982 – 1997*. Jefferson, Caroline du Nord: McFarland 1999. p. 16.

déconvenues avec le trafic de marijuana. Or, puisque le cartel de Medellín possède la quasi-totalité du marché, ils trouvent un accord pour que Gallardo offre ses services en échange d'un bénéfice sur les ventes¹ : « La surveillance des pistes, le déchargement, le transport routier de la marchandise et le passage de la frontière seront à la charge de l'organisation de Gallardo, qui bénéficie déjà à l'époque, de la protection de commandants locaux de la police judiciaire² ». Ainsi, la cocaïne s'avère être une affaire particulièrement lucrative pour certains pays d'Amérique du sud, et elle mobilise un grand nombre de personnes, qu'il s'agisse des paysans qui travaillent sur la feuille de coca, des employés, ou encore des policiers qui acceptent de fermer les yeux en échange d'une compensation financière. Enfin, durant les années 1980, aux États-Unis, la cocaïne devient de plus en plus populaire : dans de nombreux films, la drogue est assimilée à la réussite des « *white-collar* » et est en quelque sorte associée à la gloire, au glamour. La cocaïne est également considérée comme une drogue festive, ce qui la rend d'autant plus attractive pour les jeunes américains³. Cependant, le prix de la cocaïne est assez élevé, ce qui la rend principalement consommée par les Américains issus des classes moyennes ou des classes supérieures.

2.2. Le crack : un dérivé de la cocaïne

Dans une perspective toujours plus compétitive et afin de faire fructifier leurs revenus, les trafiquants de drogue vont expérimenter une nouvelle utilisation de la cocaïne : le crack. Il s'agit d'une manipulation chimique avec de la poudre de cocaïne mélangée à du bicarbonate de soude. Ce mélange donne alors un produit sous forme de cristal que le consommateur peut fumer, le plus souvent à l'aide d'une pipe à eau. Le nom choisi provient du bruit de craquement provoqué lorsque la drogue est fumée⁴. Sous cette nouvelle forme, le crack devient alors moins cher que la cocaïne : puisque le crack est coupé avec du bicarbonate de soude, il y a besoin de moins de poudre de cocaïne. Par conséquent, le crack est bien plus abordable, ce qui bénéficie aux consommateurs de drogue vivant dans les quartiers les plus

1 Jean-François Boyer. *La guerre perdue contre la drogue*. Paris : La Découverte. 2001. p. 50.

2 *Ibid.* p. 51.

3 « Cocaine ». *Crime Museum*. 2017. Disponible sur : <crimemuseum.org/crime-library/drugs/cocaine/>. Consulté le 30 mai 2018.

4 « Cocaine ». *National Institute on Drug Abuse*. 13 juillet 2018. Disponible sur <drugabuse.gov/publications/drugfacts/cocaine/>. Consulté le 21 avril 2019.

pauvres. Une dose de crack coûte en effet entre 2 et 5 dollars¹. Cependant, l'effet apporté par cette drogue est différent de la cocaïne. Comme le souligne Philippe Bourgois, le crack offre une sensation très intense qui dure environ deux minutes et demie, ce qui diffère de l'effet plus long et plus subtil de la cocaïne. Par conséquent, le risque addictif est décuplé du fait de sa courte durée de vie². De plus, le faible prix du crack permet au consommateur de plus facilement s'en procurer. Le risque d'addiction au crack est d'autant plus fort qu'il est plus simple d'acheter un grand nombre d'ampoules de crack pour une session de consommation sur la durée que des doses de cocaïne, compte tenu du coût³. En revanche, bien que l'on assimile souvent cette nouvelle drogue à l'*underclass* du fait de son faible prix, ils n'en sont cependant pas les utilisateurs exclusifs. Le crack touche également les individus de la classe moyenne, attirés par le prix attractif comparé à la cocaïne⁴. Par conséquent puisque le crack devient fortement populaire, les petits locaux dans lesquels on transforme la poudre de cocaïne en crack ne suffisent plus. Très vite, le sud de la Floride devient un lieu de prédilection pour les laboratoires clandestins, dans lesquels la transformation chimique est effectuée. Puis, peu à peu, on trouve ces mini-laboratoires, appelés « *crack houses* » dans tous les États américains, notamment dans l'État de New York, en Californie, en Virginie, dans la Caroline du Nord et en Arizona⁵. Ainsi, on peut considérer que le crack, tout comme la cocaïne, prend une ampleur considérable dans les années 1980 aux États-Unis. En 1982, environ 28,3 % de la population américaine entre 18 et 25 ans, la tranche d'âge la plus touchée par la consommation de drogue, a déjà consommé de la cocaïne contre 12,7 % en 1974, ce qui représente une forte hausse en quelques années⁶. Cette différence considérable appelle alors à des réformes majeures dans la lutte contre la drogue. En effet, dans un environnement qui favoriserait la délinquance, il existe une véritable économie parallèle et illégale. Le trafic de drogue et plus particulièrement le trafic de crack et de cocaïne s'avère alors lucratif compte tenu de son prix accessible mais aussi de sa forte présence liée aux cartels d'Amérique du sud. Lorsque Ronald Reagan entre à la Maison Blanche, il va déclarer

1 Bourgois. *En quête de respect... op.cit.* p. 32

2 *Ibid.* p. 112.

3 *Ibid.* p. 111.

4 Peter Kerr. « Crack Addiction Spreads among the Middle Class ». *The New York Times*, 8 juin 1986.

5 « History 1985 - 1990 ». *Drug Enforcement Administration. op.cit.* p. 58.

6 U.S. Census Bureau. « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1974 and 1991 ». *Statistical Abstract of the United States: 1993*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1993.

une véritable guerre à la drogue, plus précisément à la cocaïne et au crack. Or, dès 1985, avant même la mise en place de réformes législatives en 1986, la consommation de cocaïne commence à baisser, puisque 25,2 % des jeunes de 18 à 25 ans ont déjà essayé cette substance, soit un peu moins qu'en 1982¹. Par conséquent, il est intéressant d'observer le fonctionnement de la politique antidrogue, les réformes mises en place, et les moyens employés pour mettre un terme à la présence de crack sur le sol américain.

1 *Ibid.*

Partie 2. Le crack au coeur de l'agenda politique de Reagan

Le président Richard Nixon est le premier à instaurer l'idée d'une guerre contre la drogue, et c'est le président Ronald Reagan qui va la mettre en place, en ciblant plus particulièrement le crack. En effet, alors que dans de nombreux ghettos, les gangs prennent une place considérable, ils ont également des revenus conséquents grâce à la vente du crack. Cependant, cette économie souterraine est associée à la déviance sociale, à laquelle il convient de mettre un terme. Ainsi, le président Reagan va agir en deux temps pour éradiquer cette déviance. D'abord, on va assister à la création d'une prise de conscience nationale, durant laquelle les méfaits du crack seront particulièrement médiatisés. De plus, de nombreuses associations de parents s'aperçoivent que leurs enfants consomment de la drogue et s'inquiètent de la possibilité d'accéder au crack, inquiétude partagée et diffusée par l'épouse du président, Nancy Reagan. À travers de nombreux discours et de prises de position particulièrement explicites, une *moral panic* émerge et tend à rendre légitimes des réformes telles que la militarisation de la police. Enfin, pour mettre un terme à cette épidémie, l'administration de Reagan va mettre en place des lois qui vont particulièrement viser le crack. Un changement conséquent de l'attribution des budgets va également avoir lieu, toujours dans une perspective de contrôler la déviance sociale et de mettre un terme à la présence du crack dans les ghettos. Cependant, on le rappelle, le crack est considéré comme une drogue du ghetto, c'est-à-dire que c'est une drogue qui prolifère principalement dans les quartiers défavorisés, et qu'elle génère des profits importants pour les gangs. En s'attaquant au crack, l'administration va ainsi bouleverser le fonctionnement de l'économie parallèle des ghettos. Or, le durcissement de la politique punitive va aboutir également à une hausse du taux d'incarcération considérable, ce qui va apporter par ailleurs des bénéfices importants pour les entreprises privées spécialisées dans le milieu carcéral.

Chapitre 1. L'émergence d'une crainte envers le crack

Au début des années 1980, le crack fait son apparition sur le marché de la drogue. L'imaginaire populaire tend alors peu à peu à penser que la majorité des consommateurs de crack sont des Afro-Américains qui, sous l'emprise de cette substance, deviendraient particulièrement violents. Cela constitue donc une véritable peur pour les Américains. De plus, le crack est considéré comme hautement addictif et particulièrement dévastateur. Ainsi, les Américains craignent de plus en plus la présence de cette drogue et appellent à une réponse adéquate de la part des pouvoirs publics.

1. Médiatisation du crack

1.1. Instauration d'un climat de peur

En 1980, Ronald Reagan est élu président des États-Unis. Il prend ses fonctions le 20 janvier 1981. La politique économique mise en place dès sa prise de pouvoir est souvent considérée comme désastreuse en ce qui concerne la population afro-américaine. Cependant, sa politique sociale fait également l'objet de nombreuses discussions, en particulier la guerre qu'il a menée contre la drogue, et plus précisément le crack. Le crack est une drogue qui nourrit l'imaginaire de la population, et qui est le plus souvent associée à un consommateur violent, incontrôlable, et surtout noir¹. Le trafic généré autour de cette drogue est également sous les projecteurs, en particulier du fait de son aspect lucratif pour les gangs qui gangrènent les ghettos noirs. On considère qu'une personne qui consomme de la drogue est hors de contrôle, et cela génère une profonde angoisse en ce qui concerne la notion de « *self-control*² ». Or, au début des années 1980, on assiste à un retour des valeurs conservatrices, exacerbées par l'élection de Ronald Reagan. Ce rappel aux valeurs s'inscrit en opposition à celles véhiculées par la *counterculture*³ et de ce fait, s'oppose à toute forme de consommation

1 Benavie. *Drugs America's Holy War. op.cit.* p. 130.

2 Paul Gootenberg. « Talking about the Flow: Drugs, Borders, and the Discourse of Drug Control ». *Cultural Critique*. No. 71. Hiver 2009. p. 34.

3 La particularité de la *counterculture* des années a été de bouleverser les normes autrefois acquises, par exemple en ce qui concerne le droit à l'avortement. Elle est également associée à ce qui touche aux sous-cultures, parfois considérées comme déviantes, notamment la consommation de drogues psychédéliques, ou la libération sexuelle.

de drogue. Ainsi, la politique antidrogue de Reagan va tenter d'y puiser toute sa légitimité¹ comme le souligne Carl Boggs : « *The antidrug crusade was fueled in part by a backlash against the sixties New Left, counterculture, and the civil-rights movement*² ». Or, en 1982, les sondages indiquent que moins de 2 % des Américains considèrent la drogue comme une préoccupation nationale³. Les médias vont alors jouer un rôle très important dans la création d'une méfiance envers le crack. Par exemple, les chaînes télévisées comme CBS ou encore NBC publient de nombreux documentaires sur la dangerosité du crack, et vont mettre l'accent sur les crimes commis autour de cette drogue tels que les guerres de gangs, ou encore les individus qui, sous l'influence du crack, se montrent dangereux. Des émissions comme *Top Cops* mettent à l'honneur des policiers et des agents spéciaux, qui sont chargés de perquisitionner des maisons dans lesquelles le crack est fabriqué, mais aussi de procéder à des arrestations de consommateurs de crack. Par ailleurs, la plupart des criminels filmés sont identifiables en tant qu'afro-américains, ce qui tend à une association entre la communauté afro-américaine et le crack⁴. Lorsque le 19 juin 1986, le jeune prodige du basket-ball Len Bias décède d'une overdose de cocaïne, sa mort fait la une des journaux et va provoquer un émoi dans le pays tout entier.⁵ Les journaux insistent sur son talent sportif, sur sa gentillesse ou sur sa civilité apparente⁶, et ne manquent pas de préciser que la cocaïne est le seul élément qui a déclenché son décès⁷. Dix jours plus tard, un autre jeune athlète, Don Rogers, décède d'un arrêt cardiaque lié à sa consommation de cocaïne⁸. Parallèlement, d'autres journaux continuent d'alerter l'opinion publique quant à la hausse de consommation de crack, qui se trouve être une version purifiée et moins chère que la cocaïne⁹. De plus, les journalistes insistent sur le fait que le crack devient un problème de santé publique dans la mesure où il

-
- 1 Eva Bertram et al. *Drug War Politics: The Price of Denial*. Los Angeles: University of California Press. 1996. p. 112.
 - 2 Carl Boggs. *Drugs, Power, and Politics: Narco Wars, Big Pharma and the Subversion of Democracy*. New York: Routledge. 2016. p. 49.
 - 3 Katherine Beckett. *Making Crime Pay: Law and Order in Contemporary American Politics*. Oxford: Oxford University Press. 1997. p. 25.
 - 4 David S. Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. Westport, Connecticut: Praeger. 1998. p. 130.
 - 5 Chesepiuk. *Hard Target... op.cit.* p. 72.
 - 6 « University Mourns Len Bias ». *op.cit.*
 - 7 « Examiner Confirms Cocaine Killed Bias ». *The New York Times*. 25 juin 1986.
 - 8 Judith Cummings. « Drug Tied to Rogers's Death ». *The New York Times*. 29 juin 1986.
 - 9 « Cocaine on a Deadly High in U.S. ». *Chicago Tribune*. 12 juillet 1986. Voir également Jane Gross. « A New, Purified Form of Cocaine causes Alarm as Abuse increases ». *The New York Times*. 29 novembre 1985.

semble toucher non seulement les classes les plus pauvres, mais aussi les classes moyennes¹. Ainsi, le public et les citoyens américains commencent à se sentir en danger et à considérer que le crack devient un fléau préoccupant. En effet, les dangers du crack étant massivement relayés dans les médias, le taux de criminalité paraît élevé. Katherine Beckett souligne que l'inquiétude grandissante concernant le crack a été favorisée par plusieurs éléments : « *The spread of crack – combined with its association with young, nonwhite males, violent crime, and urban blight – undoubtedly facilitated the construction of drug use as the nation's most pressing problem*² ». Non seulement le crack semble se diffuser de manière épidémique, mais il est aussi associé à la communauté afro-américaine, qui fait l'objet de stéréotypes, particulièrement en ce qui concerne la violence comme l'a souligné entre autres le sociologue Elijah Anderson³. Par conséquent, les Américains se sentent en danger et en appellent à un durcissement de la justice⁴. Ainsi, on assiste rapidement à un renversement de la situation, et dès le milieu des années 1980, sous l'influence des médias⁵ qui semblent indiquer que le crack gangrène la société toute entière dans chacun des secteurs⁶, les citoyens américains tendent à considérer que le problème numéro un du pays est lié à la consommation de drogue et son trafic⁷.

1.2. Le concept de *moral panic*

Cette peur grandissante de la population envers le crack et le trafic qu'il génère s'apparente au concept développé par Erich Goode en 1989 : « *[A moral panic is] a widespread feeling on part of the public that something is terribly wrong in their society because of the moral failings of a specific group of individuals*⁸. » Il ne s'agit ainsi pas d'une peur irrationnelle selon laquelle les citoyens cèdent à une forme d'hystérie générale. La menace est bel et bien réelle et existe dans tous les secteurs de la société américaine. On considère alors que c'est un ensemble d'individus qui provoque la peur et le chaos dans la

1 Kerr. « Crack Addiction Spreads among the Middle Class ». *op.cit.*

2 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 27.

3 Anderson. « The Iconic Ghetto ». *op.cit.*

4 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 67.

5 Boggs. *Drugs, Power, and Politics...* *op.cit.* p. 44.

6 Chesebriuk. *Hard Target...* *op.cit.* p. 32.

7 James E. Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic: Reagan, Bush, and the War on Drugs ». *Deviant Behavior*. Vol. 22. No 5. 2001. p. 420.

8 Erich Goode. *Drugs in American Society*. New York: Knopf. 1989. p. 26.

société au travers de leurs comportements déviants. Pour que cette *moral panic* apparaisse et subsiste, il faut que l'opinion publique soit convaincue que quelque chose de grave se produit, que quelque chose menace les valeurs traditionnelles américaines. L'argumentaire communautaire met en général l'accent sur la responsabilité de l'individu et semble signifier qu'il s'agit de contrer la menace en formant une cohésion. En partant du postulat que la consommation et la vente de crack sont un choix de l'individu, il est le seul à blâmer, le seul à mettre en danger le groupe, autrement dit l'ensemble des citoyens non-déviants, la nation¹. Ce type d'argument participe à une forme d'exagération, dans la mesure où cela permet de convaincre le groupe qu'il est nécessaire de se protéger et que seule une action collective peut résoudre le problème. De ce fait, comme le souligne James Hawdon : « *Communitarian rhetoric, by individualizing social problems, also excels at identifying folks devils*² ». Arthur Benavie le rappelle également, les drogues les plus dangereuses et nocives sont souvent associées à une communauté autour de laquelle existent déjà des stéréotypes et idées pré-conçues, ce qui est le cas de la communauté afro-américaine³. L'intérêt de faire naître une *moral panic* est donc de créer une cohésion au sein des non-consommateurs et non-revendeurs de drogue, mais aussi de s'assurer un soutien certain pour le renforcement de certaines mesures. Cependant, cette stratégie rhétorique est à nuancer, car plus il y a d'initiatives politiques concernant la drogue, plus l'inquiétude auprès des citoyens américains augmente à cause de ce sentiment d'urgence et d'insécurité⁴. Les politiques dites proactives accentuent cette idée de menace qui pèse sur la société. Ce type de politique consiste à exercer une pression permanente sur les criminels et potentiels criminels, afin d'instaurer un climat défavorable pour le comportement déviant⁵. De la même manière, la *moral panic* est alimentée par la promotion d'une justice proactive et sévère, combinée à des arguments communautaires. En effet, l'idée de danger se propage plus encore lorsque la justice est punitive, et que l'on met l'accent sur un certain nombre d'individus déviants. Le groupe a ainsi le sentiment de ne pas être en sécurité si le problème de la drogue est au coeur des préoccupations nationales et fait l'objet de sentences lourdes. À mesure que la *moral panic*

1 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 426.

2 *Ibid.* p. 427.

3 Benavie. *Drugs America's Holy War.* *op.cit.* p. 12.

4 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 23.

5 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 423.

s'installe dans le groupe, l'idée selon laquelle la consommation de drogue est un choix est davantage mise en avant, mais on insiste également sur le fait que le consommateur suit un modèle criminel¹. Ce modèle s'appuie sur la responsabilité de l'individu déviant, et par conséquent sur l'idée que tout comportement déviant doit être puni par la loi. Ce modèle s'oppose par ailleurs complètement à l'approche médicale, selon laquelle les consommateurs de drogue sont des victimes qui ne contrôlent plus leur consommation à l'instar des alcooliques ou des fumeurs de tabac². Cette rhétorique qui met l'accent sur la responsabilité de l'individu déviant a renversé l'opinion publique des années 1970. En effet, à cette époque, beaucoup de citoyens, sociologues et hommes politiques américains considéraient que les conditions socioéconomiques désastreuses de certains ghettos favorisaient le taux de criminalité. Paul Gootenberg remarque par ailleurs que : « *these same men and women [who use drugs] would end up inverted, by later medical representation, into pathetic and passive victims of an uncontrollable yet well-defined pathology of addiction*³ ». Mais durant cette décennie, les discours médiatiques et politiques notamment, ont contribué à un changement d'opinion. En tenant compte de la responsabilité de l'individu, le discours sur la drogue a en quelque sorte renforcé également le stéréotype du pauvre nécessairement déviant⁴. Comme on l'a remarqué plus haut, les médias ont participé à ce changement d'opinion, mais c'est également le cas de certains hommes politiques. Les discours sur la drogue ont insisté sur l'obsession du contrôle et sur la « *transgression of behavioral or social boundaries*⁵ » afin d'insister sur l'urgence de la situation, ce qui a abouti à une *moral panic* au milieu des années 1980.

1.3. La rhétorique politique de Ronald Reagan

Dans un objectif de faire prévaloir également les valeurs conservatives, Reagan va alors placer les *street crimes*, le plus souvent liés à la consommation et la vente de drogue, au coeur de ses discours⁶. Le 2 octobre 1982, il insiste sur le fait de la responsabilité du

1 *Ibid.* p. 430.

2 *Ibid.* p. 425.

3 Gootenberg. « Talking about the Flow... ». *op.cit.* p. 32.

4 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 45.

5 Gootenberg. « Talking about the Flow... ». *op.cit.* p. 33.

6 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 50.

consommateur de drogue, et du vendeur de drogue : « *We're making no excuses for drugs – hard, soft, or otherwise. Drugs are bad, and we're going after them. As I've said before, we've taken the surrender flag and run up the battle flag. And we're going to win this war on drugs*¹ ». Le président Reagan fait de la guerre contre la drogue une guerre qui oppose les non-consommateurs, les non-revendeurs, les non-déviantes et ceux qui ont un comportement criminel. Il affirme ainsi sa volonté claire de mettre un terme au fléau de la drogue. Le 14 octobre 1982, Ronald Reagan déclare officiellement la guerre à la drogue, et annonce une série d'initiatives mises en place pour lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue. Il ne s'agit plus seulement de lancer un avertissement aux consommateurs et aux trafiquants, mais d'instaurer des mesures pour enrayer cette « *American epidemic*² ». Reagan remet à jour l'idée selon laquelle le gouvernement a pour objectif et devoir de protéger la nation contre le mal et la déviance. Son discours s'appuie davantage sur l'idée selon laquelle une politique punitive prévaut comme le note David S. Baggins : « *Incarceration rather income support, prison rather than public housing, parole officers rather than social workers, this was the ideology and policy that came to hold sway*³ ». Il ne s'agit plus de s'inscrire dans une perspective « utopique⁴ » comme l'a souligné Reagan, mais de mettre un terme à la présence de la drogue dans le pays. En effet, le président réfute l'idée selon laquelle l'environnement socioéconomique est un facteur de la hausse de la criminalité. Selon lui, ces idéologies ont mené à des politiques sociales et économiques qui n'ont guère eu de succès pour parvenir à limiter la déviance. Cet argument sera le plus utilisé dans les discours antidrogue de Reagan. Il met le plus souvent l'accent sur le fait que le comportement déviant est un choix dûment décidé par le criminel :

Choosing a career in crime is not the result of poverty or of an unhappy childhood or of a misunderstood adolescence, it is the result of a conscious, willful choice made by some

-
- 1 Ronald Reagan. « Radio Address to the Nation on Federal Drug Policy ». 2 octobre 1982. *The American Presidency Project*. 2 octobre 1982. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=43085>. Consulté le 15 avril 2018.
 - 2 Ronald Reagan. « Remarks Announcing Federal Initiatives Against Drug Trafficking and Organized Crime ». *Ronald Reagan Presidential Library & Museum*. 14 octobre 1982. Disponible sur <reaganlibrary.gov/research/speeches/101482c>. Consulté le 27 avril 2019.
 - 3 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. *op.cit.* p. 116.
 - 4 Reagan. « Remarks Announcing Federal Initiatives Against Drug Trafficking and Organized Crime ». *op.cit.*

*who consider themselves above the law, who seek to exploit the hard work and, sometimes, the very lives of their fellow citizens*¹.

Dans un tel discours, Reagan insiste sur la notion de choix. Pour le président, les conditions de vie ne constituent pas une excuse possible et il considère que les vendeurs et consommateurs de drogue profitent allègrement de leur statut hors-la-loi, tout en mettant les citoyens en danger.

Toujours dans cette perspective, il insiste également sur la prévention. Par exemple, lors d'une déclaration en février 1986, il affirme sa volonté de ne pas laisser la drogue pervertir les plus jeunes. Ses discours sont empreints d'une démarche presque préventive, dans lesquels il enjoint les jeunes individus à ne pas se laisser séduire par les drogues. Il insiste également sur le danger sanitaire : « *We will continue efforts to eradicate illegal drugs before they can be harvested, and to reduce demand for these narcotics by opening the eyes of our Nation's young people to the damage drugs do to the health and lives of anyone who use them*² ». Son discours s'inscrit dans l'objectif de protéger la « Nation », les citoyens non-déviant³. De la même manière, quelques mois après la mort de Len Bias, dont le décès par overdose a provoqué une émotion vive dans le pays, Reagan appelle dans l'un de ses discours à la télévision le 14 septembre 1986, à une « tolérance zéro » envers la drogue⁴. Il insiste toujours sur le danger pour la société et pour les enfants, et fait de la drogue un véritable ennemi public : « *Now, we need your support again. Drugs are menacing our society. They're threatening our values and undercutting our institutions. They're killing our children*⁵ ». On note que le discours utilisé par Reagan contre la drogue, du fait de son statut de président, rend en quelque sorte légitime la notion de menace qui pèse sur la population. Comme le remarque James Hawdon, le président insiste également dans ses discours, sur l'importance d'une réaction politique proactive, c'est-à-dire qui ne laisse aucun répit aux consommateurs et

1 Ronald Reagan. « Remarks at the Annual Conference of the National Sheriff's Association in Hartford, Connecticut ». *Ronald Reagan Presidential Library & Museum*. 20 juin 1984. Disponible sur <reaganlibrary.gov/research/speeches/62084c>. Consulté le 27 avril 2019.

2 Ronald Reagan. « Message to the Congress on America's Agenda for the Future ». *The American Presidency Project*. 6 février 1986. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=36768>. Consulté le 15 avril 2018.

3 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. *op.cit.* p. 116.

4 Chesepeuk. *Hard Target... op.cit.* p. 72.

5 Ronald Reagan. « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse ». *The American Presidency Project*. 14 septembre 1986. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=36414>. Consulté le 14 avril 2018.

aux vendeurs de drogue. Ce faisant, il insiste sur le sentiment d'urgence, et cela suppose l'idée que : « *If the group did not act quickly, America could lose its most cherished value: freedom¹* ». Le fait qu'il considère que la drogue est un danger, et qu'il appelle à une politique proactive crée un sentiment de *moral panic*, d'insécurité et met l'accent sur les individus déviants qui risquent de pervertir les valeurs morales traditionnelles du groupe non-déviant². David S. Baggins relève que Reagan, tout comme son épouse, utilise des arguments communautaires, en utilisant un registre qui fait appel à l'unité, au patriotisme, ce qui exacerbe le sentiment que le groupe doit être protégé face à la menace des individus déviants :

The Reagans gave the nation a whole vocabulary by which to justify the new patriotism of drug hate. "Narco terrorism" justified dealing with drugs as evil. Program names such as "Zero Tolerance", "Operation Smash", "Operation Invincible", and "Operation Hammer", all reflected this mentality of domestic cultural war in which questions of constitutionality, morality, and public policy utility would be suppressed in favor of patriotic and religious zeal³.

Ainsi, la drogue devient un véritable fait de société, un problème de santé publique, ce qui va donner lieu à un terrain d'entente commun entre les partis démocrate et républicain, qui vont approuver tous les deux l'urgence d'obtenir une « *drug-free nation⁴* ». La drogue doit être éradiquée, et cela passe par un durcissement de la politique antidrogue. Toutefois, la construction d'un tel sentiment d'urgence ne passe pas seulement par la création d'un discours axé sur la *moral panic*. En effet, le système américain est parfois influencé par la présence de lobbies dans certains secteurs.

2. Les influences dans la lutte contre la drogue

2.1. La campagne *Just Say No* de Nancy Reagan

Si le président Ronald Reagan a marqué l'opinion publique en déclarant la guerre à la drogue, son épouse Nancy Reagan a également soutenu cette prise de position. En effet, elle fut la première à introduire l'idée que les parents des adolescents et jeunes adultes consommateurs de drogue devaient jouer un rôle. Elle souligne le fait que consommer de la drogue est, selon elle, un moyen de défier l'autorité parentale. En suggérant une telle

1 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 429.

2 *Ibid.* p. 422.

3 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice.* *op.cit.* p. 117.

4 Boggs. *Drugs, Power, and Politics...* *op.cit.* p. 48.

corrélation entre la drogue et le début de l'indépendance, Nancy Reagan semble associer la consommation de stupéfiants à la crise d'adolescence. Ce faisant, son discours crée dans l'esprit des parents, une forte inquiétude à l'égard de leurs enfants. Elle considère également que les parents doivent se montrer fortement présents auprès de leurs enfants, et insiste sur l'importance du soutien et de l'amour de la famille¹. Les parents doivent aimer leurs enfants mais aussi les éduquer avec sévérité et le foyer doit alors se ranger du côté de l'État en combattant activement la déviance². Nancy Reagan utilise les mêmes arguments communautaires que son époux, en parlant de « *folk devils* », en opposition au groupe qui devrait former une cohésion contre les individus déviants notamment. Elle met l'accent sur les valeurs traditionnelles américaines, et insiste sur le fait qu'elles sont en danger à cause du comportement déviant d'un certain nombre d'individus. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche de polarisation entre « *us/they* », les non-consommateurs et les individus déviants³. De plus, elle parle fréquemment d'épidémie ce qui est, selon William Elwood, révélateur dans la mesure où cela implique la responsabilité de l'individu et non le contexte socioéconomique⁴. Là encore, on se trouve dans une rhétorique davantage portée sur le choix de l'individu quant à se comporter de façon déviante, sans prendre en compte l'environnement dans lequel il vit.

En 1986, Nancy Reagan publie un article. Le vocabulaire utilisé se rapporte aux méfaits de la consommation de drogue, mais elle souligne à quel point l'effet est dévastateur : « *What I have seen and the stories I have heard are enough to make the strongest hearts break*⁵ ». Elle insiste également sur le rôle de l'éducation, sur le fait qu'avoir une « *strong family unit with solid values*⁶ » participe à éviter la consommation de drogue. Nancy Reagan rappelle encore une fois l'importance de la prévention, et souligne le rôle joué par les associations de parents telles que la *National Federation of Parents for Drug-Free Youth (NFP)* dont elle est la présidente honorifique de 1980 à 1988⁷, et la *Parents' Resource Institute for Drug Education*

1 Nancy Reagan. « How we can make a Difference: About Drug Abuse and Young People ». *NASSP*. Vol. 70. Issue 492. Octobre 1986. p. 40.

2 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. *op.cit.* p. 117.

3 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 428.

4 William N. Elwood. *Rhetoric in the War on Drugs: The Triumphs and Tragedies of Public Relations*. Westport, Connecticut: Praeger. 1994. p. 25.

5 Reagan. « How we can make a Difference... ». *op.cit.* p. 39.

6 *Ibid.* p. 40.

7 « NFP Mourns the Loss of Nancy Reagan and remembers her Work to reduce Substance Abuse ». *National Family Partnership*. 7 mars 2016. Disponible sur <nfp.org/2016/03/07/nfp-mourns-the-loss-of-nancy-reagan/>. Consulté le 28 avril 2019.

(*PRIDE*)¹. Enfin, elle conclut en rappelant son engagement contre la drogue, et insiste sur le besoin de volontaires pour lutter contre ce fléau. Le risque d'un tel type de discours, c'est de laisser supposer que la menace est partout, dans tous les secteurs de la société, et ne touche pas seulement les consommateurs et vendeurs de drogue, mais aussi les autres, notamment l'entourage². Si cette conclusion n'est pas erronée, elle participe toutefois à la création d'une crainte nationale autour du comportement déviant. Beaucoup considèrent que la campagne lancée par Nancy Reagan, *Just Say No*, a fait baisser la consommation de drogue. Or, il convient de nuancer ce propos, puisqu'elle s'inscrit davantage dans une tradition de prévention, et aucune étude n'a été faite à ce jour pour montrer une corrélation entre la baisse de la consommation de drogue et la campagne de Nancy Reagan³. En effet, sa campagne consiste à dire « oui » à la vie, et « non » à la drogue⁴. En choisissant un tel slogan – *Just Say No* – cela implique uniquement la notion de responsabilité et de choix quant à la consommation de drogue. Nancy Reagan utilise ainsi la même rhétorique que Ronald Reagan, en mettant l'accent sur la responsabilité et la déviance du consommateur. Cependant, les recherches sociologiques effectuées sur la consommation de drogue et sur le comportement déviant ont montré que le choix n'était pas le seul facteur à prendre en compte. L'environnement socioéconomique, familial, social, ou encore les opportunités sur le marché du travail constituent également des facteurs qui peuvent influencer le comportement déviant. En insistant sur la question de choix, Nancy Reagan suggère de traiter la problématique de la drogue d'un point de vue intéressant, mais qui omet les autres facteurs. En revanche, elle insiste sur la dimension primordiale de la prévention. Elle complète alors la perspective d'une justice punitive plébiscitée par le président, et s'inscrit davantage dans une ligne qui suit la théorie réhabilitative (*rehabilitative theory*). En effet, il s'agit de partir du principe que les individus choisissent de se droguer et ou de vendre de la drogue, et il convient de protéger les

1 Reagan. « How we can make a Difference... ». *op.cit.* p. 41.

2 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 428.

3 Benavie. *Drugs America's Holy War*. *op.cit.* p. 89.

4 CNN. « CNN: 1986 : Nancy Reagan's Just Say No's campaign ». *Youtube*. 28 février 2011. Discours de Nancy Reagan. Disponible sur <[youtube.com/watch?v=lQXgVM30mIY&t=76s](https://www.youtube.com/watch?v=lQXgVM30mIY&t=76s)>. Consulté le 28 avril 2019. Nancy Reagan déclare : « Say yes to your life. And when it comes to drugs and alcohol, just say no ».

non-consommateurs par une politique de prévention, afin de les empêcher d'être touchés par « la maladie de la drogue⁵ ».

2.2. Les associations de parents

Nancy Reagan a ainsi joué un rôle important dans la construction d'une conscience nationale que la consommation de drogue constituait un réel problème dans la société. Or, sa communication a pu également obtenir un soutien considérable de la part des associations spécialisées dans la lutte antidrogue, plus particulièrement des associations fondées par des parents. En effet, lorsqu'en 1976, certains parents découvrent que leurs enfants, à peine âgés de douze ou treize ans, consomment régulièrement de la marijuana, ils décident de mener une enquête pour comprendre les raisons d'un tel engouement. Ils découvrent alors que certains magasins vendent des accessoires facilitant la consommation de marijuana, comme des *grinders*¹ ou des pipes à eau². Les parents réalisent aussi que de nombreux films et magasins participent à rendre la drogue glamour, et accessible. Par conséquent, ils décident de se réunir pour lutter contre cette tendance qui a un effet dévastateur sur les enfants et adolescents. C'est ainsi qu'en 1977, Gleaton et Schuchard fondent la *Parents' Resource Institute for Drug Education (PRIDE)*³. Cette association de parents est la plus ancienne et l'une des plus grandes aux États-Unis. Elle compte d'ailleurs rapidement un très grand nombre d'adhérents : pas moins de 4 000 groupes de parents et 500 groupes de jeunes en 1986⁴. Tous sont impliqués dans la lutte contre la drogue, et ont pour objectif de faire de la prévention ainsi que d'assurer un soutien primordial aux consommateurs qui tentent d'arrêter et/ou à leur entourage. Également en 1977, la *National Families in Action (NFIA)* est créée. Cette association joue un rôle important dans la prévention contre la drogue, notamment grâce à la publication de nombreux articles liés à la consommation de stupéfiants. En effet, durant les années 1980, l'association publie chaque trimestre le *Drug Abuse Update*, qui recense de

5 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 430. « [they] are protected from contracting the drug-disease ». La drogue est davantage considérée comme une sorte de maladie que l'on peut éviter si on se protège, ou si on prend des mesures permettant de s'éloigner des « malades », autrement dit des consommateurs de drogue.

1 Un *grinder* sert à moudre les morceaux de cannabis de manière à ce qu'il soit plus simple à consommer.

2 Un *bang* est une sorte de pipe à eau utilisée pour consommer du cannabis mais aussi du crack.

3 Benavie. *Drugs America's Holy War. op.cit.* p. 32.

4 Dudley Clendinen. « Buoyant Anti-Drug Parley Plans a Global Alliance ». *The New York Times*. 24 mars 1986.

nombreux articles scientifiques sur la question de la drogue, notamment en ce qui concerne l'impact des stupéfiants sur le cerveau et le corps humain, mais aussi au niveau comportemental¹. En 1980 une autre association voit le jour : La *National Federation of Parents for Drug Free Youth*, aujourd'hui appelée le *National Family Partnership (NFP)*. Le but de cette association, comme les précédentes, est de lutter contre la prolifération de la drogue. Par ailleurs, chaque année depuis 1988, la *NFP* soutient la *National Red Ribbon Celebration*. Il s'agit d'une semaine dans l'année où, en signe de protestation et pour rappeler les victimes liées à la drogue, les parents portent un ruban rouge. Il y a également de nombreuses manifestations telles que des conférences et des ateliers². La *National Red Ribbon Celebration* est apparue en 1985 en réaction à la mort d'un agent de la DEA, Enrique Camarena. La *NFP* joue également un rôle considérable en ce qui concerne la mobilisation politique³.

Les associations de parents qui luttent contre la drogue ont en effet un impact sur la politique du pays. Ils se font entendre par les hommes politiques grâce aux nombreuses manifestations qui leur procurent une forte visibilité. De plus, leur objectif, entre autres, est de rappeler que la drogue est un fléau qui peut toucher n'importe quel enfant et adolescent. Ce faisant, les associations participent à une prise de conscience des problèmes et des dangers que posent les stupéfiants. Par exemple, pour répondre à cette préoccupation, l'État de Géorgie est le premier à interdire la vente d'ustensiles utiles à la consommation de drogue et la *NFIA* a joué un rôle dans l'adoption de cette interdiction⁴. On peut également souligner la présence de la *National Parents Teacher Association (PTA)*. Il s'agit d'une association impliquée pour les enfants, notamment en ce qui concerne leur environnement social et familial, mais aussi pour l'égalité de l'enseignement. L'engagement de cette association en termes de drogue débute en 1983, lorsqu'est lancé le projet de prévention contre la consommation de drogue et d'alcool (« *Drug and Alcohol Abuse Prevention Project* »). Leur projet consiste à diffuser des documentaires sur la dangerosité de l'alcool et de la drogue chez

1 « About National Families in Action ». *National Families in Action*. Disponible sur <nationalfamilies.org/about.html>. Consulté le 28 avril 2019.

2 « About NFP ». *National Family Partnership*. Disponible sur: <nfp.org/about-nfp/>. Consulté le 28 avril 2019.

3 *Ibid.*

4 « About National Families in Action ». *National Families in Action*. *op.cit.*

les jeunes, mais aussi d'organiser des conférences¹. Ainsi, la présence de ces associations a permis de faire prendre conscience aux législateurs que la drogue, plus particulièrement la marijuana et la cocaïne, avaient un effet dévastateur sur les jeunes américains. Grâce à leur visibilité et à leur engagement, ces associations ont également été entendues par la *House Select Committee on Narcotics Abuse and Control*² et par le groupe de travail sur le crime violent, formé à la demande du Procureur Général des États-Unis (*Attorney's General Task Force on Violent Crime*), qui enjoignent alors le président Reagan d'adopter des mesures plus sévères concernant le trafic et la consommation de drogue³. En effet, si l'accent est mis sur la prévention, il convient également de résoudre le problème à la source et de punir les protagonistes du trafic de crack. Ainsi, on peut considérer que la mobilisation des associations de parents a eu un impact dans la gestion politique de la consommation et la revente de stupéfiants. Elles ont en effet été entendues et prises en compte dans la rédaction de rapports invitant le gouvernement à une réponse punitive et urgente face à la consommation de crack.

2.3. *Le Prison Industrial Complex*

Les inquiétudes de Nancy Reagan concernant l'avenir des jeunes américains, de même que celles des parents d'enfants touchés par le fléau de la drogue ont probablement joué un rôle important dans les décisions politiques prises pour mettre un terme à la présence de la drogue. En revanche, il est intéressant de noter que la lutte contre les stupéfiants a également pu avoir un intérêt financier important en ce qui concerne les prisons, ou plus précisément les entreprises chargées de la construction des prisons. En effet, la privatisation de ces entreprises à partir des années 1980 a été débattue dans la mesure où le business de la construction des prisons est inhérent à ce que l'on appelle le « *prison-industrial complex* », terme employé pour la première fois par Angela Davis⁴. Ce principe se rapporte à l'ensemble des intérêts économiques et politiques qui ont contribué à la hausse du nombre de personnes incarcérées,

-
- 1 « PTA History 1980 - 1989 ». *National Parent Teacher Association*. Disponible sur <pta.org/home/About-National-Parent-Teacher-Association/Mission-Values/National-PTA-History/PTA-History-1980-1989>. Consulté le 30 avril 2019.
 - 2 Il s'agit d'une commission d'enquête à l'initiative de la Chambre des Représentants. Cette commission est spécialisée en l'occurrence sur la question des stupéfiants, leur consommation et leur trafic.
 - 3 Benavie. *Drugs America's Holy War*. *op.cit.* p. 15.
 - 4 Angela Davis. « Masked Racism: Reflexion on the Prison-Industrial Complex ». *Colorlines*. 10 septembre 1998. Disponible sur <colorlines.com/articles/masked-racism-reflections-prison-industrial-complex>. Consulté le 6 mai 2019.

plus particulièrement en ce qui concerne les personnes de couleur. Ainsi, le lobby des prisons semble avoir eu un impact considérable durant la guerre contre la drogue, ce qui est résumé par Andre D. P. Cummings :

When combining the potential for enormous corporate profit with a politician's need to be reelected, a toxic foundation is laid that portends legislative initiatives sponsored by representatives who use "tough on crime" campaign rhetoric, while simultaneously accepting lucrative contributions from a private prison lobby intent on increasing the stream of U.S. prisoners¹.

En effet, il considère qu'il y a une corrélation entre les bénéfices des entreprises et la réélection d'un candidat. Par exemple, durant la guerre contre la drogue, la politique punitive de Ronald Reagan a profité aux entreprises de construction de prisons, car cela leur a permis de générer des profits importants liés au grand nombre d'incarcérés.

Ainsi, la *Correction Corporation of America (CCA)*, qui est l'une des plus anciennes et plus importantes sociétés du secteur carcéral, a été fondée dans le Tennessee en 1983. Son but à l'époque, est de proposer à chaque État de construire des prisons, et de décrocher ainsi des contrats importants afin de protéger les bénéfices de ses actionnaires². Or, pour générer des profits et rentabiliser la construction de prisons, ces dernières doivent être occupées par un grand nombre de prisonniers, tout en limitant le nombre d'employés afin de faire davantage de bénéfices³. Par conséquent, on peut s'interroger sur la corrélation entre l'influence de cette entreprise au niveau législatif et le durcissement de la guerre contre la drogue, notamment par la mise en place des *Anti Drug Abuse Acts* en 1986⁴ et en 1988⁵. En outre, on peut constater que la politique du président Reagan consiste tout particulièrement à être en faveur de la privatisation des entreprises dans certains secteurs pour conduire à une décentralisation, comme le montre l'*Executive Order* de 1987⁶. Ce dernier insiste sur l'importance de la décentralisation de l'État fédéral, et suggère que la privatisation de certains secteurs pourrait avoir un effet positif et davantage ciblé sur des questions qui ne devraient pas, selon l'administration Reagan, être de la responsabilité de l'État Fédéral. Ainsi, en adoptant une

1 Andre Douglas Pond Cummings. « 'All Eyez on Me': America's War on Drugs and the Prison-Industrial Complex ». *The Journal of Gender, Race and Justice*. Vol. 15. No 3. 2012. p. 420.

2 Ana DuVernay. *13th*. Kandoo Films. Documentaire. 16 octobre 2016.

3 Cummings. « 'All Eyez on Me' ... ». *op.cit.* pp. 435-436.

4 U.S. 99th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1986 ». *op.cit.*

5 U.S. 100th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1988 ». *op.cit.*

politique antidrogue particulièrement sévère, l'administration semble générer des profits qui bénéficient directement aux entreprises du milieu carcéral. La *Correction Corporation of America* voit alors son entreprise se développer tout au long des années 1980, puisqu'elle inaugure en 1984 un centre de détention pour délinquants juvéniles, et un autre centre de détention la même année. L'intérêt de la privatisation du secteur carcéral est aussi de pouvoir bénéficier d'un coût moindre par rapport à une entreprise publique¹. Les profits de cette entreprise sont tels qu'elle finira même par entrer en 1995, dans le conseil privé de l'*ALEC*². D'autres entreprises spécialisées dans le secteur carcéral génèrent des profits importants, par exemple la *Wackenhut Corrections Corporation* (aujourd'hui appelée *GEO Group*)³. Ainsi, en diminuant le coût d'un prisonnier, tout en permettant à des entreprises privées de faire des profits considérables dès lors qu'un individu est incarcéré, le système de « *prison-industrial complex* » défini par Angela Davis a probablement contribué, de la même manière que la *moral panic* et les associations de parents, à encourager le gouvernement américain à durcir les lois concernant la consommation et la vente de stupéfiants.

6 Ronald Reagan. *Executive Order 12607. President's Commission on Privatization*. 52 F.R. 34190. Washington D.C. Government Printing Official. 2 septembre 1987. Sec. 2. (b) « The Commission shall review the current activities of the Federal government including asset holdings, and identify those functions that : (1) are not properly the responsibility of the Federal government and should be divested or transferred to the private sector, with no residual involvement by the Federal government ; or (2) require continuing oversight by an Executive Branch agency but can be performed more efficiently by a private entity, including the use of vouchers as an alternative to direct service ».

1 Cody Mason. « Too Good to be True: Private Prisons in America ». *The Sentencing Project. Research and Advocacy for Reform*. Washington D.C. The Sentencing Project. Rapport. Janvier 2012. p. 2.

2 L'*ALEC* (*American Legislative Exchange Council*) est fondé en 1973. Ce conseil a pour but de proposer des lois aux législateurs. Il s'agit d'un conseil composé d'hommes politiques mais aussi de sociétés et d'entreprises du secteur privé. L'*ALEC* donne la possibilité aux sociétés d'avoir un rôle à jouer dans la vie politique, puisqu'elles votent pour des lois indirectement à travers les législateurs, républicains pour la plupart. En effet, selon Ava DuVernay. *13th. op.cit.*, un quart des législateurs actuels sont membres d'*ALEC*, ce qui peut générer un conflit d'intérêt dans certains secteurs.

3 Mason. « Too Good to be True... ». *op.cit.* p. 2.

Chapitre 2. La réplique administrative contre le crack

Pour mettre un terme à l'épidémie de crack et rassurer la population américaine, il convient de mettre en place un certain nombre de réformes. Ces dernières vont s'installer dans une tradition particulièrement autoritaire et punitive, notamment à travers la militarisation des forces de l'ordre, ou encore par une tolérance zéro envers le crack.

1. Vers une politique autoritaire et punitive ?

1.1. Modèles de la politique antidrogue

Le président Reagan, à travers ses nombreux discours et prises de position, fait de la drogue une préoccupation nationale. Dans une perspective de répondre à la crainte des Américains, la politique antidrogue de Reagan suit principalement un modèle punitif et proactif. Il convient de préciser qu'il existe deux niveaux de gestion du crime : d'abord, il s'agit de former une politique qui indiquera la direction générale qui doit être prise, que l'on appelle « *the objective of policy*¹ ». Cela consiste en la mise en place d'un certain nombre d'initiatives pour répondre à un objectif commun. Durant la guerre contre la drogue, et plus particulièrement contre le crack, l'objectif commun était donc de répondre à la déviance sociale, et d'éradiquer la consommation et la vente de crack. Enfin, pour mettre en place cette politique générale, il faut appliquer cette direction et déterminer les décisions à prendre, ce que l'on appelle « *the implementation of policy*² ». Cette dernière concerne alors l'application de la loi, notamment pour les faits mineurs du quotidien. Le plus souvent, il s'agit de garder une pression régulière sur les criminels de manière à exercer une contrainte immédiate et constante sur les comportements déviants³. Il existe deux manières d'appliquer la direction générale : la politique dite proactive et la politique dite réactive.

La politique proactive consiste à instaurer une forme de pression permanente sur les criminels. Les agents de police et les agents spécialisés dans la lutte antidrogue doivent alors enquêter de manière à prévenir toute transgression. Il s'agit par conséquent de cibler un

1 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». op.cit. p. 423.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

certain type de crime et/ou un certain groupe de criminels et ainsi de mettre un terme à leurs activités illégales. Pour illustrer cette politique proactive, on peut rappeler que les agents de police ont pour mission d'exercer un contrôle sur les frontières, notamment pour bloquer les avions transportant la cocaïne¹. De même, la pratique du *stop-and-frisk* appartient au modèle proactif. Il s'agit de procéder à un contrôle et de palper les vêtements d'un individu qui semble suspect, dans l'objectif d'y trouver une arme ou de la drogue. Cette pratique controversée a néanmoins été considérée comme non-constitutionnelle en raison de l'aspect arbitraire du contrôle, qui a par ailleurs, particulièrement touché les personnes de couleurs². On peut également retrouver la prévention à travers le *DARE (Drug Abuse Resistance Education)*. Le *DARE* est un organisme créé en 1983 par un partenariat entre la police de Los Angeles et le *LAUSD (Los Angeles Unified School District)*. Il s'agit alors d'installer une relation entre la police et l'école, de manière à faire de la prévention en proposant des ateliers et des cours pour apprendre à refuser de consommer de la drogue, notamment sous la pression des pairs. Le *DARE* intervient d'abord dans les écoles, puis dans les collèges à partir de 1984 et dans les lycées en 1989³. La prévention complète le modèle proactif dans la mesure où il s'agit non pas de punir les comportements déviants, mais d'exercer une présence accrue des forces de l'ordre et des intervenants spécialisés dans la lutte antidrogue, plus particulièrement dans les milieux où le crack peut se montrer populaire. Ainsi, à travers cette présence qui correspond à une théorie réhabilitative, une pression est en quelque sorte exercée puisque l'on insiste sur le danger de la consommation de crack, ainsi que sur les risques judiciaires encourus. On constate également que le modèle proactif répond aux arguments communautaires selon lesquels la communauté est mise en danger par un certain nombre d'individus déviants et qu'il convient de former une cohésion, un groupe d'individus unis pour combattre la déviance sociale.⁴ En ciblant des individus précis, que ce soit à travers une politique punitive, ou une politique préventive, cela permet de répondre à l'inquiétude générée par cet argumentaire, et de protéger la communauté considérée comme non-déviante.

1 *Ibid.*

2 Matt Williams et Ryan Devereaux. « New York's Stop-and-Frisk Policy is unconstitutional, Judge rules ». *The Guardian*. 12 août 2013.

3 « History ». *DARE*. Disponible sur < dare.org/history >. Consulté le 19 avril 2019.

4 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 425.

Il existe également un autre modèle d'application, que l'on appelle réactif. Il ne s'agit plus de cibler un criminel en particulier, ou d'anticiper un crime mais au contraire d'exercer une pression sur l'ensemble des citoyens. Par exemple, la mise en place de patrouilles dans certains quartiers afin de prendre en flagrant délit des individus appartient au modèle réactif. Dans cette perspective, il existe des cas où lors d'un contrôle de police, l'individu est en possession de drogue et est alors condamné, même s'il ne s'agissait à l'origine que d'un contrôle d'identité. De même, ce modèle réactif peut aussi consister en la demande d'un traitement médical pour un consommateur de drogue qui n'est pourtant pas arrêté pour ce motif mais pour un autre crime¹. Ici, dans ce système de prévention, on parle de politique réactive réhabilitative. Il s'agit de prendre un individu sur le fait, sans que cela soit nécessairement recherché, et d'effectuer de la prévention pour éviter que l'individu ne continue de consommer des stupéfiants. Ce type d'application répond à une théorie plus individualiste, selon laquelle on considère que l'individu est fondamentalement non-déviant, que ses droits doivent être protégés, et que c'est le groupe qui l'influence à avoir un comportement déviant. Par conséquent, on considère que c'est au gouvernement de protéger les individus du groupe déviant². On note par ailleurs que la loi américaine est réactive par nature. L'État est chargé de protéger les citoyens. En revanche dans une situation de *moral panic*, comme ce fut le cas durant la guerre contre la drogue, le gouvernement a davantage de légitimité pour proposer des mesures punitives proactives plutôt que réactives³. La principale difficulté inhérente à la politique réactive est que les consommateurs de drogue sont plus souvent condamnés que les vendeurs de grande ampleur et les trafiquants, qui, pourtant constituent la source du problème⁴.

1.2. Initiatives à la frontière et à l'étranger : le cas de la Colombie

Pour répondre à l'épidémie de cocaïne et de crack sur le territoire américain, l'administration Reagan va alors adopter une politique étrangère plus stricte. En effet, le gouvernement considère que c'est en arrêtant le trafic à la source, c'est-à-dire dans les pays d'Amérique du sud, que l'on parviendra à arrêter la consommation de drogue. De ce fait, la

1 *Ibid.* p. 423.

2 *Ibid.* p. 426.

3 *Ibid.* p. 423.

4 Bertram et al. *Drug War Politics... op.cit.* p. 27.

marijuana, l'héroïne et la cocaïne ne peuvent être limités que par l'application d'une politique intérieure punitive¹. Par conséquent, le président Reagan déclare avoir un plan d'urgence pour limiter le trafic international et annonce qu'il va engager « *900 new agents and 200 federal prosecutors, establish special task forces in twelve major cities, and build new prisons at a cost of \$150 million*² ». Ainsi, en 1982, l'administration met en place la *South Florida Task Force*, qui consiste en la coordination de plusieurs forces engagées contre la drogue, parmi lesquelles on trouve la DEA (*Drug Enforcement Administration*) mais aussi d'autres unités spécialisées. En effet, la *Task Force* comprend « environ 270 policiers. Des hélicoptères Cobra, des avions radars Hawkeye, des vedettes rapides de la marine et des gardes-côtes, [et] des troupes spéciales de l'armée³ ». L'objectif de la *Task Force* est de mettre un terme au trafic de cocaïne qui gangrène le pays. Cependant, les cartels colombiens vont vite trouver d'autres alternatives pour continuer de faire passer la drogue aux États-Unis, notamment en déposant la drogue aux Bahamas et les Everglades⁴. Par ailleurs, il semble que la CIA aurait joué un rôle dans la diffusion de la cocaïne à Miami, notamment en fermant les yeux sur certains trafics, avec la complicité des Contras⁵ comme le souligne Jean-François Boyer :

De 1983 à 1985, des avions-cargos de Southern Air Transport, compagnie aérienne privée sous-traitante de la CIA, déchargent du matériel de guerre sur l'aéroport de Barranquilla et repartent vers les États-Unis avec de la cocaïne livrée par Jorge Luis Ochoa, le grand frère du clan de Medellín. Les narcos se chargent ensuite d'acheminer les armes à la Contra⁶.

Les initiatives antidrogue ne s'arrêtent pas là. En Colombie, Rodrigo Lara Bonilla, nommé ministre de la justice en 1982, est l'un des plus fervents opposants au trafic de drogue qui touche le pays. Il s'affiche également ouvertement en faveur de l'extradition. Le traité d'extradition fut d'ailleurs signé en 1979. Il s'agit principalement d'un accord diplomatique autorisant les États-Unis à faire une demande d'extradition et de juger sur le sol américain, des criminels étrangers dont les crimes ont un impact et/ou ont lieu sur leur territoire. Lors de

1 Chesebriuk. *Hard Target...* op.cit. p. 35.

2 James Mills. *The Underground Empire: Where Crime and Justice Embrace*. New York: Doubleday. 1986. p. 1120.

3 Boyer. *La guerre perdue contre la drogue*. op.cit. p. 48.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.* p. 55.

6 *Ibid.* p. 53.

sa ratification, le traité ne suscite d'abord pas de réaction¹. Or, en 1981 des narcotrafiquants, voyant la politique antidrogue devenir de plus en plus répressive, vont protester contre ce traité notamment avec la rédaction d'un Manifeste². La volonté de Lara Bonilla à mettre un terme au trafic de cocaïne est illustrée entre autres par une opération coordonnée par la police colombienne et la *DEA* en 1984, quelques semaines avant sa mort³. Cette opération permettra de saisir environ 14 tonnes de cocaïne au domicile d'un chef de cartel⁴. En parallèle, l'administration américaine crée le *National Narcotics Border Interdiction System (NNBIS)* en 1983, qui permet de coordonner les forces spéciales à tous les niveaux, qu'il s'agisse du niveau fédéral, étatique ou local⁵. Ainsi, en 1984 commence l'opération *Wagonwheel*. Cette opération va permettre d'augmenter la défense américaine à des endroits stratégiques, plus particulièrement dans les zones de transit et d'arrivée de la cocaïne, notamment à La Guajira⁶. Lorsque l'*Anti Drug Abuse Act* de 1986 est voté, cela va permettre d'augmenter les ressources financières allouées à la Garde Côtière des États-Unis (*USCG*) et ainsi de faire en sorte qu'elle s'occupe également des voies aériennes qui surplombent la mer, et non plus de se limiter aux voies maritimes⁷. Ainsi, l'*USCG* saisit environ 17 kilos de cocaïne en 1983 et 3,8 tonnes en 1986, ce qui montre bien le succès de cette opération⁸. Par ailleurs, le *National Drug Policy Board*, afin de coordonner toutes les actions, met en place d'autres stratégies. La plus connue est celle de 1987, la *National and International Drug Law Enforcement Strategy* qui consiste à instaurer différentes mesures telles que : « *international cooperation in eradication, education and prevention do discourage drug use among children, detoxification and treatments of addicts ; research to provide information to health care professionals ; and*

1 Jacobo Grajales. « Faire la 'guerre contre la drogue'. Relations asymétriques et adoption d'un régime répressif ». *Cultures & Conflits*. Vol. 101. Printemps 2016. p. 187. Voir également p. 195. Le traité d'extradition va constituer un véritable enjeu politique, plus particulièrement parce que face aux menaces redoutables des narcotrafiquants en Colombie (assassinats, attentats, corruption), la police colombienne n'a que peu d'influence sur le narcotrafic, contrairement aux États-Unis.

2 « Manifiesto: Los Extraditables ». *El Espectador*. 13 février 1983.

3 Rodrigo Lara Bonilla est assassiné le 30 avril 1984, assassinat commandité par Pablo Escobar, à l'époque chef du cartel de Medellín.

4 Grajales. « Faire la 'guerre contre la drogue'. Relations asymétriques et adoption d'un régime répressif ». *op.cit.* p.189.

5 John C. Trainor. « Coping with the Drug Runners at Sea ». *Naval War College Review*. Vol. 40, No 3. Été 1987. p. 81.

6 *Ibid.* p. 82.

7 *Ibid.* p. 84.

8 *Ibid.* p. 86.

*drug law enforcement*¹. Ainsi, ce renforcement de la loi va donner toute sa légitimité à une cohésion accrue entre les forces de polices maritimes et aériennes. Cependant, en Colombie comme dans les autres pays exportateurs de cocaïne d'Amérique du sud, la guerre américaine contre la drogue n'aura que peu d'effet sur le trafic. La majorité des paysans travaillent la feuille de coca, ce qui signifie que le trafic de cocaïne offre un salaire avantageux pour les plus démunis². En outre, le fait de faire pression sur les gouvernements étrangers et de durcir les contrôles à la douane n'a eu pour effet que d'augmenter le prix du crack. Par conséquent, le marché est devenu d'autant plus lucratif pour les cartels bien qu'il comporte de nombreux risques³.

1.3. La gestion des budgets

La guerre contre la drogue, qu'il s'agisse d'une question de politique intérieure que l'on analysera un peu plus loin, ou de la politique étrangère, a eu un coût considérable pour le gouvernement. En effet, l'élection de Ronald Reagan et sa volonté de mettre un terme au trafic de cocaïne a provoqué un bouleversement dans la répartition des budgets. En 1981, le budget réservé à la lutte antidrogue s'élevait à 1.5 milliards de dollars contre environ 6,7 milliards de dollars en 1989⁴. Par conséquent, les budgets alloués à la *DEA* et au *FBI* ont fortement augmenté, tandis que les budgets alloués au *National Institute on Drug Abuse (NIDA)* et à d'autres organismes spécialisés dans la lutte antidrogue ont baissé de manière drastique⁵. On assiste alors à un considérable échange des budgets en faveur de l'incarcération, de la lutte policière contre la drogue, au détriment de la recherche ainsi que de l'éducation⁶. On bascule ainsi dans une ère de répression punitive, privilégiant la punition plutôt que la prévention. Or, ce choix est considéré comme discutable dans la mesure où un comportement déviant a davantage de risques de se produire dans un milieu défavorisé, où la privation et la criminalité règnent⁷. Par exemple, dès le début de la présidence de Reagan, les

1 *Ibid.*

2 Bertram et al. *Drug War Politics... op.cit.* p. 14.

3 *Ibid.* p. 13.

4 Office of National Drug Control Policy. *National Drug Control Strategy: Executive Summary*. Washington D.C. Government Printing Office. 1995. p. 44.

5 Beckett. *Making Crime Pay... op.cit.* p. 52.

6 Howard Zinn et Frédéric Cotton. *Une Histoire populaire des États-Unis*. Marseille: Agone. 2002. p. 648

7 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice. op.cit.* p. 18.

budgets alloués à l'*Aid For Dependent Children* sont baissés. Il s'agit pourtant d'une aide particulièrement utilisée par les familles afro-américaines appartenant à l'*underclass*¹. De plus, l'administration Reagan a établi de nouveaux critères pour accorder l'*AFDC*, un revenu complémentaire de grande importance pour beaucoup de familles. Par exemple pour qu'une mère mineure puisse bénéficier de cette aide, elle doit nécessairement vivre au domicile de ses parents. Un autre critère consiste à ne plus considérer comme ayants droit les parents aptes à travailler, dont l'enfant le plus jeune est âgé de 16 ans ou plus². Or, dans le contexte du ghetto, une telle réforme a un effet considérable. En effet, la plupart des familles de l'*underclass* se trouvent dans une situation précaire, tant financièrement qu'en termes de qualifications. Beaucoup ne possèdent pas de compétences requises pour obtenir un emploi, ou bien ils font face à la discrimination. De plus, la culture du ghetto est omniprésente et ne facilite pas l'accès à un emploi. Le *Comprehensive Employment and Training Act (CETA)* et les programmes de *Public Service Employment* sont supprimés en 1981³. Là encore, les familles afro-américaines issues de l'*underclass* sont particulièrement touchées par ces réformes, puisque comme l'indique Maurice St. Pierre : « *These programs provided economically disadvantaged, unemployed persons, many of whom are Black, with state and local government-subsidized jobs designed to lead to unsubsidized jobs in the private sector*⁴ ».

La politique économique de Reagan, le « *Reaganomics* » repose en effet sur une politique de laissez-faire, et l'administration considère par ailleurs que les aides sociales encouragent en quelque sorte la marginalisation des Afro-Américains⁵. Ainsi, dans cette perspective de contrer la dépendance aux aides sociales, l'administration réduit les budgets alloués à la politique sociale mais, afin de lutter contre le trafic de drogue, augmente de manière considérable les budgets pour la défense. On note, pour ce dernier, une augmentation d'environ 107 % entre 1980 et 1989⁶. Pour les services d'aides sociales et de l'éducation, le

1 St. Pierre. « Reaganomics and its Implications for African-American Family Life ». *op.cit.* p. 330.

2 *Ibid.* p. 332.

3 *Ibid.* p. 335.

4 *Ibid.*

5 Otis B. Grant. « President Ronald Reagan and the African American Community: Harmful Stereotyping and Games of Choice in Market-Oriented Policy Reform ». *Thomas M. Cooley Law Review*. Vol. 25. Issue 1. Janvier 2008. p. 67.

6 Office of Management and Budget. « Table 5.6. Budget Authority for Discretionary Programs. 1976 – 2024 ». *Historical Tables*. Disponible sur <whitehouse.gov/omb/historical-tables/> Consulté le 1 mai 2019. Le budget alloué à la Défense était de 144 502 millions de dollars en 1980, contre 300 067 millions en 1989.

budget baisse d'environ 20 % entre 1980 et 1989¹. Enfin, en ce qui concerne les soutiens aux revenus modestes qui comprennent les aides au logement, le budget subit, durant la présidence de Reagan, une forte baisse d'environ 43 %². Ainsi, on peut conclure que l'administration a fortement mis l'accent sur la sécurité et sur les budgets alloués à la défense, ce qui a permis le durcissement de la guerre contre la drogue. En revanche, afin de trouver un équilibre, des économies ont été réalisées sur les aides sociales, mais aussi sur l'éducation. Le *Reaganomics* a donc eu un impact considérable sur l'*underclass* afro-américaine, puisque beaucoup de familles étaient dépendantes de ces aides. Puis, en estimant que le crack, principale cible de la politique antidrogue, constitue à la fois un revenu important dans l'économie illégale, mais aussi une drogue particulièrement populaire au sein de la communauté, on peut considérer que le bouleversement des budgets a eu une forte incidence sur les habitants des ghettos noirs.

2. Application de cette politique

2.1. La militarisation de la guerre contre la drogue

Dans une perspective de lutte contre la présence du crack et de la cocaïne aux États-Unis, l'administration Ronald Reagan a donc renforcé la surveillance aux frontières et augmenté le budget pour la défense. Or, comme on a pu le voir, la *South Florida Task Force*, dans le but d'empêcher les transits de drogue, travaille en coopération avec l'armée. Reagan est alors le premier président à faire intervenir l'armée dans la lutte antidrogue³. En effet, la coopération de l'armée avec la police reste rare, bien qu'elle eut lieu dans certaines situations, notamment lors des émeutes à Détroit dans les années 1960. Pour justifier une telle intervention de l'armée, le *Posse Comitatus Act* de 1878 est modifié en 1981. Cette loi stipulait que l'armée ne pouvait pas être utilisée par le gouvernement fédéral dans le but de faire appliquer une loi correspondant aux affaires intérieures. Mais la modification qui porte le nom de *Authorization of Military Cooperation with Civilian Law Enforcement Officials*, donne l'autorisation à l'armée de coopérer dans les affaires intérieures, et plus

1 *Ibid.* Le budget accordé aux aides sociales et à l'éducation passe de 12 632 millions de dollars en 1980 à 10 088 millions en 1989.

2 *Ibid.* Le budget réservé à l'aide au logement et aux revenus modestes (*security income*) passe de 33 344 millions de dollars en 1980 à 19.115 millions en 1989.

3 Boggs. *Power, and Politics... op.cit.* p. 48.

particulièrement d'apporter un renfort quant à la politique antidrogue¹. Par exemple, l'armée offre aux unités spéciales antidrogue un certain nombre de possibilités en termes d'équipements ou leur permet même d'utiliser leurs bases d'entraînement². Toutes les lois ne sont cependant pas visées par cette réforme. Toutefois, il est bien précisé que la lutte contre la drogue constitue un enjeu important et prioritaire en ce qui concerne la coordination des forces de police et de l'armée, puisqu'il est indiqué que le *Controlled Substances Act* et le *Controlled Substances Import and Export Act* font partie des lois concernées par l'aide de l'armée. Ainsi, l'administration instaure un nouveau fonctionnement de la lutte contre la drogue. Il ne s'agit plus seulement d'une politique réactive, selon laquelle les policiers interviennent sur le moment, mais d'une politique proactive, qui concerne les enquêtes en amont à l'aide de machines militaires spécialisées.

La lutte contre la drogue devient alors l'objet d'une politique punitive, puisque de grands moyens sont mis en œuvre afin de punir les consommateurs et trafiquants de drogue. La militarisation de la lutte antidrogue ne se limite pas à la coopération avec le corps de l'armée. En effet, le gouvernement fédéral a aussi fourni des équipements militaires aux forces de l'ordre, et augmenté la présence du *SWAT (Special Weapons And Tactics)* sur le territoire américain. En effet, le nombre d'unités du *SWAT* passe en 1980 d'une présence dans 20 % des petites villes de 25 000 habitants à 80 % à la fin des années 1990³. Le fait que le *SWAT* se montre de plus en plus présent à partir de l'initiative de la guerre contre la drogue montre qu'il y a bel et bien une militarisation de la police mise en place. Il s'agit en effet d'une unité lourdement armée, autrefois spécialisée dans les situations à haut risque, telles que les prises d'otages ou les émeutes. Leur présence accrue durant la guerre contre la drogue marque ainsi la volonté de procéder à une répression hautement punitive, notamment avec des

-
- 1 U.S. 97th Congress. « Authorization of Military Cooperation with Civilian Law Enforcement Officials ». *Public Law 97-86*. Washington D.C. Government Printing Office. 1^{er} décembre 1981. Sect. 371. 95 STAT. 1115. « Use of information collected during military operations » : « The Secretary of Defense may, in accordance with other applicable law, provide to Federal, State, or local civilian law enforcement officials any information collected during the normal course of military operations that may be relevant to a violation of any Federal or State law within the jurisdiction of such officials ».
 - 2 *Ibid.* Sect. 372. 95. STAT. 1115. « Use of military equipment and facilities » : « The Secretary of Defense may, in accordance with other applicable law, make available any equipment, base facility, or research facility of the Army, Navy, Air Force, or Marine Corps to any Federal, State, or local civilian law enforcement official for law enforcement purposes ».
 - 3 Peter Kraska. « Militarization and Policing – Its relevance to 21st Century Police ». *Policing*. Vol 1. No. 4. 1^{er} janvier 2007. p. 6.

raids pour intervenir au sein des maisons dans lesquelles le crack est fabriqué. Ce durcissement de la lutte antidrogue s'illustre également par le fait que la *DEA* va réaliser des saisies spectaculaires. Par exemple, si en 1984, elle saisit 11 742 kilos de cocaïne, en 1988 ce sont pas moins de 56 980 kilos qui sont saisis, ce qui constitue une hausse considérable de 385,3 %. En revanche, une baisse est à constater en ce qui concerne les saisies de marijuana, pourtant davantage consommée que la cocaïne, puisque la *DEA* saisit 1 400 tonnes en 1984 et 537 tonnes en 1988, autrement dit une baisse de 61,6 %, bien que les saisies restent très importantes¹. Les statistiques montrent ainsi que la cocaïne devient un enjeu majeur dans la lutte antidrogue, et que bien que les autres drogues ne sont pas oubliées par la *DEA*, elle est à présent au coeur de la lutte antidrogue. Cependant, cette militarisation de la police va poser des difficultés majeures dans certains quartiers, particulièrement touchés par cette répression. Cela provoque une hostilité de plus en plus présente :

So hostility of the police toward the residents of target communities is reciprocated by hostility of the community toward the police. This becomes a vicious cycle with no clear beginning of who started the violence and no end possible without clear and pronounced policy alternation².

En effet, alors que le trafic de drogue constitue une économie parallèle dans les quartiers pauvres, et que certains trafiquants jouent les bons samaritains, une forme d'hostilité envers la police s'installe. De plus, la militarisation des forces de l'ordre est accompagnée parfois de violences lors des arrestations, ce qui provoque un ressentiment important de la part des habitants du quartier.

2.2. Le *Comprehensive Crime Control Act* de 1984

Alors que la guerre contre la drogue fait rage aux frontières américaines, et que la présence policière ne cesse d'augmenter, l'administration entreprend de durcir les peines de prison contre les individus qui détiennent ou vendent de la drogue, afin de mettre un terme à cette épidémie de crack. Ainsi, avec le *Comprehensive Crime Control Act* de 1984³, une politique punitive prend forme, notamment parce qu'il est désormais possible de placer un

- 1 U.S. Census Bureau. « Drug Removals, Laboratory Seizures, and Persons Indicted, By DEA: 1984 to 1988 ». *Statistical Abstract of the United-States: 1990*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1990.
- 2 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. *op.cit.* p. 7.
- 3 U.S. 98th Congress. « Comprehensive Crime Control Act of 1984 ». *Public Law 98-473*. Washington D.C. Government Printing Office. 98 STAT. 1837.12 octobre 1984.

individu en détention provisoire, même si la caution peut être payée¹. La détention provisoire se fait selon la « dangerosité » de l'individu interpellé, et comme le note Katherine Beckett, les crimes liés à la drogue en font partie :

Bail procedures were altered to allow for the preventative detention of offenders classified as « dangerous », the sanction of criminal forfeiture was imposed for all felony drug offenses, and prison sentences and fines for the sale or distribution of controlled substances were increased².

Par conséquent, il est demandé au juge de prendre en compte le passé de l'individu, notamment en ce qui concerne sa consommation de drogue ou d'alcool³, ce qui constitue davantage de risques pour l'individu d'être incarcéré en attendant son procès. Ainsi, cette réforme tend à appliquer une « tolérance zéro » envers les individus, même si cette consommation d'alcool ou de drogue n'est plus d'actualité lors de la mise en détention provisoire. De plus, le *Comprehensive Crime Control Act* contient également une partie sur la réforme des peines, et il est stipulé qu'indépendamment du crime commis, si l'individu s'avère être coupable d'un crime en rapport avec la drogue, il est possible qu'une peine soit additionnée à la première, ou qu'il subisse une confiscation de certains biens.⁴ Enfin, dans la partie réservée aux crimes liés à la drogue, la plupart des peines et des cautions sont augmentées. Par ailleurs, si la vente de drogue s'effectue auprès d'une école, la sentence est également allongée⁵. Cette réforme judiciaire pose les premières pierres de la guerre contre la drogue, en visant tout particulièrement les crimes liés à la drogue, qu'il s'agisse de la vente ou de la consommation. C'est en instaurant une politique punitive que l'administration souhaite mettre un terme à la présence de la drogue sur le sol américain. Or, là encore, l'approche réhabilitative est mise de côté au profit d'une vision plus répressive, qui consiste principalement à incarcérer un plus grand nombre d'individus. Cependant, l'administration

1 *Ibid.* 98 STAT. 1977. « Bail Reform Act of 1984 »

2 Beckett. *Making Crime Pay...* *op.cit.* p. 92. à propos du *Comprehensive Crime Control Act*, adopté en 1984.

3 U.S. 98th Congress. « Comprehensive Crime Control Act of 1984 ». *op.cit.* Sect. 3142. 98. STAT. 1980. « Release or detention of a defendant pending trial ». « (g) Factors to be considered [...] (1) the nature and circumstances of the offense charged, including whether the offense is a crime of violence or involves a narcotic drug. [...] (3) the history and characteristics of the person, including – (A) his character, physical and mental condition, family [...] history relating to drug or alcohol abuse ».

4 *Ibid.* Voir 98 STAT. 1987. « Sentencing Reform ».

5 *Ibid.* Voir 98 STAT. 2069. « Controlled Substances Penalties Amendments Act of 1984 ».

Reagan va aller plus loin dans cette répression lorsque le crack va être particulièrement visé, contrairement à la marijuana et à d'autres drogues.

2.3. *Les Anti Drug Abuse Acts de 1986 et 1988*

Après la mort de Len Bias et Don Rogers, l'opinion publique est inquiète, plus particulièrement en ce qui concerne la cocaïne et le crack. Ainsi, en réponse à cette *moral panic*, le Congrès publie l'*Anti Drug Abuse Act* en 1986¹. Cette loi fait débat puisque la cocaïne est traitée avec davantage d'indulgence que le crack, car la même peine est appliquée avec une forte différence en termes de quantité. Le fait que le crack est supposément plus addictif que le crack justifierait cette disparité. Cependant, il convient de rappeler que le crack est davantage prisé par les consommateurs des communautés afro-américaine et portoricaine du fait de son faible coût comparé à la cocaïne. Cette différence de traitement entre le crack et la cocaïne soulève de nombreuses questions puisque, comme le souligne Michelle Alexander : « *Although a vast majority of illegal drug users and dealers in the United States is white, nearly three-fourths of those imprisoned for drug offenses are black and latino*² ». De plus, si le crack et la cocaïne paraissent fortement addictifs, ils semblent en réalité beaucoup moins addictifs que la marijuana. Par exemple en 1982, 28 % des jeunes âgés de 18 à 25ans déclarent avoir déjà consommé de la cocaïne contre 64 % pour la marijuana, cette dernière étant beaucoup plus populaire. En ce qui concerne les consommateurs réguliers en 1982, environ 7 % des jeunes âgés de 18 à 25ans déclarent consommer régulièrement de la cocaïne contre 27 % pour la marijuana, ce qui constitue une plus grande part que pour la cocaïne. Par ailleurs, avant même que l'*Anti Drug Abuse Act* ne vise officiellement le crack, le taux de consommation avait commencé à baisser entre 1982 et 1985³. Enfin, en 1988, le Congrès

- 1 U.S. 99th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1986 ». *op.cit.* 100 STAT. 3207-3. « Controlled Substances Act Penalties ». « In the case of a violation of subsection (a) of this section involving (ii) 500 grams or more of a mixture or substance containing a detectable amount of (I) coca leaves, except coca leaves and extracts of coca leaves from which cocaine (...), have been removed. (iii) 5 grams or more of a mixture or substance described in clause (ii) which contains cocaine base. (...) Such person shall be sentenced to a term of imprisonment which may not be less than 5 years and not more than 40 years ».
- 2 Michele Alexander. *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*. New York: The New Press. 2012. p. 98.
- 3 Voir annexe 1. Tirée de U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1990, and by Region, 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992: Le crack et la cocaïne sont tous les deux enregistrés sous le nom de « cocaïne ». Par conséquent, les statistiques publiées ne permettent que de faire une comparaison entre la cocaïne qui englobe également le crack et d'autres drogues telles que la marijuana par exemple.

publie l'*Anti Drug Abuse Act* de 1988 qui impose que le crack soit la seule drogue pour laquelle une peine minimale est obligatoire dès qu'un individu est arrêté en possession de cette substance, ou qu'il est surpris à la consommer. Cependant, la différence principale réside dans le fait que la peine minimale est obligatoire même s'il ne s'agit que de la première condamnation pour ce type de délit¹. La drogue est alors la cible principale de cette décennie. Ainsi, alors qu'en 1980, 102 714 personnes sont arrêtées pour la vente de drogue (toutes drogues comprises), ce chiffre augmente de 180 % en 1988 lorsque le nombre de personnes atteint 287 858. En ce qui concerne la possession de drogue, 368 451 personnes sont arrêtées en 1980, contre 762 718 personnes en 1988, ce qui équivaut à une hausse de 107 % des arrestations². La guerre contre la drogue n'est pas sans conséquence, notamment en ce qui concerne le nombre d'individus incarcérés. En effet, la présidence de Reagan est souvent considérée comme la période durant laquelle l'incarcération de masse a commencé.

2.4. Le concept de *mass incarceration*

Ainsi, pendant la présidence de Reagan les budgets alloués aux aides sociales ont baissé et la guerre contre la drogue est de plus en plus répressive, plus particulièrement en ce qui concerne le crack. Or, on constate que ce n'est pourtant pas la drogue la plus populaire parmi les Américains, ni la drogue la plus addictive puisque la marijuana est consommée avec davantage de régularité. Cependant en ciblant principalement le crack, la guerre antidrogue a principalement touché la population afro-américaine. Par exemple, on note qu'en 1986, une peine fédérale est 11 % plus élevée pour les Noirs que pour les Américains blancs, tandis qu'en 1990, elle est 49 % plus élevée, ce qui constitue une différence considérable³. On note également qu'il y a une forte hausse des arrestations concernant la fabrication et la vente de cocaïne et d'héroïne, tandis que celles qui touchent la marijuana sont sensiblement en baisse en 1988. On constate alors qu'à partir de 1985, la cocaïne est au coeur du débat, ce qui aboutit

- 1 U.S. 100th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1988 ». *op.cit.* 102 STAT. 4370. « Increased Penalties for Certain Serious Crack Possession Offenses », « Section 404(a) of the Controlled Substances Act (21 U.S.C. 844(a)) is amended by inserting after the second sentence the following new sentence: "Notwithstanding the preceding sentence, a person convicted under this subsection for the possession of a mixture or substance which contains cocaine base shall be fined under title 18, United States Code, or imprisoned not less than 5 years and not more than 20 years" ».
- 2 Bureau of Justice Statistics. *Drugs and Crime Facts, 1989*. Washington D.C. U.S. Department of Justice. Office of Justice Programs. 1^{er} janvier 1990. p.8.
- 3 Benavie. *Drugs America's Holy War. op.cit.* p. 68.

à un grand nombre d'arrestations. Le fait d'être en possession de drogue constitue également un délit, ce qui explique un taux d'arrestations particulièrement élevé, plus encore que pour la fabrication ou la vente de drogue. On souligne que la cocaïne et l'héroïne sont particulièrement visées par les lois fédérales contrairement à la marijuana, pourtant bien plus consommée¹. Pour Loïc Wacquant, la politique antidrogue est davantage ciblée sur « la seule criminalité de rue des classes populaires (*crime in the streets*), par opposition à la criminalité des classes possédantes (*crime in the suits*), pourtant considérablement plus coûteuse² ». De ce fait, une forme de disparité raciale apparaît dans l'incarcération de masse, dans la mesure où les Afro-Américains issus de classes populaires sont considérablement touchés. L'incarcération de masse est considérée comme étant une partie inhérente au complexe industriel carcéral, puisque cela engendre un grand nombre de personnes incarcérées au profit des entreprises :

The political will to normalize criminal sanctions in the United States by bringing incarceration rates back into line with appropriate violent behavior, appears to be non-existent because the War on Drugs has become an entrenched piece of the criminal fabric in the United States, and the prison-industrial complex relies upon an ever-increasing stream of "criminals" to maximize profit flow³.

Par conséquent, la construction d'une inquiétude nationale vis-à-vis de la drogue rend légitime l'incarcération de masse, et ainsi facilite l'expansion du complexe industriel carcéral. Or, l'incarcération de masse soulève également la question de la disparité raciale. Ainsi, le rapport effectué par la *National Criminal Justice Commission* en 1996 souligne qu'entre 1980 et 1994, le nombre de personnes incarcérées augmente de 300 % puisqu'il passe de 500 000 en 1980 à 1,5 millions de personnes en 1994⁴. Cette hausse du nombre d'incarcérés est sans aucun doute liée à la guerre contre la drogue puisque les personnes incarcérées dans des prisons locales et prison d'État pour des crimes non-violents liés à la drogue représentent 6 % de la population carcérale en 1979, et cette proportion augmente en affichant un taux de 30 %

-
- 1 Voir annexes 2 et 3. Tirées de: U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations ». *Statistical Abstract of the United States: 1991, 1992, 1995*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1991, 1992, 1995.
 - 2 Loïc Wacquant. *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*. Marseille: Agone. 2004. p. 168.
 - 3 Cummings. « 'All Eyez on Me' ... ». *op.cit.* p. 422.
 - 4 Steven R. Donziger et al. *The Real War on Crime: The Report of the National Criminal Justice Commission*. National Center on Institutions and Alternatives. National Criminal Justice Commission. New York: Harper Perennial. 1996. p. 25.

en 1994. De même, parmi les personnes incarcérées dans une prison fédérale, alors que 21 % des détenus sont condamnés pour des crimes non-violents liés à la drogue en 1979, ce taux augmente en 1994 et passe à 60 %¹. Or, Arthur Benavie rappelle que la plupart des consommateurs de crack blancs sont envoyés dans les cours de justice d'État, tandis que les consommateurs afro-américains sont envoyés dans les cours de justice fédérales, et font l'objet de peines bien plus sévères². Ces décisions remettent en question le VIII^e Amendement de la Constitution, qui statue sur l'interdiction de peines cruelles et inhabituelles. Pourtant, des peines très sévères ont été imposées à des consommateurs de crack n'ayant pas fait preuve de violence³. En effet, entre 1986 et 1991, les hommes afro-américains sont massivement arrêtés pour possession ou vente de drogue et le ratio augmente alors de 465 %⁴. Par ailleurs, entre 1985 et 1987, 99 % des trafiquants de drogue arrêtés sont afro-américains⁵. En 1992, on estime que 51 % de la population carcérale est afro-américaine⁶, alors que cette dernière ne représente que 12 % de la population américaine⁷, ce qui constitue un écart considérable. Cette incarcération massive n'est pas sans conséquence. Les prisons locales, réservées pour les peines courtes ou pour les mises en détention provisoire, deviennent rapidement surpeuplées. Par exemple, en 1983, il y a 223 551 détenus pour une capacité de 261 556 places. Or, en 1988, il y a 343 569 détenus pour 339 633 places⁸. Non seulement le nombre de personnes incarcérées est en hausse, mais la proportion de la population noire y augmente également de manière considérable⁹.

Ainsi, la guerre contre la drogue durant la présidence de Ronald Reagan a soulevé de nombreuses questions, plus particulièrement en ce qui concerne le nombre d'Afro-Américains concernés par cette incarcération de masse. Cependant, cette dernière n'a pourtant pas mis un

1 *Ibid.*

2 Benavie. *Drugs America's Holy War. op.cit.* p. 89.

3 *Ibid.* p. 63.

4 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice. op.cit.* p. 170.

5 *Ibid.*

6 Donziger et al. *The Real War on Crime... op.cit.* p. 15.

7 U.S. Census Bureau. « Resident Population by Race, 1980 to 1995, and Projection, 1996 to 2050 ». *Statistical Abstract of the United States: 1996*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1996.

8 Bureau of Justice Statistics. *Correctional Populations in the United States: 1990*. Washington D.C. U.S. Department of Justice. Office of Justice Programs. Juillet 1992. Voir « Table 2.5. « Jail Capacity and Occupancy, selected years, 1978 – 1990 » ».

9 Voir annexe 4. Tirée de: U.S. Census Bureau. « Jail Inmates, by Race and Detention Status: 1978 to 1990, and by Region 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: Government Printing Office. 1992.

terme à la présence de la drogue sur le sol américain. En effet, la forte répression a augmenté l'importance du marché noir et de la criminalité liée à ce marché : « *As the crusade forces certain kinds of drug trade underground, the inevitable black market nourishes a thriving criminal subculture of gangs, cartels, and small time traffickers immersed in a life of corruption, outlawry and violence*¹ ». En outre, la guerre contre la drogue a également fait débat en termes de constitutionnalité. Ainsi, alors que le IV^e Amendement stipule l'interdiction de mener des investigations et des perquisitions de manière arbitraire, on sait que de nombreux contrôles de véhicules, ainsi que des perquisitions menées sur la déclaration d'un simple informateur ont eu lieu². De même, le V^e Amendement indique qu'aucun individu ne doit être privé de biens sans qu'il n'y ait de procès, mais ce fut le cas pour certains individus reconnus innocents par la suite, qui ne purent jamais reprendre possession de leurs biens confisqués³. Enfin, le VI^e Amendement exige la possibilité pour un accusé d'être représenté par un avocat, mais beaucoup n'avaient pas les moyens de s'offrir les services de la défense, et par conséquent ne bénéficiaient pas de ce droit constitutionnel⁴. Toutes ces décisions ont eu pour effet de faire naître un fort ressentiment de la part des minorités envers les forces de l'ordre, qui représentent alors les lois⁵. Ainsi, l'ensemble de la politique antidrogue de Reagan se distingue par sa tolérance zéro. Basée principalement sur un modèle punitif et proactif, il s'agit de mettre un terme à la présence du crack. Cela passe notamment par des contrôles réguliers, et une pression quasi-permanente exercée par les forces de l'ordre⁶. L'application cette politique a eu un impact considérable sur l'*underclass* afro-américaine, mais la déviance sociale n'en a pas été davantage contrôlée, car si le crack est sous les feux des projecteurs durant les années 1980 et 1990, il est rapidement remplacé par d'autres drogues⁷, ce qui semble mener à une lutte sans fin.

1 Boggs. *Drugs, Power, and Politics...* *op.cit.* p.44.

2 Benavie. *Drugs America's Holy War.* *op.cit.* p. 57.

3 *Ibid.* p. 58.

4 *Ibid.* p. 61.

5 Baggins. *Drug Hate and the Corruption of American Justice.* *op.cit.* p. 7.

6 Hawdon. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic... ». *op.cit.* p. 432.

7 U.S. Census Bureau. « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1999 and 2000 ». *Statistical Abstract of the United States: 2002.* Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 2002.

Partie 3. Étude de cas : la ville de New York

La présidence de Reagan, qui s'étend de janvier 1981 à janvier 1989 représente un moment charnière pour la politique sociale américaine. En effet, l'administration a mis en place des réformes pour l'éligibilité à l'aide sociale afin de procéder à des économies sur le budget de la politique sociale en faveur des budgets liés à la Défense. Or, dans certains quartiers, ces réformes vont avoir un impact dramatique. L'administration Reagan se démarque également par la guerre contre la drogue, plus particulièrement contre le crack, ce qui va aboutir à des réformes judiciaires telles que les *Anti Drug Abuse Acts* de 1986 et 1988. Bien qu'il s'agisse de lois fédérales, la lutte contre la déviance sociale va impacter les États-Unis jusque dans les villes. L'exemple de New York va alors être étudié. Il s'agit d'une ville qui compte 7 035 348 habitants en 1980¹. On trouve cinq arrondissements (*boroughs*) : l'île de Manhattan, Brooklyn, le Queens, le Bronx et Staten Island. Ces derniers sont eux-mêmes divisés en *community boards*, c'est-à-dire en quartiers. Le Bronx et Manhattan sont divisés en 12 quartiers, Brooklyn, en 18 quartiers. Le Queens compte 14 quartiers et Staten Island se compose de 3 quartiers. Parmi eux, on en retiendra principalement six, dont la structure sociale sera examinée: East New York et Brownsville à Brooklyn, Hunts Point et Morrisania dans le Bronx, et enfin East Harlem et Central Harlem à Manhattan. D'autres quartiers seront également mentionnés, comme Bedford-Stuyvesant à Brooklyn, ou encore Fordham dans le Nord-Est du Bronx. Pendant les années 1980, plus particulièrement à partir de 1985, ces quartiers vont voir apparaître le crack dans un environnement de délinquance, mais aussi une hausse de la présence des gangs, accompagnée d'une hausse des crimes tels que les meurtres, les trafics, ou encore les guerres de territoires. Pour mettre un terme à cette délinquance et à la présence du crack dans certains ghettos, la police de New York va alors mener des opérations antidrogue de grande ampleur, lesquelles ne seront parfois pas sans conséquence sur la population locale. Enfin, il convient de s'intéresser à l'efficacité de ces interventions, en termes de sécurité mais aussi sur la manière dont elles ont endigué la déviance sociale.

1 « Uniform Crime Reports and Index of Crime in New York in the State of New York enforced by New York City from 1985 to 2005 ». *Disaster Center*. Disponible sur <disastercenter.com/newyork/crime/9004.htm>. Consulté le 10 mai 2019.

Chapitre 1. L'épidémie de crack à New York : une véritable plaie pour les habitants

La ville de New York est connue pour être l'une des plus grandes villes des États-Unis, ainsi que pour abriter des ghettos aujourd'hui célèbres, à Brooklyn, Harlem, ou encore le Bronx. Durant les années 1980, le crack prend une place considérable dans les milieux défavorisés, apportant avec lui une hausse de la violence, qu'il s'agisse de règlements de compte, de crimes crapuleux ou d'agressions suivies de vols. Pour mettre un terme à la présence d'une telle déviance sociale, de nombreuses initiatives sont mises en places, introduites par la police ou par les habitants, lassés de vivre dans un environnement hostile.

1. La situation sociale dans les ghettos de New York au début des années 1980

1.1. Les ghettos de New York

En 1980, certains quartiers de New York sont particulièrement touchés par la pauvreté. Pendant la « Grande Migration » au début du XX^e siècle, de nombreux Afro-Américains ont quitté le Sud des États-Unis pour fuir l'influence des lois de *Jim Crow* et bénéficier de nouvelles opportunités sur le marché du travail. Ainsi, à New York, la plupart d'entre eux s'installent dans le quartier d'Harlem. Cependant dès 1929 la Grande Dépression s'installe, ce qui va rendre les conditions de vie des Afro-Américains de plus en plus difficiles. On considère en effet qu'en 1932 : « *half of New York's manufacturing plants were shuttered, and one in every three New Yorkers was out of jobs*¹ ». Le phénomène est tel que les emplois traditionnellement réservés aux Noirs sont occupés par tous les groupes ethniques, ainsi que par les Blancs². Le taux de chômage est très élevé, empêchant alors toute mobilité possible, plus particulièrement en ce qui concerne les plus pauvres, mais aussi ceux qui manquent de compétences professionnelles. Par conséquent, la crise économique conduit à la formation de quartiers hébergeant presque exclusivement des milliers de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Par ailleurs, on note que la population afro-américaine est très inégalement

1 Barbara Thau. « Great Depression Echo ». *The Real Deal. New York Real Estate News*. 31 mars 2009. C'est le *Lower East Side Tenement Museum* qui donne ces chiffres.

2 Silberman. *Crisis in Black and White. op.cit.* p. 28.

installée dans la ville de New York. Cette grande disparité semble être liée au phénomène de ségrégation résidentielle. En effet, alors que des programmes sont mis en place dans les années 1930 pour rénover certains quartiers, les subventions sont accordées selon un classement spécifique qui exclut les quartiers noirs, ceux-ci étant classés derniers¹. Dans cette même perspective, la ségrégation résidentielle va se caractériser par le fait que les investisseurs sont découragés à construire près des quartiers noirs et que la population blanche n'accepte pas de voir des familles noires habiter dans les mêmes quartiers². Ainsi, on assiste à l'émergence de véritables quartiers noirs et en 1940, la population noire de Central Harlem ne représente pas moins de 98 % de la population, puisqu'elle compte environ 115 993 individus sur une totalité de 118 248 habitants. En revanche, toujours en 1940, on note que East Harlem compte 25 345 Noirs ce qui représente un taux d'environ 17 % de la population totale. À Brownsville, un des quartiers de Brooklyn, la population noire représente près de 6 %, et enfin Morrisania l'un des quartiers du Bronx, ne compte que 13 702 Noirs soit 5 % de la population³. Ainsi, on constate qu'à New York, les Afro-Américains sont principalement situés à Harlem, mais cette situation ne dure pas. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, l'industrie automobile est en plein essor, ce qui va créer un nouveau flux migratoire durant lequel de nombreux Afro-Américains quittent le Sud des États-Unis pour s'installer au Nord. De plus, durant les années 1960 de nouvelles communautés, notamment venues des Caraïbes rejoignent également New York, ce qui agrandira considérablement la communauté noire à la fin des années 1970⁴. Si la plupart des immigrants européens ne restent que temporairement dans ces quartiers surpeuplés, ce n'est pas le cas de la communauté noire, qui reste principalement retenue dans le ghetto du fait de la ségrégation résidentielle et du manque de mobilité inhérent à l'*underclass*.

1 Massey et Denton. *American Apartheid... op.cit.* p. 33.

2 *Ibid.* p. 74.

3 « Welcome to 1940s New York ». *1940s New York*. Disponible sur <1940snewyork.com>. Consulté le 9 mai 2019.

4 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement: Tactical Narcotic Teams in New York ». *An Evaluation of TNT*. New York: Vera Institute of Justice. Rapport. Septembre 1992. pp. 19-20.

1.2. La désertification de certains quartiers

Durant la présidence de Lyndon B. Johnson, une guerre contre la pauvreté est lancée. Des mesures sont en effet mises en place, plus particulièrement en ce qui concerne les ghettos, afin de mettre un terme à la ségrégation résidentielle, mais aussi en réponse aux mouvements sociaux de ces dernières années. Parmi ces mesures, on trouve le *Housing and Urban Development Act*, ratifié en 1965, qui permet de créer une coopération (un « *Cabinet-level* ») dans le but de coordonner l'ensemble des programmes sur le territoire américain. Grâce à cette réforme, l'objectif est de soutenir financièrement certains individus à trouver un logement. Les critères pour obtenir cette aide favorisent notamment les personnes en situation d'handicap, les personnes âgées, ou encore les familles dont le revenu est particulièrement bas¹. De même, afin de tenter de mettre un terme à la ségrégation résidentielle, le *Fair Housing Act* est signé en 1968. Il s'agit notamment d'interdire aux propriétaires de refuser de louer leur propriété à des familles afro-américaines, bien que les agents immobiliers continuent de décourager les familles noires d'intégrer des quartiers majoritairement blancs². Quelques années plus tard, c'est au tour du *Housing and Community Development Act*³ d'être signé en 1974 pendant la présidence de Richard Nixon. Cette loi insiste sur la nécessité d'une action commune entre le gouvernement fédéral, l'État et la ville, afin de permettre de développer certains quartiers dans une perspective d'amélioration de la communauté urbaine. La loi crée donc le programme *Community Development Block Grant* qui distribue, entre autres, des subventions tout en tenant compte des problématiques à améliorer selon des critères divers, comme par exemple le taux de chômage ou encore l'état des infrastructures⁴. Suite à toutes ces mesures, pendant les années 1970 à 1980 de nombreuses familles, principalement celles qui ont suffisamment de revenus et/ou d'aides sociales quittent les lieux, laissant ainsi les familles les plus démunies dans les quartiers les plus pauvres. Ainsi, cela constitue à la fois un isolement géographique et économique pour les familles de l'*underclass*.

1 U.S. 89th Congress. « Housing and Urban Development Act of 1965 ». *Public Law 89-117*. Washington D.C. Government Printing Office. 19. STAT. 10 août 1965.

2 U.S. 90th Congress. « The Fair Housing Act ». *op.cit.*

3 U.S. 93rd Congress. « Housing and Community Development Act of 1974 ». *Public Law 93-383*. Washington DC. Government Printing Office. 88. STAT. 22 août 1974.

4 « Community Development Block Grant Program, CDBG ». HUD.gov. Washington D.C. : U.S. Department of Housing and Urban Development. Disponible sur <hud.gov/program_offices/comm_planning/communitydevelopment/programs>. Consulté le 10 mai 2019.

On note en effet qu'à l'exception d'East New York, un quartier de Brooklyn, dont la population n'a baissé que de 9 % entre 1970 et 1980, chacun des ghettos new-yorkais a connu une très forte baisse de la population durant cette décennie. Dans le Bronx, c'est Hunts Point qui sera le plus touché avec une population qui passe de 99 493 habitants en 1970, à 34 399 en 1980, soit une baisse de 65 %. C'est le quartier qui compte la désertification la plus considérable, tandis que Brownsville, à Brooklyn perd environ 39 % de sa population et Central Harlem 33 %¹. Cependant, bien que la population baisse de façon importante dans certains ghettos, cette même population va se trouver singulièrement marginalisée, tant au niveau spatial qu'au niveau économique ce qui va aboutir à un renforcement de l'*underclass* déjà bien présente dans ces quartiers.

1.3. La situation économique

Pendant les années 1970, New York connaît une nouvelle crise économique, ce qui va alors avoir un impact sur de nombreuses familles. Ainsi, au début des années 1980, un New-Yorkais sur cinq est touché par la pauvreté, ce qui représente une proportion élevée². En effet, alors qu'en 1969, le nombre de New-Yorkais ayant un revenu sous le seuil de la pauvreté se compte à 15 %, ce taux s'élève à 20 % en 1979. Toutefois, tous les quartiers ne sont pas concernés par la paupérisation. Parmi les quartiers les plus touchés par ce phénomène en 1980, on trouve le Bronx qui compte environ 28 % de sa population sous le seuil de pauvreté. Ce sont principalement les quartiers de Hunts Point et de Morrisania qui sont les plus touchés avec chacun près de 47 % de leurs habitants en situation de précarité³. Cela représente presque la moitié des familles du quartier. Par ailleurs, en 1980, le salaire moyen des habitants est respectivement de 6 400 dollars et 6 500 dollars, ce qui représente une différence considérable avec le salaire moyen calculé pour l'État de New York estimé en 1979 à 28 000 dollars⁴. En ce qui concerne l'arrondissement de Brooklyn, le taux d'habitants sous le seuil de pauvreté s'élève à 24 %, soit près d'un habitant sur cinq. Les quartiers d'East New York et de Brownsville comptent respectivement 46 % et 44 % de résidents en situation de précarité.

1 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* p. 2.

2 Levitan et Wieler. « Poverty in New York City, 1969 – 99... ». *op.cit.* p. 14

3 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* p. 3.

4 Bureau of the Census. « America's Income – Changes between the Censuses ». *Statistical Brief*. Washington DC. U.S. Department of Commerce. *Rapport*. Février 1993, p. 2.

Enfin, l'arrondissement de Manhattan, compte 22 % d'habitants sous le seuil de pauvreté, dont Central Harlem avec 41 % et East Harlem avec 40 %¹. On assiste alors à une paupérisation élevée dans ces ghettos, déjà marginalisés économiquement, socialement et géographiquement depuis des décennies. Par ailleurs, au début des années 1980, on trouve plusieurs quartiers dans lesquels le seuil de pauvreté dépasse les 40 % de la population, ce qui participe ainsi à une forme de pérennisation du ghetto, et renforce la présence de l'*underclass*².

1.4. Dépendance aux aides sociales et éducation

Ainsi, devant un seuil de pauvreté aussi important, il y a des milliers d'habitants qui se trouvent en situation de précarité, et qui sont de ce fait dépendants des aides sociales. En 1982, ce sont près de 32 % des habitants du quartier de Hunts Point qui dépendent des aides financières. On en dénombre 37 % à East New York, 35 % à Brownsville, 22 % à Central Harlem et 26 % à East Harlem. En ce qui concerne le recours à *Medicaid*, Hunts Point se compose de 41 % de personnes qui dépendent de cette aide. On trouve pas moins de 46 % de bénéficiaires à East New York, 43 % à Brownsville, 38 % à Central Harlem et enfin 38 % à East Harlem³. Cela constitue un nombre considérable puisque cela représente presque la moitié de la population dans certains cas. En moyenne, une personne sur trois bénéficie de ces aides. Enfin, les habitants sont également nombreux à bénéficier des coupons alimentaires (*Food Stamps*) attribués aux familles les plus démunies. Pas moins de 40 % des habitants de Hunts Points en bénéficient, 17 % à East New York, 43 % à Brownsville, 32 % à Central Harlem et 36 % à East Harlem⁴. Ainsi, on constate que la situation délétère dans les quartiers précédemment cités est fortement liée à la pauvreté. Cette même situation implique une forme de dépendance aux aides sociales, ce qui pourrait s'expliquer par le taux de chômage élevé dans certains quartiers. Par exemple, à East Harlem, on compte un taux de chômage important, puisque l'on estime que 53% des hommes et 28% des femmes ont un emploi, alors que la moyenne s'établit respectivement à 64 % et 69 %. En revanche, il est difficile de fournir un recensement exact puisque l'on considère que 20 % à 40 % des habitants du

1 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* pp 2 - 3.

2 Wacquant et Wilson. « Cost of Racial and Class Exclusion in the Inner City ». *op.cit.* p. 17.

3 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* pp. 8-19

4 *Ibid.*

quartier, d'origine africaine et hispanique ne sont pas recensés et ne figurent donc pas dans les statistiques¹. Cela signifie que les résidents des ghettos new-yorkais semblent manquer d'opportunités sur le marché du travail, phénomène qui pourrait s'expliquer par le manque de qualifications professionnelles. En effet, on comptabilise un très faible nombre d'individus ayant fait des études supérieures. En 1980, à Hunts Point dans le Bronx, seulement près de 2 % de la population âgée de 25ans possède un diplôme. Dans l'arrondissement de Brooklyn, le quartier d'East New York compte environ 5 % de diplômés âgés de 25 ans, et on en recense seulement 4 % à Brownsville. En ce qui concerne Central Harlem, on n'en compte que 5 %. Enfin, à East Harlem, ce chiffre s'élève à 8 %². Ainsi, on assiste véritablement à une pérennisation de l'*underclass* définie par William Julius Wilson, puisque de nombreux résidents se trouvent dans des situations précaires financièrement, et le nombre d'habitants qualifiés est très faible. Alors que l'*underclass* est particulièrement établie dans certains quartiers, cela peut s'accompagner d'une hausse de la délinquance. En effet, dans un environnement où les opportunités de réussite sont limitées, et où le sentiment de frustration est présent, le risque de basculer du côté de la déviance sociale et donc parfois de la délinquance est d'autant plus élevé.

2. Un Climat d'insécurité

2.1. Les gangs de New-York

La pauvreté et le chômage sont particulièrement présents dans certains ghettos. Par conséquent, alors que les habitants souffrent également d'un isolement spatial, une forme de sous-culture apparaît, celle de la délinquance. Dans les quartiers défavorisés, on l'a vu, le taux de chômage est exceptionnellement élevé. Les jeunes de 25 ans ayant un diplôme constituent une minorité et une grande partie de la population dépend des aides sociales. Dans un tel contexte, où l'*underclass* prévaut, le taux de criminalité dans ces quartiers est élevé et la situation devient explosive. En effet, c'est le plus souvent dans une situation aussi complexe que l'on note la présence d'une sous-culture délinquante, associée généralement aux gangs. Pour beaucoup de jeunes new-yorkais défavorisés, intégrer un gang, c'est un moyen de gagner

1 Bourgois. *En quête de respect... op.cit.* p.33.

2 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* p.10.

de l'argent mais également d'avoir un sentiment d'appartenance dans une société qui semble désorganisée. Pendant des décennies, les gangs de New York étaient principalement liés à la mafia italienne. Or, cette dernière a peu à peu été remplacée par des gangs de groupes ethniques divers tels que les Portoricains, les Afro-Américains, les Chinois, les Mexicains, ainsi que les Euro-Américains. Les gangs occupent une place considérable dans certains quartiers de New York, et on comptabilise pas moins de 5 179 membres de gangs connus par la police, pour environ 150 à 200 gangs en 1983¹. Si les gangs considèrent qu'ils protègent un territoire, cette protection s'accompagne généralement d'une violence endémique. En effet, la violence est considérée comme nécessaire dans un tel contexte, puisqu'il s'agit de protéger l'individu et le gang, en s'assurant une réputation impitoyable. De plus, les gangs s'adonnent également à des activités lucratives qui consistent généralement aux vols, cambriolages, mais aussi aux trafics d'armes et de drogues. Pour certains jeunes attirés par la délinquance, être membre d'un gang c'est l'assurance d'avoir un certain revenu grâce à la vente de drogue². La présence de ces groupes d'individus dont les normes sociales entrent dans la sous-culture de la délinquance n'est pas sans conséquence. À New York, les gangs sont nombreux, et chacun d'eux est spécialisé dans un type de crime, et se retrouve dans un territoire bien défini. Parmi les gangs les plus connus, on trouve le gang majoritairement afro-américain des *Crips*. Si ce dernier est né dans la ville de Los Angeles, un bon nombre des membres est impliqué dans le trafic de drogue à New York, plus particulièrement à Harlem. On trouve également le gang portoricain des *Latin Kings*, principalement basé dans l'est d'Harlem et dans le Bronx. Un autre gang afro-américain célèbre est celui des *Bloods*. Enfin, on trouve également les *Etas*, un gang portoricain du sud-est du Bronx et de Brooklyn³. Alors que ces gangs profitent principalement de revenus importants avec le trafic de drogue, ils se mènent fréquemment une guerre de territoire, ce qui installe parfois un sentiment d'insécurité pour certains habitants⁴. Par ailleurs, la présence des gangs est accompagnée d'une hausse du crime puisqu'en 1980, on ne compte pas moins de 710 153 crimes en tout genre dans la ville de New-York, ce qui

1 Marcia Chambers. « Life in City's Gangs: Some Things have changed, but it's still a Dead End ». *The New York Times*. 27 septembre 1983.

2 Decker et Van Winkle. *Life in the Gang... op.cit.* p.156.

3 Brad Hamilton. « Gangs of New York ». *New York Post*. 28 octobre 2007.

4 Dennis Hevesi. « Drug Wars don't pause to spare the Innocent ». *The New York Times*. 22 janvier 1989.

marque une augmentation par rapport à la situation en 1976 où l'on comptait 658 127 crimes¹. Cette tendance coïncide avec la crise économique, mais aussi avec le fait que l'*underclass* s'est trouvée davantage marginalisée puisque les habitants sont confinés dans certains quartiers et ce, sans mixité sociale. Si la situation semble s'améliorer au milieu de la décennie, avec un total d'environ 601 469 crimes en 1985, en 1990, le nombre de crimes se rapprochera à nouveau de celui de 1980 avec environ 710 228 crimes enregistrés².

2.2. Le commerce de la drogue

Dans un environnement pauvre, où la culture de la rue semble prendre une place particulière, le taux de criminalité est souvent plus élevé, et on assiste fréquemment à l'apparition d'un mode de vie alternatif, illégal. Ainsi, beaucoup de jeunes rêvent d'une vie couronnée de succès et d'argent, et tombent dans l'engrenage criminel de la vente de drogue. Toutefois, il convient de nuancer cet attrait financier dans la mesure où la concurrence est rude, et le danger bel et bien présent pour les vendeurs en raison des guerres de gangs. En outre, les vendeurs ne sont pas nécessairement bien rémunérés, d'autant plus que l'organisation du trafic de drogue répond à un fonctionnement bien spécifique. On est alors bien loin de l'image glamour que peuvent donner certains films et préjugés en ce qui concerne les vendeurs. En effet, il existe des vendeurs à plusieurs niveaux, et les achats ne sont pas nécessairement faits par les mêmes individus. Ainsi, on a une hiérarchie dans la distribution de drogue. D'abord, on trouve ce que l'on appelle les « *low level distributors* ». Cette catégorie correspond aux personnes qui effectuent des livraisons. Ils apportent le plus souvent la drogue, mais ne reçoivent pas l'argent directement. Dans le cas inverse, ils livrent l'argent mais n'ont pas de contact avec la drogue. Toujours dans cette partie la plus basse de l'échelle, on trouve également les guetteurs qui veillent à ce que la police n'arrive pas au moment des transactions, mais aussi des sortes de gardes du corps, qui protègent les lieux où sont accumulés l'argent et la drogue. Ce sont ceux qui doivent d'abord faire leurs preuves avant de pouvoir monter dans la hiérarchie³. Au-dessus de cette catégorie, on trouve les « *Retail*

1 Leonard Buder. « 1980 called Worst Year of Crime in City History ». *The New York Times*. 25 février 1981.

2 « Uniform Crime Reports and Index of Crime in New York in the State of New York enforced by New York City from 1985 to 2005 ». *Disaster Center. op.cit.*

3 Bruce D. Johnson et al. « Crack Distribution and Abuse in New York ». *Crime Prevention Studies*. Vol. 11. 2000. p. 29.

Sellers », les vendeurs au détail. La plupart d'entre eux vendent du crack à des prix variables, environ cinq et vingt-cinq dollars selon la qualité de la drogue et le lieu de vente. Ces vendeurs au détail sont à la fois responsables de l'argent et de la drogue¹. À partir des années 1986 et 1987, alors que le crack devient très en vogue à New York, d'autres types de vendeurs émergent. On trouve alors les vendeurs « *freelancing* », qui sont souvent aussi des consommateurs. Ces vendeurs s'organisent parfois ensemble, ce qui leur permet de s'accorder sur les endroits où ils s'installent pour vendre et chacun peut également se prévenir lorsque la police arrive. Parfois cette coopération va jusqu'à des prêts financiers et leur cohésion permet de décourager l'arrivée d'autres individus intéressés par l'aspect lucratif de la vente de drogue². D'autres personnes sont également en quelque sorte embauchées pour la journée, on les appelle les « *day laborers* ». Ils sont souvent payés en consommations de drogue mais ne sont pas des vendeurs réguliers.³ Enfin, il existe des « *business-like sellers* ». Ce sont le plus souvent des chefs de gangs qui achètent la drogue et payent d'autres personnes pour procéder à la vente⁴. Ces chefs ont un territoire bien défini sur lesquels leurs employés travaillent. Ils sont généralement considérés comme moins agressifs que les consommateurs car ils ne sont pas sous l'emprise de stupéfiants. En revanche, ils sont souvent au coeur des guerres de territoires contre d'autres gangs⁵. Les « *dealers* » eux, sont ceux qui possèdent la drogue. Ils l'achètent aux individus appartenant à la catégorie suivante pour ensuite la revendre en plus grande quantité, soit à des chefs de gangs, soit à des vendeurs de moindre envergure. Enfin, au plus haut de la hiérarchie, on trouve les « *high level distributors* », ce sont ceux qui importent la cocaïne, le plus généralement en provenance de l'Amérique du Sud⁶.

De la même manière que l'on trouve une hiérarchie parmi les vendeurs, on identifie également plusieurs types de marchés selon la quantité et la forme du produit vendu. D'abord, il y a ce que l'on appelle le « *Dimes/Twenties Market* », qui correspond à des capsules généralement enveloppées dans un sac plastique, et qui contiennent l'équivalent d'une valeur de dix ou vingt dollars. On retrouve le « *Powder Market* », qui concerne la vente de cocaïne

1 *Ibid.*

2 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement... ». *op.cit.* p. 24 et p.31.

3 *Ibid.* p. 32.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.* pp. 25-26.

6 Johnson et al. « Crack Distribution and Abuse in New York ». *op.cit.* p. 30.

en poudre pour les acheteurs qui souhaitent la consommer par voie nasale, se l'injecter en intra-veineuse, ou bien la préparer eux-mêmes avec du bicarbonate de soude de manière à la transformer en crack. Il y a également le « *Eight-Ball Market* » qui correspond à 125 grammes de crack ou de cocaïne, et enfin le « *Kilo Market* » qui, comme son nom l'indique, concerne la vente au kilo¹. Là encore, le type d'acheteur diffère. Les *Dimes/Twenties* sont principalement achetés par des consommateurs. En revanche, les personnes qui achètent en plus grosse quantité sont souvent des individus qui vont revendre à leur tour, voire plus rarement des usagers qui parviennent à réguler leur consommation². On observe cependant une évolution dans la transformation du produit original. Au début des années 1980 à New York, la cocaïne est transformée principalement dans des petits locaux tandis qu'entre 1984 et 1986, la demande est telle que des « *crack houses* » apparaissent dans le paysage. Il s'agit d'appartements ou de maisons dans lesquels le crack est produit et directement revendu³. La plupart de ces « *crack houses* » sont connues de tous et gérées par des chefs de gang⁴. L'omniprésence du crack dans les quartiers défavorisés s'accompagne le plus souvent d'une hausse de la violence, qu'elle soit liée à la vente ou à la consommation.

2.3. Les crimes liés à la drogue

Au début des années 1980 à New York, le crack remplace peu à peu l'héroïne et devient l'un des facteurs de la hausse de la délinquance dans certains quartiers. En effet, si le fait de voir des usagers consommer le crack au su et au vu de tous ne constitue pas un danger en lui-même, on assiste cependant à une montée de la violence, principalement à cause de la vente de crack⁵. Les crimes liés à la drogue se distinguent principalement en trois catégories. Il existe d'abord ceux que l'on attribue à la vente de la drogue. On parle alors d'une violence systémique. Cette violence inclut à la fois la consommation et la distribution de drogue. Cependant, elle concerne principalement les guerres territoriales entre gangs, mais aussi les homicides qui ont pour but de renforcer l'autorité d'une figure du marché de la drogue. Par exemple, il peut s'agir de représailles, d'une attaque envers un membre d'un gang ennemi, ou

1 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement... ». *op.cit.* p. 26.

2 *Ibid.* p. 27.

3 Johnson et al. « Crack Distribution and Abuse in New York ». *op.cit.* p. 33.

4 Bourgois. *En quête de respect...* *op.cit.* pp. 102-103.

5 Johnson et al. « Crack Distribution and Abuse in New York ». *op.cit.* p. 20.

bien d'assassiner un informateur de la police. Dans de rares cas, cette violence systémique a lieu parmi les usagers, principalement lorsqu'il s'agit de quantité de drogue ou en ce qui concerne les outils nécessaires à la consommation¹. La violence systémique a toutefois des conséquences sur la population entière et pas seulement sur les vendeurs. En effet, elle touche également les habitants du quartier, notamment à cause des victimes de balles perdues, mais aussi parce qu'elle génère un sentiment d'insécurité grandissant.

On trouve également les crimes que l'on attribue à la substance consommée. Cela suppose que la personne est sous l'emprise de stupéfiants, et que par conséquent les notions de bien et de mal sont altérées. On considère alors que c'est une réaction liée à l'effet chimique de la drogue². Les médias insistent principalement sur le fait que les quartiers où le crack et la cocaïne prennent une place importante, deviennent de plus en plus dangereux à cause des individus sous l'emprise de ces substances :

In New York and other cities where crack use has become widespread, the police and drug treatment experts say they are being confronted by an increasing number of cases of violent, erratic, and paranoid behavior among heavy cocaine users, and the growing appearance of a condition known as cocaine psychosis³.

Ce type de crimes est largement relayé dans les journaux, ce qui crée alors une forme de peur pour les habitants de croiser une personne qui serait sous l'emprise de substances, et que cette personne soit atteinte de folie meurtrière. Enfin, il existe des crimes liés à la drogue qui concernent l'aspect économique. Ce sont encore une fois, principalement les usagers qui ont recours à ce type de violence. En effet, ils agissent dans le but d'obtenir de l'argent afin de se procurer de la drogue. Le plus souvent, il s'agit de cambriolages, de braquages et de vols à l'arrachée⁴. Comme on l'a vu, le nombre de vols à New York a singulièrement augmenté entre 1976 et 1980 puisque ce chiffre est passé d'environ 86 234 vols déclarés à 100 550⁵. Une telle augmentation pourrait être liée à la présence du crack dans certains quartiers.

1 Paul J. Goldstein et al. « Crack and Homicide in New York City, 1988: A conceptually based Event Analysis ». *Contemporary Drug Problems*. Vol. 16. No. 4. Janvier 1989. p. 656.

2 *Ibid.*

3 Peter Kerr. « Growth in Heroin Use Ending as City Users turn to Crack ». *The New York Times*. 13 septembre 1986.

4 Goldstein et al. « Crack and Homicide in New York City, 1988... ». *op.cit.* p. 656.

5 Buder. « 1980 called Worst Year of Crime in City History ». *op.cit.*

Pour mieux comprendre la corrélation entre la hausse du crime et l'influence de la drogue, Paul J. Goldstein et d'autres collaborateurs ont analysé un échantillon de 434 assassinats qui ont eu lieu en 1988, sur une totalité de 1896 meurtres dans la ville de New York. Les crimes choisis ont eu lieu dans un des quartiers de Manhattan, Brooklyn, le Bronx et le Queens entre mars et octobre 1988¹. Parmi ces meurtres, pas moins de 68 % ont été commis avec des armes à feu. Les auteurs remarquent notamment que 83 % des meurtres sont commis par des Afro-Américains et 17 % par des individus identifiés en tant qu'Hispaniques. Toutefois, les crimes visent la même communauté puisque l'on compte 78 % d'Afro-Américains et 22 % identifiés comme Hispaniques sur la totalité des victimes, femmes incluses. Au moins 52,7 % des meurtres sont liés à la drogue, les autres meurtres pouvant également être liés à la drogue mais les preuves manquent pour l'affirmer. Une autre conclusion intéressante de cette étude souligne que parmi ces meurtres liés à la drogue, 74 % correspondent au modèle systémique, c'est-à-dire dans une perspective liée à l'autorité ou à un territoire. Ils constatent également que 34 % des victimes sont des trafiquants de drogue. Enfin, seuls 7,5 % de ces meurtres sont liés à la consommation de drogue². Ainsi, on note que si l'imaginaire populaire, souvent influencé par les crimes médiatisés, associe davantage le crack à des personnes incontrôlables et violentes, les crimes commis sous l'influence de cette drogue restent une minorité. De même, on constate que les homicides semblent se faire principalement entre les mêmes groupes ethniques, ce que souligne Sophie Body-Gendrot : « les homicides ne traversent pas les lignes raciales »³. Si la plupart des crimes sont commis dans une perspective systémique, cela signifie qu'il s'agit principalement de guerres de gangs, lesquels occupent une place importante dans le trafic. Cela signifie également que le risque encouru par les habitants non reliés à la drogue est moindre. En revanche, cela ne fait nul doute qu'un sentiment d'insécurité se crée, en particulier à cause des cambriolages, braquages, et autres vols. En effet, en 1980, les braquages représentent environ 67 % des crimes violents déclarés. De plus, sur la totalité des crimes déclarés, crimes violents et crimes contre les biens (*property crime*), ces derniers représentent 93 %. En 1985, la situation évolue en ce qui concerne les braquages puisqu'ils déterminent 58 % des crimes violents. Cependant,

1 Goldstein et al. « Crack and Homicide in New York City, 1988... ». *op.cit.* p. 660.

2 *Ibid.* pp. 661-664.

3 Body-Gendrot. « Les nouvelles formes de la violence urbaines aux États-Unis ». *op.cit.* p. 5.

les vols représentent près de 91 % des les crimes violents et délits contre les biens¹. Enfin, en 1990, on compte 174 548 crimes violents dont 58 % braquages et 535 680 vols, soit 75 % sur la totalité des crimes déclarés. Ainsi, on note que les crimes liés à la déviance sociale et à la délinquance sont davantage associés à ce que l'on appelle le crime utilitaire. Les actes de violence liés aux individus sous l'emprise de substance, ou les crimes systémiques comme les règlements de compte entre gangs restent minoritaires, contrairement à ce qui est décrit dans les journaux et les émissions de télévision. Toutefois, le sentiment d'insécurité reste tout de même présent pour certains habitants, notamment à cause des vols, cambriolages, etc. qui prennent une place considérable dans le quotidien de certains quartiers. Par conséquent, de nombreux résidents vont commencer à se mobiliser, tant pour mettre un terme au trafic et à l'influence des gangs, que pour empêcher les plus jeunes individus de consommer du crack.

1 « Uniform Crime Reports and Index of Crime in New York in the State of New York enforced by New York City from 1985 to 2005 ». *Disaster Center. op.cit.*

Chapitre 2. D'une coalition contre le crack à la création d'unités spéciales

Face à la hausse de la criminalité et d'un sentiment d'insécurité croissant, les habitants de certains ghettos vont s'efforcer de mener une lutte contre la présence du crack. En effet, les gangs, souvent impliqués dans le trafic de drogue, prennent une place considérable dans le quotidien des résidents, ce qui pousse à la formation d'une coalition au sein de certains quartiers.

1. La mobilisation des résidents

1.1. Formation de groupes de surveillance

Alors que le crack gangrène certains quartiers, des résidents décident de mettre un terme à cette épidémie. Dans le Bronx, des milliers d'habitants s'organisent autour de la *Northwest Bronx Community and Clergy Coalition (NWBCCC)*¹. Il s'agit d'une association à l'origine créée en 1974. Les membres de la communauté se sont en effet rassemblés pour dénoncer l'abandon du Bronx par les autorités et par le gouvernement. Ils tentent alors de proposer des initiatives pour améliorer l'état des logements, d'organiser des activités pour les plus jeunes, et également d'obtenir des subventions pour réinvestir dans le Bronx. La *NWBCCC* est composée de onze associations. En totalité, on dénombre pas moins de 10 000 adhérents en 1983². Afin de lutter contre le crack, les membres ont plusieurs suggestions qu'ils ne manqueront pas de partager avec la police et les médias. Dans un premier temps, ils considèrent que les vendeurs dans la rue doivent disparaître. Pour ce faire, ils font appel à une mobilisation plus considérable de la part de la police et demandent également des peines d'incarcération plus longues. Ensuite, ils considèrent également la création de centres, dans une perspective réhabilitative, pour accueillir les consommateurs dépendants au crack. Enfin, ils estiment que le rôle de la prévention est particulièrement important. Non seulement il s'agit d'avertir les plus jeunes du danger de la consommation de drogue, mais également de

1 Crystal Nix. « 'We're not going, so they have to': The Bronx Battle Cry against Crack ». *The New York Times*. 19 juin 1986.

2 *Ibid.*

proposer des alternatives à la sous-culture délinquante¹. La *NWBCCC* n'est cependant pas la seule association à lutter contre le crack. En effet à New York, sur une période de trois mois, des centaines de membres d'églises mais aussi d'associations ont commencé à organiser des marches pour appeler à la mobilisation. Ils ont également organisé des rassemblements durant lesquels des anciens toxicomanes pouvaient témoigner de leur addiction. Quelques autres groupes militants marquent même les « *crack houses* » d'une croix rouge sur la porte pour dénoncer leur véritable nature ce qui facilite la recherche pour la police, mais pousse aussi les vendeurs à partir². À Harlem, la présence de patrouilles civiles est importante³. Dans un autre quartier de Brooklyn, à Bedford-Stuyvesant, les résidents s'organisent pour mettre un terme à la présence du crack dans leur quartier en mettant en place des patrouilles. Pour lutter contre l'omniprésence de la délinquance et par conséquent de la drogue, un bon nombre d'habitants, le plus souvent issus de communautés religieuses, décident de former des patrouilles civiles durant lesquelles ils surveillent les quartiers. Selon certains résidents, la police de New York n'est pas suffisamment présente à Brooklyn. Par conséquent, cela laisse le crack s'installer puisque les vendeurs ne semblent pas rencontrer d'opposition policière comme c'est le cas dans certains autres quartiers⁴. Parmi les associations qui s'organisent, et qui forment des patrouilles de civils, on trouve aussi des membres de la communauté musulmane, notamment de la mosquée At-Taqwa. Ces derniers forment des patrouilles civiles présentes jour et nuit, pendant pas moins de quarante jours, ce qui témoigne d'une forte mobilisation. Les patrouilles privilégient notamment les lieux où se trouvent les « *crack houses* » les plus connues du quartier. Ces bénévoles bénéficient d'un soutien conséquent de la part des habitants⁵. En effet, la mobilisation des résidents permet de dénoncer les vendeurs de crack, mais aussi de former une sorte de coalition. Alors que certains habitants se sentent démunis, la présence de ces patrouilles civiles semble apporter une forme de soulagement, en particulier si l'on considère que le fléau du crack apporte avec lui la hausse de la criminalité et des vols. Toutefois, en

-
- 1 Noël K. Wolfe. « Battling Crack: A Study of the Northwest Bronx Community and Clergy Coalition's Tactics ». *Journal of Urban History*. Vol. 43. No. 1. 2015. p. 20.
 - 2 Peter Kerr. « Rising Concern on Drugs stirs Public to Activism ». *The New York Times*. 10 août 1986.
 - 3 Gary Gately. « On City Street Corners, Night of Antidrug Vigils ». *The New York Times*. 22 juillet 1986.
 - 4 Steven A. Holmes. « Community shrinks from Crack's Embrace ». *The New York Times*. 15 novembre 1989.
 - 5 Thomas Morgan. « Muslims start Patrol to fight Crack in Brooklyn ». *The New York Times*. 23 janvier 1988.

s'organisant de la sorte pour endiguer le phénomène de la déviance sociale, les bénévoles insistent sur le besoin d'une mobilisation policière dans certains quartiers.

1.2. Demande de coopération avec la police de New York

La mobilisation des résidents passe également par une forme de coopération avec la police de New York. En effet, s'ils bénéficient du soutien des autres habitants, les bénévoles ne peuvent pas se faire justice eux-mêmes. Ils ont donc besoin du soutien des autorités, notamment pour faire appliquer les lois. Cependant, la présence policière fait débat selon certains quartiers, puisque les résidents estiment parfois que les policiers ne sont pas assez présents, notamment dans le Nord-Ouest du Bronx. Ainsi, les membres de la *NWBCCC* vont mettre en place un certain nombre d'actions pour attirer l'attention de la police et du maire de New York. Par exemple en 1985, ils seront 1 500 à marcher dans l'une des rues principales du Bronx pour appeler à une mobilisation de la part de la police. À travers cette marche, les membres de la *NWBCCC* vont mettre en avant quatre demandes spécifiques. La première concerne l'*Operation Pressure Point* dont le fonctionnement sera développé plus loin. Le fait est que cette opération est principalement mise en place dans les ghettos d'Harlem et dans le Lower East Side¹, mais bien que les opérations connaissent un succès important, le Bronx ne bénéficie pas encore de cette opération en 1985. Par conséquent, cela provoque un mécontentement de la plupart des habitants. Les membres de l'association demandent alors une augmentation de la présence de la police autour des points de vente. Ils soulignent également que les contrôles de routine aboutissent rarement à de réelles arrestations, ce qui ne met donc pas un terme au trafic de crack dans les rues du Bronx. Enfin, ils insistent sur le fait que les tribunaux de New York jugent un grand nombre d'affaires. Selon les membres de la Coalition, si ces tribunaux possédaient une « zone fédérale », cela permettrait d'endiguer le phénomène de la vente du crack. De plus, les vendeurs de drogue pourraient jugés selon les lois fédérales, et par conséquent ils auraient des peines plus lourdes². En proposant des mesures, la Coalition met l'accent sur le besoin de mettre un terme à la présence du crack. En se mobilisant de la sorte, il s'agit pour les résidents d'un moyen de prévenir les autorités de la

1 Police Department City of New York. *Annual Report 1984*. New York: NYPD Printing Office. Rapport. 1984. p. 5.

2 Wolfe. « Battling Crack... ». *op.cit.* p. 21.

situation critique du Bronx. Cependant la mobilisation de la *NWBCCC* ne s'arrête pas là. Afin de pouvoir travailler en coordination avec la police, ils rencontrent des chefs de patrouilles¹. Leur combat rencontre alors un certain succès puisqu'en 1987, une nouvelle unité de police est mise en place dans le Bronx, et en 1991 le nombre de patrouilles sera même doublé². Par ailleurs, les résidents et les associations investis bénéficient du soutien de la police. En effet, un officier déclare à propos des patrouilles civiles : « *We are cooperating with them. We set up guidelines that they could not do anything illegal, and we think that they are doing is a laudable idea. If every community did this, it would make our job that much easier* »³. Dans certains groupes de mobilisation, d'anciens policiers participent même à former les résidents. Par exemple, le leader de *West Side Crime Prevention* est un ancien officier de police. À New-York, ce ne sont pas moins de 350 groupes qui sont entraînés par des volontaires, et on trouve également 30 à 40 groupes entraînés par la police. Cette dernière les enjoint à observer avec davantage d'attention leur environnement pour reconnaître les délinquants et à dénoncer les crimes liés à la drogue. Dans une perspective de coopération entre les habitants et la police, un nouveau programme est créé, c'est le « *Drugbusters* ». Il s'agit d'un stage pendant lequel les habitants sont formés par la police à reconnaître une « *crack house* » et à savoir comment réagir⁴. Ainsi, les résidents n'hésitent plus à faire appel à la police afin de dénoncer les vendeurs de drogue, ce qui aboutit à une hausse des arrestations. Par exemple, il y a eu 232 arrestations dans le 81ème *precinct* à Brooklyn, de janvier à septembre 1989, soit 18 % de plus qu'en 1988⁵. Cependant, si la dénonciation permet de procéder à des arrestations, elle aboutit souvent davantage à un déplacement du problème plutôt qu'à l'éradication de la présence de la drogue et/ou de la délinquance. Par conséquent, certaines associations misent également sur la prévention auprès des plus jeunes.

1.3. Les campagnes de prévention

La prévention est une méthode particulièrement importante pour mettre un terme à la présence du crack dans les quartiers. En effet, même si les vendeurs sont arrêtés, le commerce

1 *Ibid.* p. 22

2 *Ibid.* p. 26

3 Morgan. « Muslims start Patrol to fight Crack in Brooklyn ». *op.cit.*

4 Peter Kerr. « Citizen Anti-Crack Drive: Vigilance or Vigilantism ? ». *The New York Times*. 23 mai 1988.

5 Holmes. « Community shrinks from Crack's Embrace ». *op.cit.*

ne cessera pas d'exister tant qu'il y aura de la demande. De plus, le crack est une drogue considérée comme hautement addictive et les usagers doivent bénéficier d'aides et éventuellement de soins pour parvenir à se sevrer. Ainsi dans une perspective d'accompagnement, de nombreuses églises deviennent un lieu où des bénévoles sont présents jour et nuit pour accueillir des toxicomanes et les conseiller. Les membres ont également mis en place une ligne téléphonique spéciale de manière à pouvoir prévenir rapidement les autorités, mais aussi de répondre aux questions de leurs interlocuteurs¹. La *NWBCCC* joue aussi un rôle important dans la prévention contre la consommation de crack. En effet, en septembre 1985 la Coalition crée la « *Campaign to Take Back the Streets* ». En plus d'organiser des patrouilles civiles, il s'agit d'un dispositif leur permettant de faire de la prévention auprès des jeunes, notamment dans les écoles mais aussi au contact des consommateurs de crack. Les membres de la Coalition disposent alors de locaux dans lesquels les usagers peuvent se renseigner sur les risques de la drogue, mais aussi être réorientés s'ils souhaitent se sevrer. De plus, lorsque les « *crack houses* » sont démantelées, l'objectif de ce dispositif est de transformer ces lieux en des endroits plus positifs, permettant éventuellement de proposer des activités aux jeunes². En effet, dans un contexte aussi défavorisé, bon nombres de jeunes sont attirés par le fait d'appartenir à un gang et d'ainsi vendre de la drogue, ce qu'ils estiment parfois plus valorisant que d'être employés dans un restaurant³. Ainsi, les associations veulent renverser cette tendance et proposer des alternatives à la sous-culture délinquante, notamment en proposant des activités, mais aussi de faire de la prévention vis-à-vis de la consommation de drogue. Pour décourager les jeunes à consommer du crack, des interventions sont organisées dans les écoles, collèges et lycées. Il s'agit de donner des leçons sur le danger des drogues, en insistant particulièrement sur le crack⁴. La police est parfois présente, notamment à travers le *Special Program to Educate and Control Drug Abuse (SPECDA)*. Grâce à ce dernier, en 1984 environ 328 établissements de New-York bénéficient d'interventions de la police pour la prévention antidrogue⁵. Ainsi, les résidents sont considérablement mobilisés pour lutter contre le crack. Non seulement ils s'investissent de

1 Gately. « On City Street Corners, Night of Antidrug Vigils ». *op.cit.*

2 Wolfe. « Battling Crack... ». *op.cit.* p. 22.

3 Anderson. *Code of the Streets...* *op.cit.* p.118.

4 Peter Kerr. « Some School Drug Efforts Faulted ». *The New York Times*. 17 septembre 1986.

5 Police Department City of New York. *Annual Report 1984*. *op.cit.* p. 12.

manière à reprendre les lieux qui étaient autrefois la quasi-propriété des gangs, mais ils font également de la prévention pour encourager les usagers à arrêter le crack, et enjoindre les jeunes à refuser de consommer de la drogue. Par conséquent, dans les années 1980 on voit apparaître l'émergence d'associations et de groupes unis dans un seul objectif : mettre un terme à l'épidémie de crack qui endigue les quartiers et reprendre possession des quartiers vis-à-vis des gangs qui bénéficient d'une image glamour auprès de certains jeunes.

2. La création d'unités spéciales dans la police de New York

2.1. Les opérations antidrogue

La communauté new-yorkaise est particulièrement investie dans la lutte contre la drogue, notamment parce que bon nombre de résidents estiment que la présence de la police est insuffisante. Cependant, pendant les années 1980, de nombreuses initiatives ont été mises en place par la police de New York afin de mettre un terme à la présence du crack et aux crimes qui y sont liés. Entre 1984 et 1987, ce ne sont pas moins de 67 initiatives qui sont instaurées par le commissaire Benjamin Ward¹. Parmi les opérations les plus connues, on trouve l'*Operation Pressure Point*. Cette dernière est organisée en janvier 1984, principalement pour mettre un terme au trafic à ciel ouvert qui a lieu dans le Lower East Side, plus précisément dans le quartier d'Alphabet City. Dès le 19 janvier, de nombreuses interventions quotidiennes y ont lieu. On trouve alors des patrouilles de police mobiles, mais aussi des patrouilles à pied, ainsi que des agents de police accompagnés de chiens spécialement dressés pour trouver de la drogue. Des hélicoptères survolent également le quartier régulièrement. En un an, ce ne sont pas moins de 11 000 arrestations qui ont lieu dans le cadre de cette opération, parmi lesquelles 80 % concernent la drogue. Trois millions de dollars ont été également saisis par la police. De même, la présence accrue de patrouilles a permis une forte baisse de crimes liés à la drogue, puisqu'à la fin de l'année 1984, on estime une baisse de 47 % de vols et une baisse de 37 % du nombre de cambriolages. Le nombre de meurtres connaît aussi une baisse considérable de 61 %. On peut constater que l'*Operation Pressure Point* fonctionne sur un modèle à la fois proactif et réactif. D'abord proactif

1 Jonathan Soffer. *Ed Koch and the Rebuilding of New York City*. New York: Columbia University Press. 2010. p. 347.

puisqu'il s'agit d'instaurer une pression régulière sur les délinquants avec une forte présence des forces de l'ordre, mais aussi parce qu'un bon nombre d'enquêtes sont réalisées au préalable. Par ailleurs, le taux d'arrestations montre bien qu'il s'agit d'une perspective proactive puisqu'il est considérable et qu'il a permis notamment d'appréhender un certain nombre de vendeurs ou de consommateurs de drogue. La stratégie réactive apparaît toutefois. En effet, il s'agit d'exercer une forme de pression permanente sur les citoyens, notamment par la présence accrue de patrouilles. Les contrôles d'identités sont plus réguliers et les arrestations en flagrant délit sont plus nombreuses. Ainsi, la baisse des crimes permet de considérer cette opération comme particulièrement réussie¹. Par conséquent, la police de New York va mettre en place l'*Operation Pressure Point II* sur le même modèle que la précédente, à l'exception que cette opération se situe cette fois-ci à Central Harlem. Là encore, pendant deux mois les résultats s'avèrent positifs puisque les policiers procèdent à 6 500 arrestations dont 65 % en rapport avec le trafic et la consommation de drogue. 800 000 dollars sont saisis, et les crimes sont en baisse : le nombre de vols baisse de 39 %, le nombre de cambriolages de 20 % et le taux de crime baisse de manière importante, pas moins de 46 % en deux mois², ce qui constitue une différence considérable. En établissant une pression accrue, le contrôle de la déviance sociale et de la délinquance semble être facilité.

D'autres interventions sont également mises en place, notamment les *Operation Closedown* en collaboration avec le programme *Special Narcotics Abatement Program (SNAP)*. En effet, si la vente de la drogue s'effectuait dans la rue à ciel ouvert à Alphabet City et à Central Harlem, il existe également des « *crack houses* ». Ces dernières ne sont cependant pas les seules à prendre place dans le paysage du trafic de drogue, car on trouve également des magasins qui pratiquent en parallèle une activité illégale. Pour mettre un terme à la prolifération de ces magasins, ce sont quatre programmes qui sont organisés simultanément : deux à Brooklyn et deux dans le Queens. Ainsi en 1984, 1 200 raids ont été ordonnés, ce qui a conduit à environ 1 700 arrestations et à la fermeture de 131 magasins. Le *SNAP* lui, a permis l'arrestation de 2 700 individus et 109 fermetures de magasins³. Parfois, des opérations visant un environnement spécifique sont organisées, notamment la *SPECDA* à la fin de l'année

1 Police Department City of New York. *Annual Report 1984. op.cit.* p. 9.

2 *Ibid.* p. 10.

3 *Ibid.* p. 11.

1984, qui concerne principalement le milieu scolaire. Cette opération conduit à 2 300 arrestations près des lieux scolaires, dont 59 % autour des écoles primaires¹. L'importance de protéger le milieu scolaire de la drogue répond notamment au besoin de prévention dont la *SPECDA* se fait la spécialité. L'objectif de ce programme est d'éviter que les enfants et adolescents soient en contact avec des substances illicites, mais aussi cela permet de limiter le risque d'être recruté par des membres de gangs.

Cependant en 1986, le crime augmente à nouveau dans certains quartiers². Cette recrudescence pourrait être liée au fait que les différentes opérations aboutissent notamment à un déplacement des vendeurs vers d'autres quartiers plutôt qu'à un arrêt de la vente. De plus, lorsque les vendeurs sont incarcérés, ils sont fréquemment remplacés par des consommateurs. Enfin, la difficulté principale de l'efficacité de ces opérations sur le long terme réside dans la problématique de la sous-culture délinquante. Alors que la plupart des habitants se trouvent défavorisés, dépendants des aides sociales, rarement diplômés, ils sont également tributaires de l'*underclass*. L'économie souterraine continue alors de subsister dans les quartiers malgré la présence accrue des forces de l'ordre. Devant cette nouvelle hausse de la criminalité, la police de New York va lancer une nouvelle stratégie notamment avec la création d'unités spéciales. Par conséquent, on va assister à un durcissement de l'approche policière, qui va viser un grand nombre de consommateurs et vendeurs de marijuana, une cible considérée plus facile³. De plus le Commissaire Benjamin Ward va également mettre en place le *Computer-Assisted Robbery System*, un système informatique qui permet de recenser les techniques utilisées par les cambrioleurs, mais aussi de pouvoir cibler les lieux les plus touchés⁴. Là encore, on se situe dans une stratégie proactive qui vise à reconnaître les lieux où la délinquance est plus présente, et d'y envoyer des unités de manière à instaurer une pression sur les résidents déviants. Enfin en 1988, la *Narcotics Division* est complètement réorganisée, et l'on compte environ 1 600 officiers supplémentaires dans cette unité, soit 27% de plus qu'en 1987⁵. La structure est différente car l'unité est divisée en trois branches distinctes selon

1 *Ibid.* p. 13.

2 Soffer. *Ed Koch and the Rebuilding of New York City. op.cit.* p. 350.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

5 Police Department City of New York. *Annual Report 1988*. New York: NYPD Printing Office. Rapport. 1988. p. 21.

les trois types de vente : trafics de grande envergure, trafics de moyenne envergure et trafics dans la rue. Ainsi, l'unité est d'autant plus productive que chaque branche se spécialise dans un type de crime précis¹.

2.2. Les unités spéciales

Afin de lutter contre le trafic, la police de New York mise sur des opérations spécifiques, mais aussi sur la spécialisation de ses équipes. En effet, pour assurer une politique répressive face aux consommateurs et aux vendeurs de crack, la présence d'unités spéciales permet de se focaliser davantage sur ce type de crime. Cela permet en quelque sorte le regroupement des données afin de cibler des lieux et des quartiers précis. En 1985, la police de New York met en place une unité spécialisée, appelée le *Bronx Anti Narcotics Drive (BAND)*. Cette unité est placée sur les 46ème et 52ème *precincts* du Bronx, et se spécialise principalement dans l'utilisation de la technique du « *buy-and-bust* » qui consiste à acheter de petites quantités de drogue afin d'accumuler des preuves contre les vendeurs, notamment en marquant l'argent avec lequel la drogue est achetée². La *BAND* est une unité composée de 67 policiers qui agissent sous couverture afin de prendre les vendeurs en flagrant délit³. Ce type de technique correspond à une approche réactive à travers des arrestations immédiates. Les techniques proactives elles, correspondent davantage à une perspective de garder une pression permanente sur les individus et d'éviter tout débordement. D'autres unités sont également intégrées à la police de New-York. On trouve alors les *Street Narcotics Enforcement Units (SNEUs)*. Il s'agit d'équipes composées de 4 à 8 officiers supervisés par un sergent⁴. Ces officiers sont spécialisés dans la surveillance et l'observation. En revanche, on ne les trouve pas dans tous les postes de police⁵. On leur attribue des milliers d'arrestations, ainsi que la confiscation de crack, de cocaïne, de PCP et de marijuana⁶. Le fonctionnement particulier de cette unité consiste à utiliser une technique proactive puisque cela concerne l'enquête exercée en amont. Il ne s'agit pas d'appréhender un individu sur le fait, mais plutôt de cibler un

1 *Ibid.*

2 *Ibid.*

3 Wolfe. « *Battling Crack..* ». *op.cit.* pp. 21-22.

4 *Ibid.* p. 23.

5 The Vera Institute of Justice. « *The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement...* ». *op.cit.* p. 39.

6 Police Department City of New York. *Annual Report 1988.* *op.cit.* p. 23.

quartier ou une « *crack house* » à l'aide de l'accumulation de preuves, et ensuite de déterminer si cette cible est impliquée dans le trafic de drogue. Enfin, en mars 1988, la *Tactical Narcotics Team (TNT)* est mise en place dans un quartier au Sud-Est du Queens. Il s'agit d'une unité de la police de New York dont les officiers, environ une centaine, travaillent généralement grâce à l'infiltration dans les réseaux. Ils enquêtent alors sous couverture. La *TNT* a un fonctionnement particulier puisqu'elle se déplace d'un quartier ciblé à un autre, pour une durée d'environ 40 à 90 jours¹. Le but est de mettre un terme à la présence de la drogue, aux crimes qui lui sont associés, mais aussi à la présence de certains gangs dont la liste est déterminée au départ². Cependant il s'agit principalement d'améliorer les conditions de vie des habitants :

The TNT approach is based on the hypothesis that street-level enforcement can alleviate specific neighborhoods problems in targeted areas – problems that block effective community organization and self-defense – whether or not it directly reduces the aggregate volume of drug consumption and sale³.

Les techniques utilisées par la *TNT* se basent majoritairement sur le principe de « *buy-and-bust* ». ⁴ Il s'agit ainsi d'une unité qui fonctionne à la fois sur le modèle proactif, et sur le modèle réactif. En effet, non seulement les officiers membres de la *TNT* utilisent le modèle réactif pour prendre des vendeurs en flagrant délit, mais ils se servent également de l'autre modèle en s'inscrivant dans le paysage du quartier. Leur présence accrue, le grand nombre de patrouilles, les enquêtes en amont et les interventions pendant lesquelles ils tentent d'améliorer la qualité de vie des habitants constituent l'application d'un modèle proactif. De plus, la *TNT* travaille en collaboration avec le gouvernement fédéral, ce qui les autorise, toujours dans une perspective proactive, à confisquer des logements à des propriétaires. Ce type de confiscation intervient lorsque le propriétaire a été averti que ses locataires se livraient à des activités illicites, mais n'a pas tenté de les expulser par exemple⁵. Cependant, malgré le succès de ces opérations, les vendeurs arrêtés sont fréquemment remplacés, notamment par des consommateurs. De plus, pour échapper à la police, les vendeurs multiplient les ruses. Par

1 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement... ». *op.cit.* p. 1.

2 *Ibid.* p. 43.

3 *Ibid.* p. 5.

4 *Ibid.* p. 42.

5 George James. « Drug Crackdown is expanded to East Harlem ». *The New York Times*. 16 novembre 1988.

exemple, ils n'hésitent plus à vendre à des heures irrégulières pour ne pas se faire repérer par les unités de police. Ils développent également une clientèle stable, fidèle, et refusent les nouveaux clients qui pourraient être en réalité des policiers sous couverture. Les vendeurs abandonnent également les « *crack houses* », qui autrefois étaient des points de vente particulièrement prisés. Ils sont alors davantage mobiles. Il leur arrive parfois même de vendre des produits non-illicites pour échapper aux arrestations, en remplaçant le crack par des miettes de pain par exemple. Enfin, pour éviter que la police n'accumule un grand nombre de preuves contre eux, la plupart des vendeurs échangent les billets obtenus lors des ventes avec des commerçants. Ainsi, les billets marqués par la *TNT* ne sont plus en leur possession, ce qui limite les preuves¹. En outre, la présence de l'unité de police aboutit à des arrestations, mais aussi à un déplacement du problème puisque de nombreux vendeurs quittent le quartier et s'installent quelques kilomètres plus loin. En somme, la *TNT* et les vendeurs de drogue jouent au jeu du chat et de la souris, mais les arrestations restent nombreuses, et la qualité de vie semble s'améliorer. En 1989, on notera la présence de la *TNT* dans le Bronx, dans le nord de Manhattan ainsi que dans le nord de Brooklyn². On constate alors que dans les années 1980, l'organisation de la police a connu un bouleversement conséquent, notamment avec la création d'unités spécialisées contre la drogue. En effet, le crack a pris une place considérable sur le marché illégal et sa dangerosité a provoqué un émoi national, lequel a conduit à un durcissement des opérations policières. Ces dernières sont influencées par l'établissement des deux lois fédérales de 1986 et 1988, plus particulièrement en termes de moyens à travers la militarisation autorisée. Cependant, une telle mobilisation ne fait pas nécessairement l'unanimité.

3. Des résultats en demie-teinte

3.1. Les relations entre les habitants et la police

La lutte contre la drogue au sein de la ville de New York a donc pris une place importante, tant au niveau des résidents qu'au niveau de la police. Cependant, certaines de ces opérations connaissent une réussite en demie-teinte. En effet, si la police travaille parfois en

1 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement... ». *op.cit.* pp. 71-86.

2 *Ibid.* p. 11.

collaboration avec des patrouilles de civils, et que de nombreux résidents n'hésitent plus à dénoncer la délinquance dans les quartiers, un certain nombre d'habitants demeure toutefois pessimiste. Par exemple, lorsque le programme du *Bronx Anti Narcotics Drive* est mis en place, les membres de la *NWBCCC* sont insatisfaits de la zone couverte par la police¹, jugée insuffisante en comparaison avec d'autres quartiers. De plus, on constate que l'approche utilisée par la police est principalement proactive. Ce faisant, les forces de l'ordre n'hésitent pas à investir les lieux ciblés, ou à intervenir auprès des propriétaires peu regardants sur l'état des logements qu'ils possèdent. Or, cette approche proactive induit une pression régulière sur les délinquants, mais aussi sur les habitants d'une manière générale. Cette stratégie peut alors parfois provoquer des tensions entre la police et les habitants, plus particulièrement lorsqu'ils ont le sentiment que la communauté afro-américaine est fortement ciblée. Ainsi, en 1986, Larry Davis tire sur six policiers alors qu'il était appréhendé par les forces de l'ordre. Il parvient à se cacher pendant dix-sept jours avant d'être arrêté, mais il n'en demeure pas moins un héros pour certains habitants du Bronx : « Son arrestation fit de lui une sorte de héros populaire du South Bronx, son acte représentant pour une partie des habitants une forme de revanche devant l'impunité des violences policières »². Les violences policières mentionnées font régulièrement débat. En effet, dès 1983, des charges sont retenues contre la police de New York pour avoir brutalisé de manière ciblée les personnes noires lors des interventions. Ainsi, le nombre de plaintes pour brutalité de la part de la police auprès de la *Civilian Complaint Review Board* augmente de 38 % en 1982 par rapport à 1981. On compte par ailleurs 31 % de plaintes provenant de Noirs. En 1982, ce sont donc 5 255 plaintes enregistrées, dont 1 296 pour violences graves³. Le rapport écrit par le *Subcommittee on Criminal Justice* déclare : « *racism appears to be a major factor in alleged police misconduct specifically and in police-community relations generally* »⁴. Toutefois, après ce rapport et tout au long des années 1980, des victimes de brutalités policières feront la une des journaux. Parmi eux, on retiendra Michael Stewart, arrêté par onze officiers de police car il taguait un

1 Wolfe. « Battling Crack... ». *op.cit.* pp. 21-22.

2 Martin Lamotte. « La police, le 'gang' et le non profit: logiques de pacifications dans un ghetto nord-américain ». *L'Homme*. Vol. 219-220. 2016. p. 154.

3 Sam Roberts. « A House Panel will hear Charges of Police Brutality to City's Blacks ». *The New York Times*. 17 juillet 1983.

4 Sam Roberts. « Panel sees some Police Racism in New York ». *The New York Times*. 15 novembre 1984.

graffiti sur le métro. Si les conditions de son arrestations restent floues, il est cependant hospitalisé pour de nombreuses blessures et décède treize jours plus tard, en septembre 1983¹. Un an après, c'est au tour d'Eleanor Bumpers, une vieille dame atteinte de démence. En octobre 1984, elle est expulsée de son appartement mais durant l'intervention, un policier lui tire dessus alors qu'elle tient un couteau de cuisine². Bien que les victimes aient pu faire preuve d'agressivité, l'opinion publique générale n'est pas en faveur de la police. Des cas de violences policières sont également dénoncés, comme l'affaire de Mark Davidson en 1986, torturé pour avouer à tort qu'il avait tenté de vendre pour 10 dollars de la marijuana à un policier sous couverture³. Si ces affaires font débat, il faut noter que durant le mandat de Benjamin Ward en tant que Commissaire de Police, de 1983 à 1989, plus d'une centaine de new-yorkais sont tués par la police⁴. Par conséquent, l'accroissement de la présence policière n'est pas nécessairement approuvée par certains habitants.

L'autre problématique souvent dénoncée par les résidents de New York se rapporte à la corruption des policiers. Plusieurs cas sont connus, notamment dans les commissariats du Nord de Manhattan (*30th precinct*), du Sud de Manhattan (*9th precinct*), du Bronx (*46th precinct*), et du Nord de Brooklyn (*75th precinct*)⁵. La corruption semble visiblement être souvent associée à la drogue puisqu'il s'agit d'un trafic qui génère des sommes considérables. En effet, la Commission Mollen note différents types de corruptions : d'abord, il y a la corruption financière. Par exemple à East New York, des policiers volent de l'argent durant les saisies, et certains ferment les yeux sur les délits commis par les vendeurs de drogue. Ainsi, on considère qu'un tel comportement peut mener à une désillusion importante : « *it breeds the sense of abandonment and hostility that poisons relations between the community and corrupt and honest cops alike* »⁶. La corruption financière passe alors par des vols, notamment lorsque certains officiers du *30th precinct* fouillent les vendeurs de rue pour

1 Amnesty International. « Police Brutality and Excessive Force in the New York Police Department ». *Amnesty International Report*. AMR. 51/36/96. Rapport. Juin 1996. p. 6.

2 *Ibid.*

3 Joseph P. Fried. « Two Queens Officers convicted in Stun-Gun Trial ». *The New York Times*. 3 mai 1986.

4 Soffer. *Ed Koch and the Rebuilding of New York City*. *op.cit.* p. 340.

5 The City of New York Commission to investigate Allegations of Police Corruption and the Anti-Corruption Procedures of the Police Department. *Anatomy of Failure: A Path For Success*. New York: The Mollen Commission. Rapport. 7 juillet 1994. p. 11.

6 *Ibid.* p. 15.

obtenir jusqu'à parfois 500 dollars en une journée¹. Les vols s'effectuent également lors de raids non déclarés, mais aussi pendant les perquisitions². Enfin, il existe de la corruption en termes de parjures et de falsifications. Par exemple, certains officiers de la *SNEU* déclarent avoir procédé à des arrestations dans la rue et non dans le bâtiment, car la législation du bâtiment en question n'autorise pas ces officiers à y entrer³. En ce qui concerne les méfaits de la police, les cas les plus médiatisés sont sans aucun doute ceux qui concernent la brutalité policière. Cette brutalité s'inscrit soit à travers la corruption, lorsque les officiers souhaitent obtenir de l'argent en échange, soit à travers la culture de la police (« *police culture* »)⁴. Cette dernière implique que les agents de police doivent faire des démonstrations de force pour être acceptés par leurs collègues, mais aussi pour s'affirmer devant les délinquants. On passe alors à une perspective de « *us vs. them* »⁵, qui consiste à protéger les officiers de police face aux autres (habitants et délinquants). La Commission note également que la corruption semble être plus présente à partir de 1987 et qu'en 1988 on compte 5 058 cas de corruption déclarés par l'*Internal Affairs Division (IAD)* et la *Field Investigative Affairs Units (FIAU)*, contre 4 883 en 1989⁶. Par conséquent, dans des quartiers dont l'ordre est remis en question par les gangs et la présence de crack, les affaires de corruption participent à une forme de désillusion et de résignation, ce qui n'améliore pas les relations entre la police et les habitants.

3.2. Une hausse des incarcérations considérable

La politique répressive mise en place par le gouvernement fédéral pour lutter contre le crack est suivie par la ville de New York, et cela va aboutir à une forte hausse du taux d'incarcération dans la ville. En effet, de nombreuses opérations ont été lancées dans le but de mettre un terme au trafic et à la consommation de drogue dans certains quartiers new-yorkais. Ainsi, pour endiguer la sous-culture déviante, les policiers ont procédé à un nombre important d'arrestations qui n'a cessé de croître entre 1980 et 1990, période durant laquelle la guerre contre le crack a été mise en place. Par conséquent, en 1980, on compte 6 294 personnes incarcérées à New York. En revanche, dès la mise en place des opérations policières sur le

1 *Ibid.* p. 22.

2 *Ibid.* p. 25 et p. 28.

3 *Ibid.* p. 38.

4 *Ibid.* pp. 45-46.

5 *Ibid.* pp. 47-48.

6 *Ibid.* Voir *Exhibit Four*: « IAD and FIAU total open corruption cases/backlog ».

modèle proactif en 1985, le nombre de personnes incarcérées en 1985 est de 10 802 et il passe à 13 100 en 1986. Cette augmentation continue puisqu'en 1988, on dénombre 16 076 individus incarcérés. On note alors que lors de la période qui correspond à la présidence de Ronald Reagan, soit de janvier 1981 à janvier 1989, le nombre de détenus par an a augmenté de manière drastique car on enregistre une hausse d'environ 99 %¹. Pourtant, le taux de crime, que l'on appelle l'*Index crime rate*² reste sensiblement stable, voire légèrement en baisse, alors que le nombre de détenus ne cesse de croître³. On peut considérer que l'augmentation du nombre de prisonniers est liée à un type de crime précis, puisque la part des délits et des crimes liés à la drogue dans les arrestations ne cesse d'augmenter. En 1980, sur un total de 57 468 arrestations, environ 16 % concernent des crimes liés à la drogue, et 19 % des délits liés à la drogue. En 1984, sur un total de 99 075 arrestations, environ 28 % concernent des crimes, et 30 % des délits, tous les deux liés à la drogue. Enfin en 1988, on assiste à une hausse spectaculaire du nombre d'arrestations : un total de 113 318, parmi lesquelles 35 % se sont opérées dans le cadre de crimes liés à la drogue et 35 % pour des délits liés à la drogue⁴. On peut conclure que la guerre contre la drogue, plus particulièrement contre le crack à New York, a eu un effet considérable sur le nombre d'individus incarcérés puisque celui-ci a augmenté de manière importante en une décennie.

3.3. Le trafic de drogue à la fin des années 1980

Alors que la police de New York a procédé à un grand nombre d'arrestations, le trafic de drogue ne semble pas nécessairement être impacté. En effet, malgré les opérations de grande envergure mises en place pour éradiquer la présence du crack et de la cocaïne, cette dernière n'a jamais eu de prix aussi compétitif qu'en 1990. En 1980, on estime que la cocaïne vaut 800 dollars l'*once* (28,3 grammes), tandis qu'en 1990, l'*once* vaut environ 600 dollars, alors que

1 Office of Justice Research and Performance. « Criminal Justice Indicators New York City: 1980-1999 ». *New York State Division of Criminal Justice Services*. Washington D.C. Government Printing Office.

2 L'*Index Crime Rate* se calcule par la totalité des huit crimes reconnus par le FBI (du meurtre aux vols) sur une proportion de 100 000 habitants.

3 Voir annexe 5. Tirée de: Office of Justice Research and Performance. « Criminal Justice Indicators New York City: 1980-1999 ». *op.cit.*

4 Voir annexes 6 et 7. Tirées de: Office of Justice Research and Performance. « Adult Arrest by County: Beginning 1970 ». *New York State Division of Criminal Justice Services*. Washington D.C. Government Printing Office.

la guerre contre le crack est en pleine expansion. Le fait est que la présence de la police a davantage déplacé le problème, et que certains vendeurs deviennent parfois plus agressifs :

Although the rise in price of cocaine, combined with TNT's deployment, disrupted street-level markets in some ways, there was little visible effect upon consumer demand. If anything, these two market-disrupting factors led some crack users in the research areas to somewhat more frenzied behavior¹.

De plus, on l'a vu, les vendeurs de drogue recourent à de multiples techniques pour passer entre les mailles du filet et ne pas se faire arrêter. Lorsqu'ils sont cependant appréhendés, des consommateurs n'hésitent pas à les remplacer. Les opérations de police mises en place pour mettre un terme à la déviance sociale ne semblent n'avoir eu que peu d'effet à la fin des années 1980. L'une des explications majeures pourrait résider dans la présence de la sous-culture délinquante, laquelle répond davantage à un ensemble de frustrations et à une construction en opposition à la norme dominante. La sous-culture délinquante apparaît principalement en corrélation avec l'*underclass*. Or, malgré les politiques antidrogue instaurées, certains quartiers de New York sont de véritables ghettos dont la situation économique n'a cessé de se détériorer durant les années 1980. En effet, cette décennie va également être témoin d'un certain nombre de réformes sociales, lesquelles vont avoir un impact direct sur les populations défavorisées de New York. Par exemple, lorsque la politique sociale de Reagan va impliquer une forte baisse du budget des aides sociales, notamment en ce qui concerne les coupons alimentaires, il ne fait nul doute que les habitants de certains quartiers sont particulièrement touchés. Par exemple, entre 1980 et 1990, la population qui bénéficie des coupons alimentaires passe de 43 % à 33 % à Brownsville, et de 46 % à 34 % à East New York, ce qui constitue une différence considérable. Les habitants de la quasi-totalité des quartiers les plus défavorisés connaissent une baisse de l'accessibilité aux coupons alimentaires, à l'exception de Hunts Point, dont les habitants ayant droit aux coupons alimentaires sont passés de 40 % à 42 %². En effet, les critères changent et, par exemple, seules les familles dont le revenu annuel est inférieur à 11 000 dollars peuvent bénéficier des coupons alimentaires, au lieu de 14 000 dollars autrefois³. Par conséquent, ce ne sont pas moins de 22 millions d'Américains qui sont touchés par la réforme des aides sociales et qui

1 The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement... ». *op.cit.* p. 97.

2 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* p.10.

3 St Pierre. « Reaganomics and its Implications for African-American Family Life ». *op.cit.* p. 334.

ont perdu leur droit. Or, parmi eux, ce sont plus particulièrement les Américains résidant dans les quartiers pauvres qui sont les premiers concernés. De même, en ce qui concerne les aides financières (*Cash Assistance*), de 1980 à 1990, le nombre de personnes concernées passe de 35 % à 29 % à Brownsville, et de 37 % à 30 % à East New York. En revanche, dans d'autres quartiers, on assiste à une légère hausse, comme à Central Harlem, où le nombre de personnes bénéficiant d'aides financières passe de 22% à 27 %¹. Cependant, ces mesures mises en place ont pour effet de renforcer la présence de l'*underclass* dans certains quartiers. On assiste à un véritable isolement économique, social et géographique qui se renforce dans les années 1980, ce qui contribue à la pérennisation de la sous-culture délinquante et par conséquent du trafic et de la consommation de drogue.

À la fin des années 1980, la guerre contre le crack à New York semble donc loin d'être terminée. Devant un tel phénomène, les opérations policières vont changer de nature. En 1993, New York va voir apparaître l'émergence du « *stop-and-frisk* », une technique qui autorisera les officiers de police à arrêter et procéder à une fouille sur tout individu qui leur semble suspect². De plus, les années 1990 vont également être l'apogée de ce que l'on appelle la théorie de la « *quality-of-life policing* », qui consiste à maintenir une qualité de vie élevée et à prohiber tout comportement déviant, même sans gravité apparente, notamment en sanctionnant des individus en état d'ivresse sur la voie publique³. Ainsi, l'application de ce type de théorie par des politiques visant à réprimer tout comportement jugé offensant permet d'éviter l'apparition d'un sentiment d'insécurité, la désertification des rues et par conséquent la prolifération de la délinquance⁴. Les années 1980 ne représentent alors pas nécessairement pour New York et ses quartiers défavorisés la fin de la déviance sociale, mais plutôt le début d'une politique répressive, qui se prolongera jusque dans les années 1990 à 2000.

1 Eide. « Poverty and Progress in New York I... ». *op.cit.* p. 9.

2 Lamotte. « La police, le 'gang' et le non profit... ». *op.cit.* p. 151.

3 Bruce D. Johnson et al. « The International Implications of Quality-of-Life Policing as Practised in New York City ». *Police Practice and Research*. Vol. 11. No. 1. Février 2010. p. 20.

4 George L. Kelling et James Q. Wilson. « Broken Windows: the Police and Neighborhood Safety... ». *The Atlantic*. Mars 1982. Disponible sur: <theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/>. Consulté le 23 mai 2019.

Conclusion générale

Dans les années 1980, la population afro-américaine est donc profondément marginalisée dans les ghettos. Cette marginalisation s'est effectuée tout au long de l'histoire, d'abord en lien avec l'esclavage et les lois de Jim Crow, puis par le phénomène de ségrégation résidentielle durant lequel la communauté s'est retrouvée enclavée dans des quartiers de fortune. Or, c'est dans un tel isolement géographique, mais aussi social que s'est formée l'*underclass*. Cette dernière définit à la fois les individus qui manquent de compétences professionnelles, inscrits dans une longue tradition de chômage et qui sont particulièrement touchés par la pauvreté, mais aussi ceux qui appartiennent à la culture délinquante¹. Cette dernière, que l'on associe principalement aux quartiers défavorisés, est le résultat notamment d'une constante frustration. Cette frustration est principalement liée aux objectifs à atteindre dans une société dominée par la valeur de la réussite, mais aussi à la problématique des normes sociales². Dans une société complexe, il y aura toujours des normes qui vont différer des normes établies, et ce sont celles-ci qui seront considérées comme déviantes. Si l'on considère la sous-culture délinquante, les normes répondant à cette dernière sont orientées vers le « code de la rue »³. Il s'agit notamment de donner une grande importance à la présence des gangs dans les ghettos, et le plus souvent d'en faire partie pour différentes raisons. L'un des motifs principaux pour intégrer un gang réside dans l'acquisition d'un statut ou d'une réputation, mais aussi de pouvoir bénéficier d'un revenu confortable, lequel est souvent associé au trafic de drogue⁴. Or, durant les années 1980, le trafic de drogue est dominé par la marijuana, mais aussi par le crack, un dérivé de la cocaïne, nettement plus puissant et addictif. Ainsi, en supposant que les gangs naissent dans l'*underclass*, et que leurs revenus sont liés au crack, mettre un terme à la présence de cette drogue dans la société, c'est également mettre un terme à la possibilité des revenus des gangs, et donc contrôler la déviance sociale qui gangrène le ghetto. Cependant, la déviance ne concerne pas uniquement les individus qui vendent de la drogue mais aussi ceux qui la consomment. Ces derniers se trouvent alors

1 Wilson. *The Truly Disadvantaged...* op.cit. p. 8. Voir également Ken Auletta. *The Underclass*. op.cit.

2 Merton. « Social Structure and Anomie ». op.cit. p. 673.

3 Anderson. *Code of the Streets...* op.cit. pp. 9-10.

4 Decker et Van Winkle. *Life in the Gang...* op.cit. p.153.

d'avantage en marge de la société dominante¹. Comme il a été constaté, le crack est une drogue particulièrement addictive, et bien qu'elle se trouve être particulièrement abordable, un bon nombre de consommateurs ne possèdent pas nécessairement assez de ressources financières pour s'en procurer. On assiste alors à une hausse du crime en rapport avec la drogue, pas seulement en ce qui concerne des crimes dits « systémiques² », mais également des crimes « économiques³ », lesquels subviennent lorsque les consommateurs agressent des personnes ou volent de l'argent afin de s'acheter une ampoule de crack. De plus, on trouve également des crimes que l'on attribue à la substance consommée⁴. En revanche, si les médias insistent davantage sur ce type de crime, il convient de préciser qu'ils ne constituent cependant pas la majorité des crimes liés à la drogue. La plupart des meurtres commis dans le cercle de la drogue sont ceux perpétrés par les membres de gangs, et ils touchent généralement d'autres bandes rivales, bien que des accidents dramatiques aient tout de même lieu.

Lorsque Ronald Reagan lance sa première mesure fédérale contre le crack en 1986, dans une perspective de contrôler la déviance sociale, il répond alors tardivement à une préoccupation nationale. Cette dernière est influencée à la fois par les médias, mais aussi par la rhétorique utilisée par le président lui-même et par son épouse lors de déclarations publiques par exemple. Or, si le crack est considéré comme particulièrement présent en 1986, il s'avère que la consommation de cette drogue a déjà commencé à baisser parmi les Américains et ce, sans même l'intervention du gouvernement⁵. Puis en 1988, la tolérance zéro envers le crack s'amplifie à travers l'*Anti Drug Abuse Act* qui stipule que toute condamnation en rapport avec le crack sera accompagnée d'une peine de prison, même s'il ne s'agit que d'un premier délit. Toutefois, ce durcissement de la politique punitive, privilégié à une politique réhabilitative, intervient en même temps que la privatisation des entreprises du milieu carcéral. Par conséquent, la hausse des incarcérations génère un bénéfice important pour ces entreprises, à la fois parce qu'elles interviennent dans la construction des prisons, mais aussi parce que ces dernières sont rapidement peuplées compte tenu du nombre d'incarcérés. On constate en effet que le phénomène d'incarcération de masse est tel qu'entre

1 Merton. « Social Structure and Anomie ». *op.cit.* p. 677.

2 Goldstein et al. « Crack and Homicide in New York City, 1988... ». *op.cit.* p. 656.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

5 Voir annexe 1. *op.cit.*

1980 et 1994, le nombre d'individus dans les prisons américaines augmente de 300 %¹. De même, les prisons locales deviennent rapidement surpeuplées, puisqu'en 1988 on ne trouve pas moins de 343.569 détenus pour 339.633 places au total². Certaines prisons américaines deviennent alors dangereuses à cause de la surpopulation et souffrent d'une réputation sulfureuse, comme c'est le cas pour Riker, la prison municipale de New York³. En revanche, la problématique associée à cette approche punitive est que le crack est considéré comme une drogue principalement consommée par une grande majorité d'Afro-Américains ou de Portoricains. Ainsi, on assiste à un taux d'incarcération qui ne cesse d'augmenter durant les années 1980, mais qui touche alors principalement ces groupes ethniques. Par conséquent, au lendemain de la présidence de Reagan, en 1992, on compte 51 % d'Afro-Américains parmi les détenus⁴, alors qu'ils ne représentent qu'environ 12 % de la population américaine⁵. La politique antidrogue de Reagan a alors un impact considérable sur la population noire, ce qui remet en question l'efficacité du contrôle de la déviance sociale. C'est donc davantage une politique punitive qui est mise en place, ce qui aboutit comme on l'a vu, à une incarcération de masse, mais pas nécessairement à la fin de la déviance sociale. En effet, si les lois fédérales touchent les consommateurs et les vendeurs de drogue, elles semblent toutefois avoir un impact limité sur la source de la présence du crack aux États-Unis, c'est-à-dire les exportateurs colombiens. Si le président Reagan a mis en place des opérations aux frontières et autorisé la militarisation de la police afin que cette dernière bénéficie de la technologie et des lieux d'entraînement autrefois réservés à l'armée⁶, les saisies effectuées ne parviennent pas à enrayer le phénomène. Par ailleurs, afin d'augmenter le budget alloué à la Défense et ainsi mettre un terme à l'exportation de cocaïne, mais aussi de mettre un terme à la *welfare dependency*, le président a instauré des restrictions budgétaires qui ont, elles aussi, eu un impact tout particulier sur l'*underclass* afro-américaine. En effet, le gouvernement change les conditions d'accès à certaines aides sociales, ce qui a des conséquences considérables,

1 Donziger et al. *The Real War on Crime...* *op.cit.* p. 25. En 1980 ils sont 500 000 individus incarcérés contre 1,5 millions en 1994.

2 Bureau of Justice Statistics. *Correctional Populations in the United States: 1990*. *op.cit.* Voir « Table 2.5. Jail Capacity and Occupancy, selected years, 1979 - 1990 ».

3 Bourgois. *En quête de respect...* *op.cit.* pp. 70-71.

4 Donziger et al. *The Real War on Crime...* *op.cit.* p. 15.

5 U.S. Census Bureau. « Resident Population by Race, 1980 to 1995, and Projection, 1996 to 2050 ». *op.cit.* 1996.

6 Boyer. *La guerre perdue contre la drogue*. *op.cit.* p. 48.

puisque la communauté noire est la principale bénéficiaire de ces aides¹. Là encore, on note que la volonté de contrôler la déviance sociale a une incidence qui peut s'avérer négative sur la population afro-américaine. En réduisant l'accessibilité aux aides sociales, principalement pour augmenter le budget de la Défense, cela conduit à un seuil de pauvreté maintenu voire croissant parmi l'*underclass* afro-américaine, et par conséquent un risque accru de la pérennisation de la sous-culture délinquante avec son économie parallèle liée au trafic de drogue.

Enfin, la présence du crack a également un impact à l'échelle locale, puisqu'à New York, la problématique est la même que dans tout le pays. On dénombre plusieurs ghettos particulièrement touchés par les restrictions budgétaires mises en place sur les coupons alimentaires, ou encore *Medicaid* à travers le changement des critères définissant les personnes ayant droit aux aides sociales. De plus, la crise économique touche New York de plein fouet puisqu'en 1980, un New-Yorkais sur cinq est sans emploi. Ainsi, dans certains quartiers comme Brownsville, Harlem, le Nord-Ouest du Bronx ou encore East New York, la situation est critique. Non seulement le taux de pauvreté avoisine les 40 % de la population, mais les crimes sont de plus en plus présents. Au début des années 1980, des habitants du Nord-Ouest du Bronx vont même se lancer dans une série d'initiatives afin de tirer la sonnette d'alarme. Cela passe aussi bien par la prévention que par des patrouilles organisées par des civils. Puis, des opérations policières sont peu à peu mises en place, bien que certains résidents remettent en question leur efficacité. Dans une approche proactive, la police, désormais militarisée, mène des enquêtes de grande envergure, avec notamment des officiers sous couverture. La police de New York voit également apparaître des unités spéciales qui travaillent parfois même en collaboration avec le FBI. La présence accrue de ces policiers tend à une baisse de la criminalité en générale, mais cette dernière est remise en question par le déplacement des vendeurs vers d'autres quartiers. En effet, devant la politique répressive, de nombreux délinquants parviennent à passer entre les mailles du filet. Par ailleurs, le marché de la drogue continue d'être florissant et génère également des profits considérables, ce qui conduit à des affaires de corruption auprès de certains officiers de police. Bien qu'elles ne soient pas nombreuses, elles sont suffisantes pour entacher la réputation des forces de

1 St. Pierre. « Reaganomics and its Implications for African-American Family Life ». *op.cit.* p. 335.

l'ordre, et par conséquent créer un sentiment de résignation et d'injustice pour certains habitants. En outre, la forte présence de la police est également remise en question en raison des brutalités policières, souvent dénoncées, puisque par exemple de 1983 à 1989, une centaine de New-Yorkais sont tués par la police lors d'arrestations ou de contrôles. De la même manière qu'à l'échelle nationale, les multiples opérations de police aboutissent à une hausse du taux d'incarcération considérable dans la prison de Riker. Cependant, New York ne constitue pas une exception notable aux États-Unis. En effet, en 1980, New York est la ville qui compte le taux le plus élevé de crimes sur 100 000 habitants devant Los Angeles (Californie), ou encore Detroit (Michigan). En revanche, durant la présidence de Reagan, le taux de crimes va se stabiliser, voire même baisser entre 1982 et 1986, ce qui ne sera pas le cas de Detroit par exemple¹. Ainsi, la politique de la tolérance zéro mise en place par Ronald Reagan, semble avoir marqué le début d'une véritable guerre contre le crime, souvent appelée la théorie du *Law and Order* : « *the police strictly enforce all infractions of law and order using an array of aggressive tactics such as street sweeps, proactive enforcement of not just the law but community order, and a proliferation of drug raids on private residences*² ». Toutefois, malgré la hausse du nombre d'individus incarcérés, la déviance sociale ne va pas nécessairement disparaître durant la présidence de Reagan, mais elle semble au contraire s'amplifier. Tout du moins, le nombre d'incarcérations ne cessera pas d'augmenter pendant la présidence du républicain George H.W. Bush., et New York connaîtra l'âge d'or de la tolérance zéro durant les années 1990³. Cependant, la guerre contre la drogue n'est toujours pas terminée à l'heure actuelle, car alors que la consommation de crack a baissé durant les années 1980, et ce même sans l'intervention du gouvernement, elle a laissé place à de nouvelles tendances telles que les drogues hallucinogènes, les drogues de synthèse ou encore la consommation de médicaments hors ordonnance⁴.

1 Voir U.S. Census Bureau. « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990 ». *Statistical Abstracts of the United States: 1981, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1981, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992.

2 Kraska. « Militarization and Policing – Its relevance to 21st Century Police ». *op.cit.* p. 9

3 Charlotte Recoquillon. « Les enjeux de la revitalisation urbaine : Harlem, du ghetto au quartier chic ». *Hérodote*. Vol. 1. No. 132. p. 188.

4 U.S. Census Bureau. « Drug Use, by Type of Drug and Age Group: 1985 to 1997 » et « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1999 and 2000 ». *Statistical Abstract of the United States: 1999, 2002*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1999, 2002.

Bibliographie

Sources primaires

Lois

- Blackmun, Harry A. Supreme Court Of The United States. *U.S. Reports: Roe v. Wade*. 410 U.S. 113. 1972. Periodical. Disponible sur <loc.gov/item/usrep410113/>. Consulté le 20 mai 2019.
- Johnson, Lyndon B. *Executive Order 11246. Equal Employment Opportunity*. 30 F.R.12319. Washington D.C. Government Printing Official. 28 septembre 1965. Disponible sur <justice.gov/sites/default/files/crt/legacy/2010/12/15/Exec_Order11246.pdf>. Consulté le 19 mai 2019.
- Reagan, Ronald. *Executive Order 12607. President's Commission on Privatization*. 52 F.R. 34190. Washington D.C. Government Printing Official. 2 septembre 1987. Disponible sur <reaganlibrary.gov/research/speeches/090287c>. Consulté le 19 mai 2019.
- U.S. 88th Congress. « Civil Rights Act of 1964 ». *Public Law 88-352*. Washington D.C. Government Printing Official. 78. STAT. 241. 2 juillet 1964. Disponible sur <eeoc.gov/eeoc/history/35th/thelaw/civil_rights_act.html> Consulté le 19 mai 2019.
- .« Economic Opportunity Act of 1964 ». *Public Law 88-452*. Washington D.C. Government Printing Office. 78. STAT. 20 août 1964. Disponible sur <govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-78/pdf/STATUTE-78-Pg508.pdf>. Consulté le 19 mai 2019.
- U.S. 89th Congress. « Housing and Urban Development Act of 1965 ». *Public Law 89-117*. Washington D.C. Government Printing Office. 19. STAT. 10 août 1965. Disponible sur <govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-79/pdf/STATUTE-79-Pg451.pdf>. Consulté le 17 mai 2019.
- U.S. 90th Congress. « Fair Housing Act of 1968 ». *Public Law 90-284*. Washington DC. Government Printing Office. 82. STAT. 73. 11 avril 1968. Disponible sur <justice.gov/crt/fair-housing-act-2>. Consulté le 17 mai 2019.
- U.S. 91st Congress. « Comprehensive Drug Abuse Prevention and Control Act of 1970 ». *Public Law 91-513*. Washington DC. Government Printing Office. 84. STAT. 27 octobre 1970. Disponible sur <govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-84/pdf/STATUTE-84-Pg1236.pdf>. Consulté le 10 mai 2019.
- U.S. 93rd Congress. « Housing and Community Development Act of 1974 ». *Public Law 93-383*. Washington DC. Government Printing Office. 88. STAT. 22 août 1974. Disponible

sur <govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-88/pdf/STATUTE-88-Pg633-2.pdf>. Consulté le 10 mai 2019.

U.S. 97th Congress. « Authorization of Military Cooperation with Civilian Law Enforcement Officials ». *Public Law 97-86*. Washington D.C. Government Printing Office. Disponible sur <archive.gao.gov/d40t12/122004.pdf>. Consulté le 10 avril 2019. 1^{er} décembre 1981.

U.S. 98th Congress. « Comprehensive Crime Control Act of 1984 ». *Public Law 98-473*. Washington D.C. Government Printing Office. 98 STAT. 1837. 12 octobre 1984. Disponible sur <govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-98/pdf/STATUTE-98-Pg1837.pdf>. Consulté le 3 avril 2019.

U.S. 99th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1986 ». *Public Law 99-570*. H.R. 5484. Washington D.C. Government Printing Office. 100 STAT. 3207. 27 octobre 1986. Disponible sur <govtrack.us/congress/bills/99/hr5484/text>. Consulté le 15 mars 2018.

U.S. 100th Congress. « Anti Drug Abuse Act of 1988 ». *Public Law 100-690*. H.R. 5210. Washington D.C. Government Printing Office. 102 STAT. 4181. 18 novembre 1988. Disponible sur <govtrack.us/congress/bills/100/hr5210/text>. Consulté le 15 mars 2018.

Rapports

Amnesty International. « Police Brutality and Excessive Force in the New York Police Department ». *Amnesty International Report*. AMR. 51/36/96. Rapport. Juin 1996. Disponible sur <amnesty.org/en/documents/amr51/036/1996/en/>. Consulté le 2 mai 2019.

The City of New York Commission to investigate Allegations of Police Corruption and the Anti-Corruption Procedures of the Police Department. *Anatomy of Failure: A Path For Success*. New York: The Mollen Commission. Rapport. 7 juillet 1994. Disponible sur <archive.org/details/MollenCommissionNYPD>. Consulté le 15 mai 2019.

Donziger, Steven R., et al. *The Real War on Crime: The Report of the National Criminal Justice Commission*. National Center on Institutions and Alternatives. National Criminal Justice Commission. New York: Harper Perennial. Rapport. 1996.

Eide, Stephen. « Poverty and Progress in New York I: Conditions in New York City's Poorest Neighborhoods ». *Civic Report*. No 88. New York: Center for State and Local Leadership at the Manhattan Institute. Rapport. Juin 2014. Disponible sur <media4.manhattan-institute.org/pdf/cr_88.pdf>. Consulté le 12 mai 2019.

Kerner, Otto, et al. *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*. The National Advisory Commission on Civil Disorders. Washington D.C. Government Printing Office. Rapport. Mars 1968.

Mason, Cody. « Too Good to be True: Private Prisons in America ». *The Sentencing Project*. Research and Advocacy for Reform. Washington D.C. The Sentencing Project. Rapport. Janvier 2012. Disponible sur <sentencingproject.org/wp-content/uploads/2016/01/Too-Good-to-be-True-Private-Prisons-in-America.pdf>. Consulté le 15 mai 2019.

Moynihan, Daniel. *The Negro Family: The Case for National Action*. Washington D.C. Office of Policy Planning and Research. U.S. Department of Labor. Rapport. 1965.

Police Department City of New York. *Annual Report 1984*. New York: NYPD Printing Office. Rapport. 1984. Disponible sur <ncjrs.gov/pdffiles1/Digitization/121490NCJRS.pdf>. Consulté le 2 mai 2019.

Police Department City of New York. *Annual Report 1988*. New York: NYPD Printing Office. Rapport. 1988. Disponible sur <ncjrs.gov/pdffiles1/Digitization/142123NCJRS.pdf>. Consulté le 2 mai 2019.

The Vera Institute of Justice. « The Neighborhood Effects of Street-Level Drug Enforcement: Tactical Narcotic Teams in New York ». *An Evaluation of TNT*. New York: Vera Institute of Justice. Rapport. Septembre 1992. Disponible sur <vera.org/publications/the-neighborhood-effects-of-street-level-drug-enforcement-tactical-narcotics-teams-in-new-york>. Consulté le 2 mai 2019.

Discours

CNN. « CNN: 1986. Nancy Reagan's Just Say No's campaign ». *Youtube*. Discours de Nancy Reagan. 28 février 2011. Disponible sur <[youtube.com/watch?v=lQXgVM30mIY&t=76s](https://www.youtube.com/watch?v=lQXgVM30mIY&t=76s)>. Consulté le 28 avril 2019.

Reagan, Ronald. « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse ». *The American Presidency Project*. 14 septembre 1986. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=36414>. Consulté le 14 avril 2018.

---. « Message to the Congress on America's Agenda for the Future ». *The American Presidency Project*. 6 février 1986. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=36768>. Consulté le 15 avril 2018.

---. « Radio Address to the Nation on Federal Drug Policy ». *The American Presidency Project*. 2 octobre 1982. Disponible sur : <presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=43085>. Consulté le 15 avril 2018.

- . « Radio Commentary on the Welfare Queen ». Octobre 1976. *Soundcloud*. Disponible sur <soundcloud.com/slate-articles/ronald-reagan-radio-commentary>. Consulté le 15 avril 2018.
- . « Remarks Announcing Federal Initiatives Against Drug Trafficking and Organized Crime ». *Ronald Reagan Presidential Library & Museum*. 14 octobre 1982. Disponible sur <reaganlibrary.gov/research/speeches/101482c>. Consulté le 27 avril 2019.
- . « Remarks at the Annual Conference of the National Sheriff's Association in Hartford, Connecticut ». *Ronald Reagan Presidential Library & Museum*. 20 juin 1984. Disponible sur <reaganlibrary.gov/research/speeches/62084c>. Consulté le 27 avril 2019.

Statistiques

- Bureau of the Census. « America's Income – Changes between the Censuses ». *Statistical Brief*. Washington DC. U.S. Department of Commerce. Rapport. Février 1993. Disponible sur <[census.gov/prod/1/statbrief/sb93_1.pdf](https://www.census.gov/prod/1/statbrief/sb93_1.pdf)>. Consulté le 4 mai 2019.
- Bureau of Justice Statistics. *Drugs and Crime Facts, 1989*. Washington D.C. U.S. Department of Justice. Office of Justice Programs. 1^{er} janvier 1990. Disponible sur <bjs.gov/index.cfm?ty=pbdetail&iid=3696>. Consulté le 3 mai 2019.
- . *Correctional Populations in the United States, 1990*. Washington D.C. U.S. Department of Justice. Office of Justice Programs. Juillet 1992. Disponible sur <[ncjrs.gov/pdffiles1/Digitization/134946NCJRS.pdf](https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/Digitization/134946NCJRS.pdf)>. Consulté le 3 mai 2019.
- Office of Justice Research and Performance. « Adult Arrest by County: Beginning 1970 ». *New York State Division of Criminal Justice Services*. Washington D.C. Government Printing Office. <data.ny.gov/Public-Safety/Adult-Arrests-by-County-Beginning-1970/rikd-mt35>
- . Office of Justice Research and Performance. « Criminal Justice Indicators New York City: 1980-1999 ». *New York State Division of Criminal Justice Services*. Washington D.C. Government Printing Office.
- « Uniform Crime Reports and Index of Crime in New York in the State of New York enforced by New York City from 1985 to 2005 ». *Disaster Center*. Disponible sur <disastercenter.com/newyork/crime/9004.htm>. Consulté le 10 mai 2019.
- U.S. Census Bureau. *Statistical Abstract of the United States: 1981*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1981. Disponible sur <[census.gov/library/publications/1981/compendia/statab/102ed.html](https://www.census.gov/library/publications/1981/compendia/statab/102ed.html)>. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1980 »

- . *Statistical Abstract of the United States: 1984*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1984. Disponible sur census.gov/library/publications/1983/compendia/statab/104ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1982 »
- . *Statistical Abstract of the United States: 1986*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1986. Disponible sur census.gov/library/publications/1985/compendia/statab/106ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1984 »
- . *Statistical Abstract of the United States: 1988*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1988. Disponible sur census.gov/library/publications/1987/compendia/statab/108ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1986 »
- . *Statistical Abstract of the United States: 1990*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1990. Disponible sur census.gov/library/publications/1990/compendia/statab/110ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1988 »
 - « Drug Removals, Laboratory Seizures, and Persons Indicted, by DEA: 1984 to 1988 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 1991*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1991. Disponible sur census.gov/library/publications/1991/compendia/statab/112ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1989, and by Sex and Region, 1989 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992. Disponible sur census.gov/library/publications/1992/compendia/statab/112ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Crime Rates by Type, Selected Large Cities: 1990 »
 - « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1990, and by Region, 1990 ».
 - « Jail Inmates by Race and Detention Status: 1978 to 1990 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 1993*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1993. Disponible sur census.gov/library/publications/1993/compendia/statab/113ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1974 and 1991 ».

- . *Statistical Abstract of the United States: 1995*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1995. Disponible sur census.gov/library/publications/1995/compendia/statab/115ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1993, and by Region, 1995 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 1996*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1996. Disponible sur census.gov/library/publications/1996/compendia/statab/116ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Resident Population by Race, 1980 to 1995 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 1999*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1999. Disponible sur census.gov/library/publications/1999/compendia/statab/119ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1985 to 1997 ».
- . *Statistical Abstract of the United States: 2002*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 2002. Disponible sur census.gov/library/publications/2002/compendia/statab/122ed.html. Consulté le 10 avril 2018. Voir:
- « Drug Use by Type of Drug and Age Group: 1999 and 2000 ».

Presse

- Buder, Leonard. « 1980 called Worst Year of Crime in City History ». *The New York Times*. 25 février 1981.
- Chambers, Marcia. « Life in City's Gangs: Some Things have changed, but it's still a Dead End ». *The New York Times*. 27 septembre 1983.
- Clendinen, Dudley. « Buoyant Anti-Drug Parley Plans a Global Alliance ». *The New York Times*. 24 mars 1986.
- Cummings, Judith. « Drug Tied to Rogers's Death ». *The New York Times*. 29 juin 1986.
- « Cocaine on a Deadly High in U.S. ». *Chicago Tribune*. 12 juillet 1986.
- Davis, Angela. « Masked Racism: Reflexion on the Prison-Industrial Complex ». *Colorlines*. 10 septembre 1992.
- « Examiner Confirms Cocaine Killed Bias ». *The New York Times*. 25 juin 1986.
- Fried, Joseph P. « Two Queens Officers convicted in Stun-Gun Trial ». *The New York Times*. 3 mai 1986.

- Gately, Gary « On City Street Corners, Night of Antidrug Vigils ». *The New York Times*. 22 juillet 1986.
- Gross, Jane. « A New, Purified Form of Cocaine causes Alarm as Abuse increases ». *The New York Times*. 29 novembre 1985.
- Hamilton, Brad. « Gangs of New York ». *New York Post*. 28 octobre 2007.
- Hevesi, Dennis. « Drug Wars don't pause to spare the Innocent ». *The New York Times*. 22 janvier 1989.
- Holmes, Steven A. « Community shrinks from Crack's Embrace ». *The New York Times*. 15 novembre 1989.
- James, George. « Drug Crackdown is expanded to East Harlem ». *The New York Times*. 16 novembre 1988.
- Kelling, George L. et James Q. Wilson. « Broken Windows: The Police and Neighborhood Safety ». *The Atlantic*. Mars 1982.
- Kerr, Peter. « Citizen Anti-Crack Drive: Vigilance or Vigilantism ? ». *The New York Times*. 23 mai 1988.
- . « Crack Addiction Spreads among the Middle Class ». *The New York Times*, 8 juin 1986.
- . « Growth in Heroin Use Ending as City Users turn to Crack ». *The New York Times*. 13 septembre 1986.
- . « Some School Drug Efforts Faulted ». *The New York Times*. 17 septembre 1986.
- . « Rising Concern on Drugs stirs Public to Activism ». *The New York Times*. 10 août 1986.
- Nix, Crystal. « 'We're not going, so they have to': The Bronx Battle Cry against Crack ». *The New York Times*. 19 juin 1986.
- Morgan, Thomas. « Muslims start Patrol to fight Crack in Brooklyn ». *The New York Times*. 23 janvier 1988.
- Raab, Selwyn. « Brutal Drug Gangs Wage War of Terror in Upper Manhattan ». *The New York Times*. 15 mars 1988.
- Roberts, Sam. « A House Panel will hear Charges of Police Brutality to City's Blacks ». *The New York Times*. 17 juillet 1983.
- . « Panel sees some Police Racism in New York ». *The New York Times*. 15 novembre 1984.
- Thau, Barbara. « Great Depression Echo ». *The Real Deal. New York Real Estate News*. 31 mars 2009.

« University Mourns Len Bias ». *The New York Times*. 20 juin 1986.

Williams, Matt et Ryan Devereaux. « New York's Stop-and-Frisk Policy is Unconstitutional, Judge rules ». *The Guardian*. 12 août 2013.

Sites Internet et documentaires

« About National Families in Action ». *National Families in Action*. Disponible sur <nationalfamilies.org/about.html>. Consulté le 28 avril 2019.

« About NFP ». *National Family Partnership*. Disponible sur: <nfp.org/about-nfp/>. Consulté le 28 avril 2019.

« Cocaine ». *Crime Museum*. 2017. Disponible sur: <crimemuseum.org/crime-library/drugs/cocaine/>. Consulté le 30 mai 2018.

« Cocaine ». *National Institute on Drug Abuse*. 13 juillet 2018. Disponible sur <drugabuse.gov/publications/drugfacts/cocaine>. Consulté le 21 avril 2019.

« Community Development Block Grant Program, CDBG ». *HUD.gov*. Washington D.C. : U.S. Department of Housing and Urban Development. Disponible sur <hud.gov/program_offices/comm_planning/communitydevelopment/programs>. Consulté le 10 mai 2019.

DuVernay, Ava. *13th*. Kandoo Films. 16 octobre 2016. Documentaire.

« History ». *DARE*. Disponible sur <dare.org/history>. Consulté le 19 avril 2019.

« History 1985 - 1990 ». *Drug Enforcement Administration*. Disponible sur <dea.gov/sites/default/files/2018-07/1985-1990%20p%2058-67custom2.pdf>. Consulté le 4 avril 2018.

Office of Management and Budget. « Table 5.6. Budget Authority for Discretionary Programs. 1976 – 2024 ». *Historical Tables*. Disponible sur <whitehouse.gov/omb/historical-tables/> Consulté le 1 mai 2019.

Office of National Drug Control Policy. *National Drug Control Strategy: Executive Summary*. Washington D.C. Government Printing Office. 1995. Disponible sur <hsdl.org/?view&did=14885>. Consulté le 10 avril 2019.

« PTA History 1980 - 1989 ». *National PTA*. Disponible sur <pta.org/home/About-National-Parent-Teacher-Association/Mission-Values/National-PTA-History/PTA-History-1980-1989>. Consulté le 30 avril 2019.

« NFP Mourns the Loss of Nancy Reagan and remembers her Work to reduce Substance Abuse ». *National Family Partnership*. 7 mars 2016. Disponible sur <nfp.org/2016/03/07/nfp-mourns-the-loss-of-nancy-reagan/>. Consulté le 28 avril 2019.

« Welcome to 1940s New York ». *1940s New York*. Disponible sur <1940snewyork.com>. Consulté le 9 mai 2019.

Sources secondaires

Ouvrages

- Alexander, Michele. *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*. New York: The New Press. 2012
- Allport, Gordon W. *The Nature of Prejudice*. New York: Doubleday Anchor. 1958.
- Anderson, Elijah. *Code of the Streets: Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*. New York: Norton. 1999.
- Auletta, Ken. *The Underclass*. New York: Random House. 1982.
- Badger, Anthony J. *The New Deal: The Depression Years, 1933 – 1940*. New York: The Noonday Press. 1989.
- Baggins, David S. *Drug Hate and the Corruption of American Justice*. Westport, Connecticut: Praeger. 1998.
- Becker, Howard S. *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York: MacMillan. 1966
- Beckett, Katherine. *Making Crime Pay: Law and Order in Contemporary American Politics*. Oxford: Oxford University Press. 1997.
- Benavie, Arthur. *Drugs America's Holy War*. New York : Routledge. 2009.
- Bergeron, Henri. *Sociologie de la drogue*. Paris : La Découverte. 2009.
- Bertram, Eva et al. *Drug War Politics: The Price of Denial*. Los Angeles: University of California Press. 1996.
- Boggs, Carl. *Drugs, Power, and Politics: Narco Wars, Big Pharma and the Subversion of Democracy*. New York: Routledge. 2016.
- Bourgois, Phillippe. *En quête de respect : le crack à New York*. Paris : Seuil. 2001. Traduction de *In Search of Respect*. Cambridge: Cambridge University Press. 1995.
- Boyer, Jean-François. *La guerre perdue contre la drogue*. Paris: La Découverte. 2001.
- Chesepiuk, Ron. *Hard Target: The United-States War against International Drug Trafficking, 1982 – 1997*. Jefferson: McFarland, Caroline du Nord. 1999.
- Clark, Kenneth B. *Dark Ghettos: Dilemma of Social Power*. New York: Harper & Row. 1965.
- Cohen, Albert K. *Delinquent Boys: The Culture of the Gang*. Glencoe, Écosse: The Free Press. 1955. 6th Ed. 1961.

- Decker, Scott H., et Barrik Van Winkle. *Life in the Gang: Family, Friends and Violence*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Delpirou, Alain et Eduardo Mackenzie. *Les cartels criminels : cocaïne et héroïne : une industrie lourde en Amérique Latine*. Paris: Presses Universitaires de France. 2000.
- Durkheim, Emile. *Les règles de la méthodologie sociologique*. Paris. Presses Universitaires de France. 1894. 14ème Édition. 1960.
- Elwood, William N. *Rhetoric in the War on Drugs: The Triumphs and Tragedies of Public Relations*. Westport, Connecticut: Praeger. 1994.
- Gettleman, Marvin E. et David Mermelstein. *The Failures of American Liberalism after the Great Society*. New York: Random House. 1971.
- Goode, Erich. *Drugs in American Society*. New York: Knopf. 1989.
- Jencks, Christopher. *Rethinking Social Policy: Race, Poverty and the Underclass*. Cambridge: Harvard University Press. 1992.
- Jones, Jacqueline. *America's Underclasses from the Civil War to the Present*. New York: Basic Books. 1992.
- Lagrange, Hugues. *La Civilité à l'épreuve : Crime et sentiment d'insécurité*. Paris: Presses universitaires de France. 1995.
- Lewis, Oscar. *Five Families: Mexican Studies in the Culture of Poverty*. New York: Basic Books. 1959.
- Massey, Douglas S. et Nancy A. Denton. *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*. Cambridge: Harvard University Press. 1993.
- Meier, August, et Elliott M. Rudwick. *From Plantation to Ghetto*. New York : Hill and Wang. 1976.
- Mills, James. *The Underground Empire: Where Crime and Justice Embrace*. New York: Doubleday Anchor. 1986.
- Murray, Charles. *Losing Ground*. New York: Basic Books. 1984.
- Olson, James S. « Stagflation ». *Historical Dictionary of the 1970s*. Santa Barbara, Californie: Greenwood. 1999.
- Parmentier, Guillaume. *Les États-Unis : Choc et changements*. Paris : Odile Jacob. 2004.
- Silberman, Charles E. *Crisis in Black and White*. New York: Vintage Book. 1964.

- Soss, Joe et al. *Disciplining the Poor: Neoliberal Paternalism and the Persistent Power of Race*. Chicago: University of Chicago Press. 2011.
- Soffer, Jonathan. *Ed Koch and the Rebuilding of New York City*. New York: Columbia University Press. 2010.
- Stimson, James A. *Public Opinion in America: Moods, Cycles, and Swings*. Boulder, Colorado: Westview Press. 1991.
- Thrasher, Frederic M. *The Gang: A Study of 1,313 Gangs in Chicago*. Chicago: University of Chicago Press. 1963.
- Wacquant, Loïc. *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*. Marseille: Agone. 2004.
- Wilson, William Julius. *The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy*. Chicago: University of Chicago Press. 1990.
- Zinn, Howard et Frédéric Cotton. *Une Histoire populaire des États-Unis*. Marseille: Agone. 2002.

Articles

- Anderson, Elijah. « The Iconic Ghetto ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 642. Juillet 2012. pp. 8-24.
- Bagley, Bruce M. « Colombia and the War on Drugs ». *Foreign Affairs*. Vol. 67. Automne 1988. pp. 70-92.
- Body-Gendrot, Sophie. « Les nouvelles formes de la violence urbaine aux États-Unis ». *Culture et Conflits*. Vol. 6. Été 1992. pp. 1-15.
- Castel, Robert. « La 'guerre à la pauvreté' aux États-Unis : le statut de l'indigence dans une société d'abondance ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. Vol. 19. Janvier 1978. pp. 47-60.
- Cummings, Andre Douglas Pond. « 'All Eyez on Me': America's War on Drugs and the Prison-Industrial Complex ». *The Journal of Gender, Race and Justice*. Vol. 15. No 3. 2012. pp. 417-448.
- Goldstein, Paul J. et al. « Crack and Homicide in New York City, 1988: A conceptually based Event Analysis ». *Contemporary Drug Problems*. Vol. 16. No. 4. Janvier 1989. pp. 651-687.
- Gootenberg, Paul. « Talking about the Flow: Drugs, Borders, and the Discourse of Drug Control ». *Cultural Critique*. No. 71. Hiver 2009. pp. 13-46.

- Grajales, Jacobo. « Faire la ‘guerre contre la drogue’. Relations asymétriques et adoption d’un régime répressif ». *Cultures & Conflits*. Vol. 101. Printemps 2016. pp. 182-198.
- Grant, Otis B. « President Ronald Reagan and the African American Community: Harmful Stereotyping and Games of Choice in Market-Oriented Policy Reform ». *Thomas M. Cooley Law Review*. Vol. 25. Issue 1. Janvier 2008. pp. 57-97.
- Hawdon, James E. « The Role of Presidential Rhetoric in the Creation of a Moral Panic: Reagan, Bush, and the War on Drugs ». *Deviant Behavior*. Vol. 22. No 5. 2001. pp. 419-445.
- James, Susan E. et al. « The Violent Matrix: A Study of Structural, Interpersonal, and Intrapersonal Violence among a Sample of Poor Women ». *American Journal of Community Psychology*. Vol. 31. No 1-2. Mars 2003. pp. 129-141.
- Johnson, Bruce D. et al. « Crack Distribution and Abuse in New York ». *Crime Prevention Studies*. Vol. 11. 2000. pp. 19-57.
- . « The International Implications of Quality-of-Life Policing as Practised in New York City ». *Police Practice and Research*. Vol. 11. No. 1. Février 2010. pp. 17-29.
- Johnson, Vanessa D. « Impact of Race and Welfare Reform on African American Single Mothers’ Access to Higher Education ». *Journal of Black Studies*. Vol. 40. No. 6. Juillet 2010. pp. 1041-1051.
- Kraska, Peter. « Militarization and Policing – Its Relevance to 21st Century Police ». *Policing*. Vol 1. No. 4. 1^{er} janvier 2007. pp. 1-13.
- Lamotte, Martin. « La police, le ‘gang’ et le non profit : logiques de pacifications dans un ghetto nord-américain ». *L’Homme*. Vol. 219-220. 2016. pp. 149-174.
- Levitan, Mark K. et Susan S. Wieler. « Poverty in New York City, 1969 – 99: The Influence of Demographic Change, Income Growth, and Income Inequality ». *FRBNY Economic Policy Review*. Juillet 2008. pp. 13-30.
- Loftin, Colin. « Assaultive Violence as a Contagious Social Process ». *Bulletin of the New York Academy of Medicine*. Vol. 62. No. 5. juin 1986. pp. 550-555.
- Merton, Robert K. « Social Structure and Anomie ». *American Sociological Review*. Vol. 3. No. 5. 1938. pp. 672-82.
- Piven, Frances Fox. « Marginalization and American Politics ». *Revue LISA/LISA e-journal [Online]. Media, Culture, History, Culture and Society*. En ligne depuis le 1^{er} Janvier 2008. <journals.openedition.org/lisa/814> pp. 2-16.
- Pollack Petchesky, Rosalind. « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right ». *Feminist Studies*. Vol. 7. No. 2. Été 1981. pp. 206-246.

- Reagan, Nancy. « How we can make a Difference: About Drug Abuse and Young People ». *NASSP*. Vol. 70. Issue 492. Octobre 1986. pp. 39-43.
- Recoquillon, Charlotte. « Les enjeux de la revitalisation urbaine : Harlem, du ghetto au quartier chic ». *Hérodote*. Vol. 1. No. 132. pp. 181-201.
- Richardson, Joseph et Christopher St. Vil. « Putting in Work: Black Male Youth Joblessness, Violence, Crime, and the Code of the Street ». *Spectrum: A Journal on Black Men*. Vol. 3. No. 2. Printemps 2015. pp. 71-98.
- St. Pierre, Maurice. « Reaganomics and its Implications for African-American Family Life ». *Journal of Black Studies*. Vol. 21. No. 3. Mars 1991. pp. 325-340.
- Trainor, John C. « Coping with the Drug Runners at Sea ». *Naval War College Review*. Vol. 40, No. 3. Été 1987. pp. 77-87.
- Wacquant, Loïc et William J. Wilson. « Cost of Racial and Class Exclusion in the Inner City ». *Annals of The American Academy of Political and Social Science*. Vol. 501. Janvier 1989. pp. 8-25.
- . « From Slavery to Mass Incarceration: Rethinking the « Race Question » in the US ». *New Left Review*. Vol. 13. 2002. pp. 41-60.
- . « Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique ». *Réseau Canopé, Idées Économiques et Sociales*. Vol. 1. No 167. 2012. pp. 14-25.
- Weis, Lois. « Race, Gender, and Critique: African-American Women, White Women, and Domestic Violence in the 1980s and 1990s ». *Signs*. Vol. 27. No. 1. 2001. pp. 139-69.
- Wolfe, Noël K. « Battling Crack: A Study of the Northwest Bronx Community and Clergy Coalition's Tactics ». *Journal of Urban History*. Vol. 43. No. 1. 2015. pp. 18-32.
- Zinn, Maxine Baca. « Family, Race, and Poverty in the Eighties ». *Signs*. Vol. 14. No 4. Été 1989. pp. 856-874.

Annexes

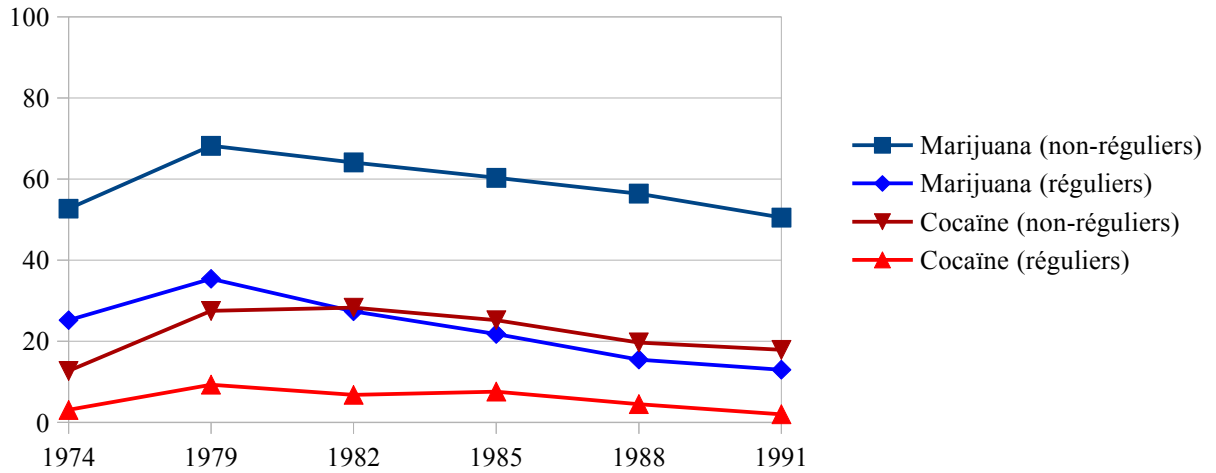
Table des annexes

Annexe 1 : Consommateurs par type de drogue et par régularité.....	123
Annexe 2 : Arrestations pour vente/fabrication de drogue.....	124
Annexe 3 : Arrestations pour possession de drogue.....	125
Annexe 4 : Détenus dans les prisons locales.....	126
Annexe 5 : Comparaison du nombre de détenus et de l' <i>Index Crime Rate</i>	127
Annexe 6 : Arrestations pour crime.....	128
Annexe 7 : Arrestations pour délit.....	129

Annexe 1 : Consommateurs par type de drogue et par régularité

Consommateurs par type de drogue et par régularité

Âgés de 18 à 25 ans (pour 100 000 habitants)

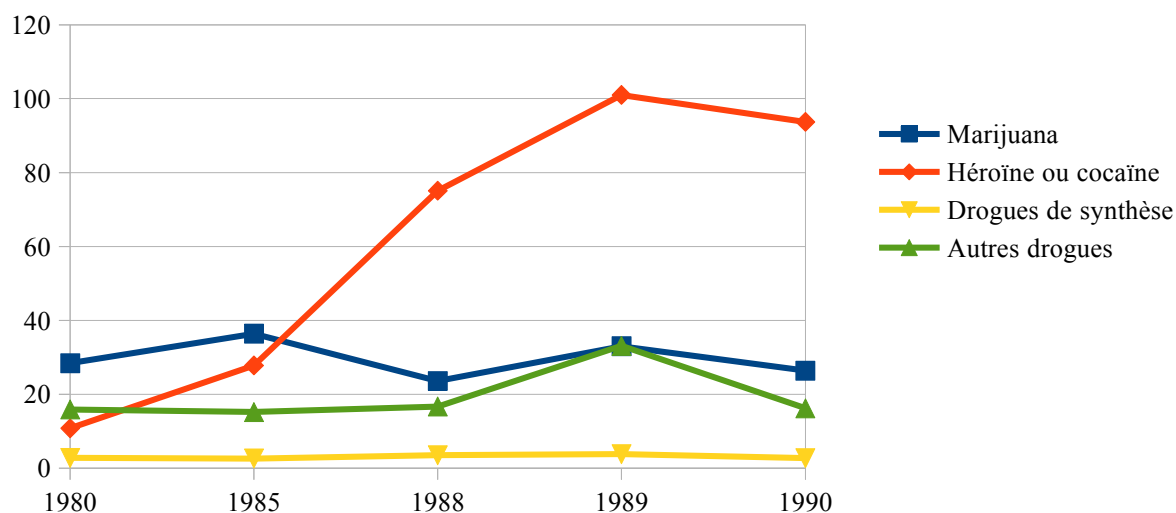


U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1990, and by Region, 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992.

Annexe 2 : Arrestations pour vente/fabrication de drogue

Arrestations pour vente/fabrication de drogue

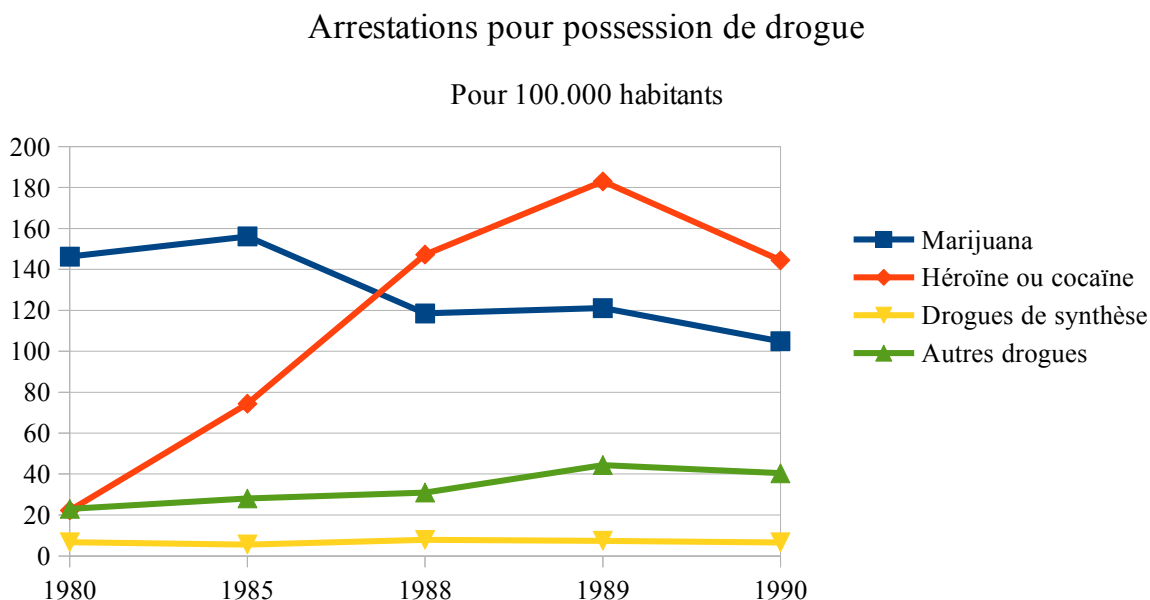
Pour 100 000 habitants



U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1989, and by Sex and Region, 1989 ». *Statistical Abstract of the United States: 1991*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1991.

U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1990, and by Region, 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992.

U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1993, and by Region, 1993 ». *Statistical Abstract of the United States: 1995*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1995.

Annexe 3 : Arrestations pour possession de drogue

U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1989, and by Sex and Region, 1989 ». *Statistical Abstract of the United States: 1991*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1991.

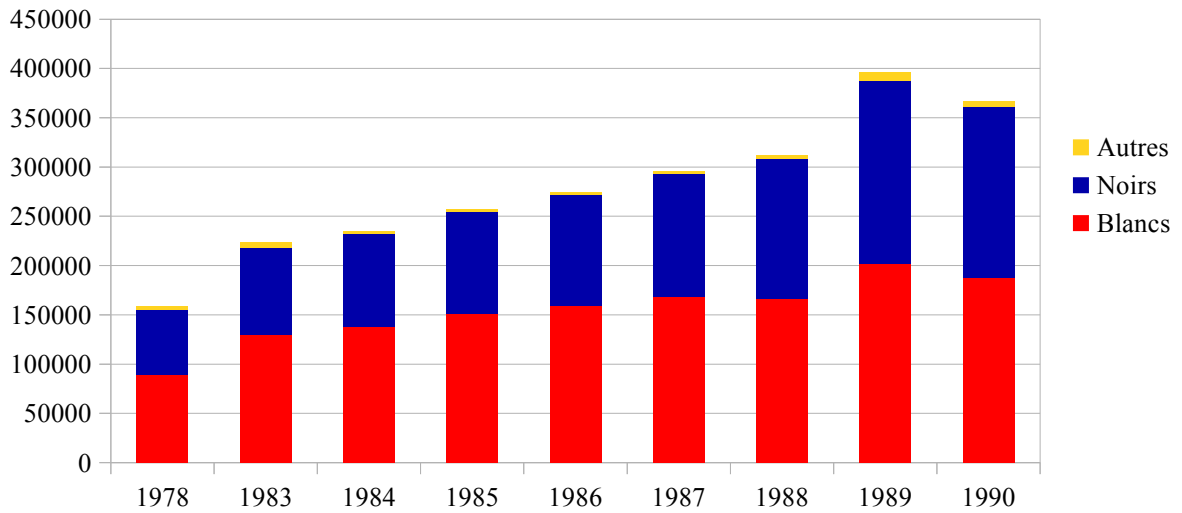
U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1990, and by Region, 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992.

U.S. Census Bureau. « Drug Arrest Rates for Drug Abuse Violations, 1980 to 1993, and by Region, 1993 ». *Statistical Abstract of the United States: 1995*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1995.

Annexe 4 : Détenus dans les prisons locales

Détenus dans les prisons locales (jail)

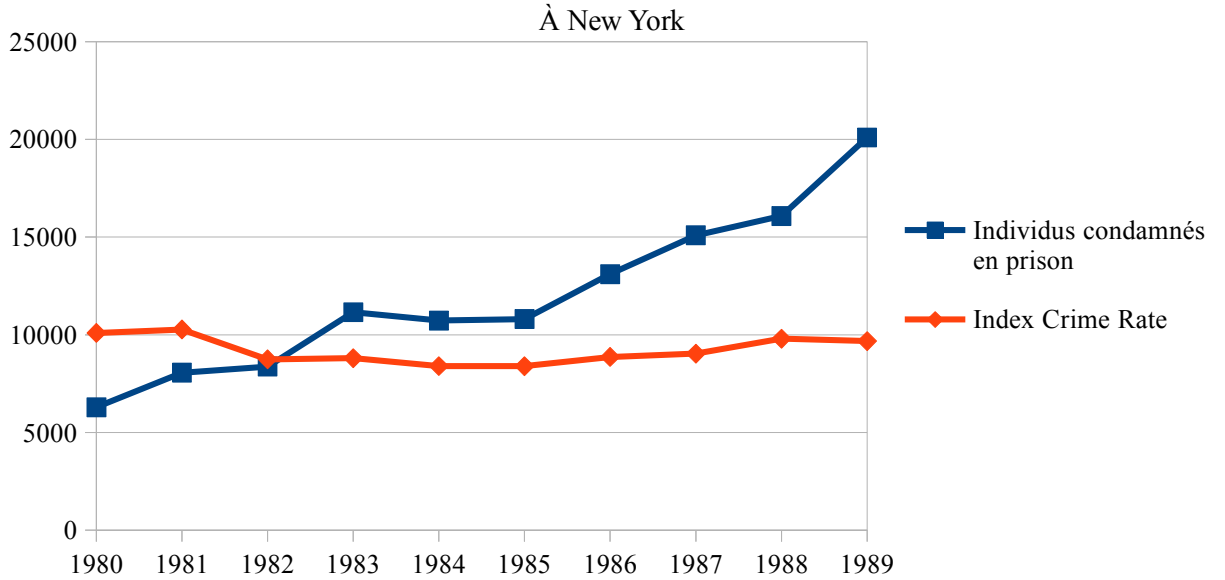
Par groupe ethnique



U.S. Census Bureau. « Jail Inmates, by Race and Detention Status: 1978 to 1990 ». *Statistical Abstract of the United States: 1992*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office. 1992.

Annexe 5 : Comparaison du nombre de détenus et de l'Index Crime Rate

Comparaison du nombre de détenus et de l'Index Crime Rate*



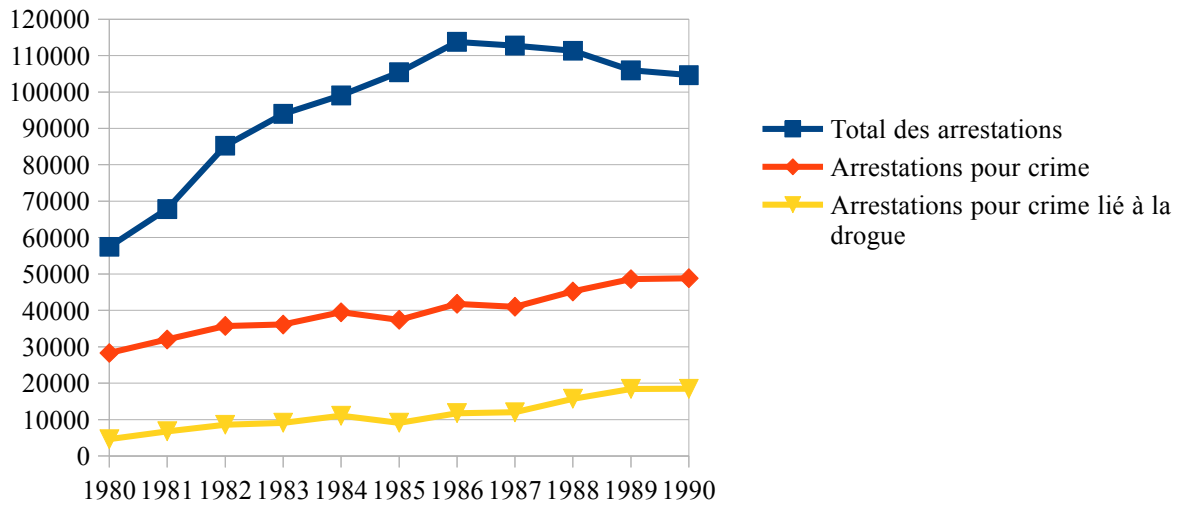
* Calcul du nombre de crimes (les crimes violents et les vols, cambriolages, etc.) sur 100.000 habitants.

Office of Justice Research and Performance. « Criminal Justice Indicators New York City: 1980-1999 ». *New York State Division of Criminal Justice Services*. Washington D.C. Government Printing Office.

Annexe 6 : Arrestations pour crime

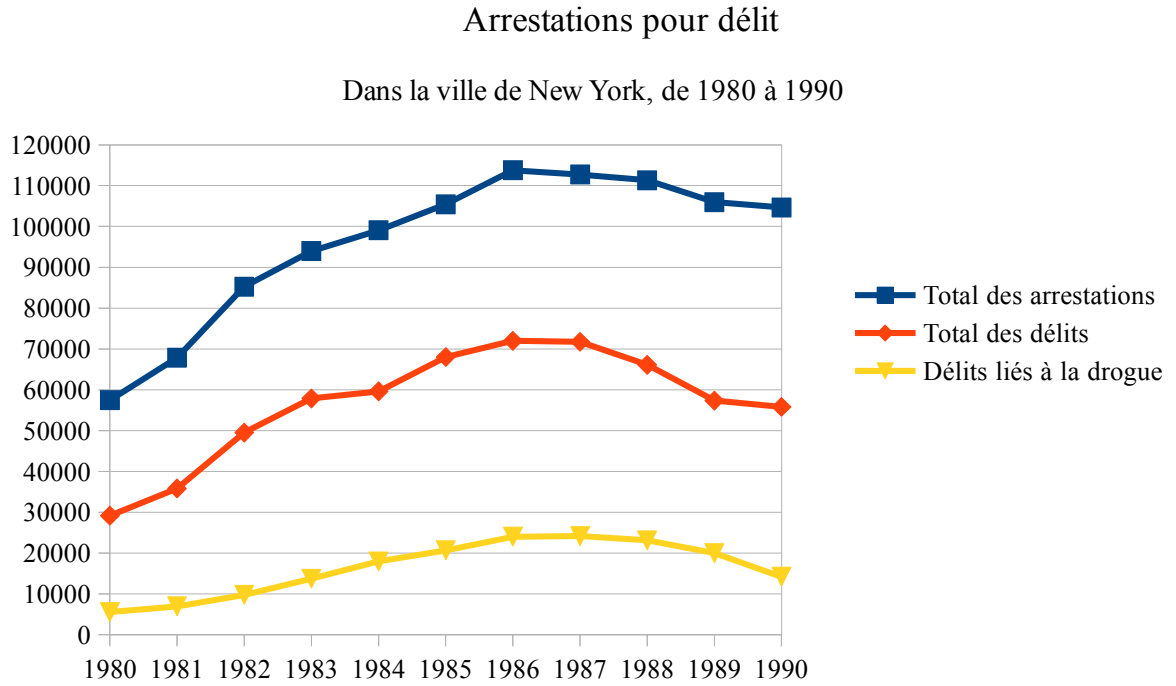
Arrestations pour crime

Dans la ville de New York, de 1980 à 1990



Office of Justice Research and Performance. « Adult Arrest by County: Beginning 1970 ». New York State Division of Criminal Justice Services. Washington D.C. Government Printing Office.

Annexe 7 : Arrestations pour délit



Office of Justice Research and Performance. « Adult Arrest by County: Beginning 1970 ». New York State Division of Criminal Justice Services. Washington D.C. Government Printing Office